

# **REGLEMENTS SPORTIFS**

## **SOMMAIRE**

### **CHAPITRE PREMIER**

#### **LES JOUEURS**

#### **LICENCES – QUALIFICATION – RESIDENCE RENOUVELLEMENT – CHANGEMENT DE CLUB**

ARTICLE 1 à 29 bis : Attribués au Règlement Intérieur  
ARTICLE 30 : OBLIGATION DE LICENCE  
ARTICLE 31 : QUALIFICATIONS  
ARTICLE 32 : QUALIFICATION DES JOUEURS ETRANGERS (Article 165 des R.G.)  
ARTICLE 33 : CHANGEMENT DE CLUB : Demande de licence (art. 90 des R.G.)  
ARTICLE 34 : NOMBRE DE JOUEURS – NOMBRE DE JOUEURS MUTES DANS LES EPREUVES OFFICIELLES  
ARTICLE 35 : PARTICIPATION A PLUS D'UNE RENCONTRE

### **CHAPITRE II**

#### **"EPREUVES OFFICIELLES"**

ARTICLE 35 BIS : ORGANISATION  
ARTICLE 36 : PARTICIPATION D'UN JOUEUR DANS LA CATEGORIE D'AGE DIFFERENTE DE LA SIENNE  
ARTICLE 37 : JOUEURS CHANGEANT D'EQUIPE AU SEIN D'UN CLUB  
ARTICLE 37 BIS : JOUEURS AVEC DOUBLE LICENCE  
ARTICLE 38 : QUALIFICATION POUR LES MATCHES A REJOUER ET REMIS (art. 120 des R.G.)  
ARTICLE 39 : TERRAINS IMPRATICABLES  
ARTICLE 40 : DISPOSITIONS INTERESSANT LES RENCONTRES EN NOCTURNE  
ARTICLE 41 : EN RESERVE  
ARTICLE 42 : EN RESERVE  
ARTICLE 43 : ENGAGEMENT DES CLUBS EN CHAMPIONNAT  
ARTICLE 44 : OBLIGATIONS DES CLUBS ENGAGES EN CHAMPIONNAT  
ARTICLE 45 : CLUBS NE PARTICIPANT PAS AUX EPREUVES OFFICIELLES  
ARTICLE 46 : CLUBS NOUVEAUX, CLUBS REPRENANT LEUR ACTIVITE, CLUBS AYANT FUSIONNE

### **CHAPITRE III**

#### **MATCHES OFFICIELS**

#### **ORGANISATION – CALENDRIERS ARBITRAGE – PROLONGATION – FORFAIT – CLASSEMENT**

ARTICLE 47 : ORGANISATION MATERIELLE DES MATCHES  
ARTICLE 48 : TERRAINS ET INSTALLATIONS  
ARTICLE 49 : EN RESERVE  
ARTICLE 50 : ACCES DES TERRAINS  
ARTICLE 51 : COULEURS  
ARTICLE 52 : CALENDRIERS  
ARTICLE 53 : HEURES DE MATCHES OFFICIELS  
ARTICLE 54 : ARBITRAGE – DESIGNATION DES ARBITRES  
ARTICLE 55 : FEUILLE DE MATCH  
ARTICLE 56 : RESULTAT FALSIFIE  
ARTICLE 57 : ABSENCE DE L'ARBITRE CENTRAL A L'HEURE FIXEE  
ARTICLE 58 : EN RESERVE  
ARTICLE 59 : ABANDON DU TERRAIN PAR L'ARBITRE  
ARTICLE 60 : PRESENTATION DES LICENCES – IDENTITE DES JOUEURS  
ARTICLE 61 : DELEGUE  
ARTICLE 62 : HOMOLOGATION DES MATCHES  
ARTICLE 63 : FORFAIT EN MATCHES OFFICIELS  
ARTICLE 64 : CONSEQUENCES D'UN FORFAIT  
ARTICLE 65 : CLASSEMENT DANS LES EPREUVES  
ARTICLE 66 : ACCESSION – DESCENTE

## **CHAPITRE IV**

### **MATCHES AMICAUX COUPES – TOURNOIS - CHALLENGES**

#### **A – MATCHES DE SELECTION**

ARTICLE 67 : OBLIGATIONS DES CLUBS  
ARTICLE 68 : JOUEURS SELECTIONNES  
ARTICLE 69 : PENALITES RELATIVES A UNE SELECTION  
ARTICLE 70 : COULEURS DU DISTRICT  
ARTICLE 71 : RESERVE

#### **B – MATCHES AMICAUX**

ARTICLE 72 : CONTROLES DES MATCHES AMICAUX  
ARTICLE 73 : MATCHES AVEC DES CLUBS ETRANGERS  
ARTICLE 74 : MATCHES INTERDITS  
ARTICLE 75 : ARBITRAGE – FEUILLE DE MATCH – PENALITE  
ARTICLE 76 : OBLIGATION DE LICENCE – PENALITES  
ARTICLE 77 : OBLIGATION DES JOUEURS

#### **C – COUPES – TOURNOIS – CHALLENGES**

ARTICLE 78 : TOURNOIS – COUPES CHALLENGES – AUTORISATIONS – REGLEMENTS

## **CHAPITRE VII**

#### **RESERVES – RECLAMATIONS - EVOCATIONS – APPELS**

ARTICLE 79 : RESERVES - RECLAMATIONS- EVOCATIONS  
ARTICLE 80 : APPELS  
ARTICLE 81 : DROIT D'EVOCATION  
ARTICLE 82 : FRAIS DE DEPLACEMENT DES DELEGUES DES CLUBS ET OFFICIELS DEVANT UNE JURIDICTION

## **CHAPITRE V**

### **SANCTIONS – PENALITES Annexe 2 des Règlements Généraux**

ARTICLE 83 : REGLEMENT DISCIPLINAIRE ET BAREME DISCIPLINAIRE  
ARTICLE 84 : En réserve

## **CHAPITRE VI**

### **DISPOSITIONS GENERALES**

#### **A – OBLIGATIONS DES CLUBS**

ARTICLE 85 : PARTICIPATION AUX EPREUVES  
ARTICLE 86 : OBLIGATIONS FAITES AUX CLUBS DE PRETER LEUR TERRAIN  
ARTICLE 87 : RESPONSABILITE FINANCIERE DES DIRIGEANTS DE CLUB  
ARTICLE 88 : LICENCES DES DIRIGEANTS  
ARTICLE 89 : COMPTE RENDU OFFICIEL DU DISTRICT  
ARTICLE 90 : EN RESERVE  
ARTICLE 91 : INTERDICTION DE PUBLICATION DANS LA PRESSE  
ARTICLE 92 : COUPES – CHALLENGES – OBJETS D'ART REMIS AUX CLUBS CHAMPIONS  
ARTICLE 93 : STATUT DE L'ARBITRAGE  
ARTICLE 94 : RECONNAISSANCE DES PRESENTS REGLEMENTS  
ARTICLE 95 : CAS NON PREVUS

### **DISPOSITIONS PARTICULIERES**

#### **FRAUDE**

ARTICLE 1 :  
ARTICLE 2 :  
ARTICLE 3 :

## MIXITE

### REGLEMENTATION DE LA PRATIQUE DES JEUNES ET DES FEMININES

ARTICLE 1 : Catégorie U6 à U9

ARTICLE 2 : Catégorie U10 à U11

ARTICLE 3 : Catégorie U12 à U13

ARTICLE 4 : Catégorie U16F / U17F

ARTICLE 5 : Port des protège tibias

ARTICLE 6 : Montées / Descentes

### STATUT DE FOOTBALL DIVERSIFIE

ARTICLES 1 à 14

# REGLEMENTS SPORTIFS

## ARTICLES 1 à 29 bis Attribués au Règlement Intérieur

### CHAPITRE PREMIER

#### LES JOUEURS

#### LICENCES - QUALIFICATION - RESIDENCE RENOUVELLEMENT – CHANGEMENT DE CLUB

##### **ARTICLE 30 :**

Pour pouvoir prendre part aux activités officielles organisées par la Fédération, la Ligue de la Méditerranée, le District ou les clubs affiliés, tout joueur, dirigeant, éducateur ou arbitre doit être titulaire d'une licence fédérale régulièrement établie au titre de la saison en cours.

Les conditions de participation individuelles ou collectives sont celles prévues par les Règlements Généraux, la Ligue de la Méditerranée et les présents règlements.

##### **ARTICLE 31 : QUALIFICATIONS**

1°/ Les qualifications des joueurs sont régies par les règlements généraux de la F.F.F.

2° / Un joueur ayant commencé à disputer l'un des championnats organisés par le District ainsi que les diverses Coupes du Var, pour un club ne pourra participer pour un autre club à l'une de ces épreuves dans la même saison et dans la même division, même en cas de changement de résidence, ou venant d'un club dissous ou forfait général ou mis hors championnat ou en non activité partielle ou totale. Il peut cependant participer pour un autre club dans cette même division mais dans une poule différente étant entendu qu'il ne pourra pas prendre part à des phases finales de cette même division.

Toutefois pour les catégories U6 à U13 ces dispositions ne sont applicables que pour un joueur ayant participé à plus de 5 (cinq) rencontres avec son ou ses club(s) précédent(s) lors de la même saison dans la même division.

3°/ Les infractions relatives aux paragraphes 1 et 2 de cet article, entraîneront la perte du match par pénalité si des réserves ont été formulées conformément aux dispositions de l'art. 142 des Règlements Généraux de la F.F.F. ou une réclamation d'après match effectuée dans le cadre de l'article 187.1 des R.G.

##### **ARTICLE 32 : QUALIFICATION DES JOUEURS ETRANGERS (Article 165 des R.G.)**

Les clubs peuvent faire figurer sur la feuille de match un nombre illimité d'étrangers pour les compétitions de Ligue et de District ainsi qu'en Coupe de France

##### **ARTICLE 33 – CHANGEMENT DE CLUB : Demande de licence (art 90 des RG)**

1. Tout joueur désirant changer de club doit, sous couvert de son nouveau club, remplir un formulaire de demande de licence. Des droits dont le montant est fixé par les Ligues régionales peuvent être réclamés pour la délivrance des licences « changement de club » de certaines catégories de joueurs ou joueuses.

Toutefois ces droits ne sont pas exigés dans les cas suivants :

- joueur ou joueuse issu d'un club radié ou en inactivité totale. L'inactivité d'une section féminine d'un club est assimilée, pour les joueuses, à une non-activité totale.
- joueur ou joueuse en fin de contrat dans son précédent club ou dont le contrat avec ce dernier a fait l'objet d'un avenant de résiliation.
- joueur ou joueuse signant une licence « changement de club » dans un club participant exclusivement aux épreuves de football diversifié de niveau B.
- les jeunes des U6 (U 6F) aux U 17 (U 17F).

2. Le changement de club s'effectue par la transmission par Footclubs :

- au club quitté, de l'information de demande de licence,
- à la Ligue régionale d'accueil, de la demande de licence, dûment remplie par le représentant du club ainsi que par le joueur.

3. Le District applique les modalités prévues par les R.G. concernant les changements de club ainsi que les dérogations prévues par le Règlement d'Administration de la Ligue de la Méditerranée, notamment en ce qui concerne les articles 115 et 152 des R.G.

4. Périodes de changement de club (art 92 des RG)

1. Les joueurs peuvent changer de club durant deux périodes distinctes:

- en période normale, du 1<sup>er</sup> juin au 15 juillet,
- hors période, du 16 juillet au 31 janvier.

Certains joueurs peuvent toutefois changer de club après le 31 janvier dans les conditions fixées aux présents règlements et dans les statuts particuliers.

La date prise en compte est celle de l'enregistrement de la licence.

Chaque saison, les joueurs amateurs peuvent changer de club au maximum deux fois dans la même pratique.

2. Pour les joueurs changeant de club hors période, le club d'accueil doit, sauf dispositions particulières, impérativement obtenir

l'accord du club quitté, via footclubs, avant de saisir la demande de changement de club.

Si la demande d'accord du club quitté est formulée au plus tard le 31 janvier et que cet accord intervient avant le 8 février, la date de la demande de changement de club correspond à la date de la demande d'accord du club quitté par le club d'accueil, via Footclubs, à condition que le dossier soit complet dans un délai de quatre jours francs à compter de l'accord du club quitté.

La Ligue régionale d'accueil, la Fédération Française de Football ou, le cas échéant, la Ligue de Football Professionnel, peut toujours se prononcer en cas de refus abusif du club quitté de délivrer son accord.

3. Le nombre de joueurs mutés pouvant figurer sur la feuille de match est spécifié à l'article 160 des R.G.

4 - Les restrictions applicables aux changements de club des jeunes sont spécifiées à l'article 98 des R.G.

#### **ARTICLE 34 : NOMBRE DE JOUEURS - NOMBRE DE JOUEURS MUTES DANS LES EPREUVES OFFICIELLES**

- Les équipes des catégories Seniors, "Critérium U18/U19/U20", "U18", "U17", "U16", "U15", "U14" garçons et filles, pratiquant à 11 peuvent faire figurer sur la feuille de match : QUATORZE joueurs, remplaçants compris.

- En football à 8, douze joueurs (ses),

- En football à 5, neuf joueurs (ses).

- Dans toutes les compétitions officielles et pour toutes les catégories d'âge, le nombre de joueurs titulaires d'une licence "MUTATION" (à partir des U 12) pouvant être inscrits sur la feuille de match est fixé par la Fédération Française de Football (art. 160 des R.G.) et il est limité à SIX dont deux maximum ayant effectué leur demande de licence hors période normale au sens de l'art. 92.1 des R.G.

Toutefois, pour les pratiques à effectif réduit, le nombre de joueurs titulaires d'une licence « Mutation » pouvant être inscrits sur la feuille de match est limité à quatre dont deux maximum ayant changé de club hors période normale au sens de l'article 92.1 des présents règlements.

Ce nombre peut être diminué ou augmenté dans les conditions fixées par le Statut de l'Arbitrage (art. 45, 47), par l'article 164 des R.G. et par la Commission Féminine (Règlement d'Administration Générale de la Ligue, art. 67.1).

En tout état de cause, quel que soit le nombre de joueurs mutés accordé, le nombre de joueurs titulaires d'une licence "Mutation" ayant changé de club hors période normale, inscrits sur la feuille de match est limité à deux maximum.

Les infractions aux dispositions du présent article sont passibles d'une amende fixée par le Comité de Direction ainsi que des sanctions sportives prévues aux R.G. de la F.F.F. ou aux R.S. du District.

#### **ARTICLE 35 : PARTICIPATION A PLUS D'UNE RENCONTRE (articles 151 et 215 des R.G.)**

1. La participation effective en tant que joueur à plus d'une rencontre officielle au sens de l'article 118 est interdite :

- le même jour ;

- au cours de deux jours consécutifs.

Ne sont pas soumis à cette interdiction :

a) Les joueurs évoluant dans deux pratiques distinctes (Libre, Football d'Entreprise, Loisir, Futsal, Beach-Soccer), qui peuvent participer à un match dans l'une des pratiques après avoir participé la veille à une rencontre dans l'autre pratique.

b) Pour ce qui concerne les clubs dont l'équipe première évolue en L1 ou en L2 :

Les joueurs sous contrat, âgés de moins de 23 ans au 1er juillet de la saison en cours, entrés en jeu en seconde période d'une rencontre de Championnat de Ligue 1, de Ligue 2, ainsi qu'avec une équipe participant à ces championnats à une rencontre de Coupe de France ou de Coupe de la Ligue, qui peuvent participer, le lendemain, à une rencontre d'un championnat national avec la première équipe réserve de leur club.

c) Pour ce qui concerne les clubs dont l'équipe première évolue en National, National 2 ou National 3 :

Les joueurs amateurs ou sous contrat, âgés de moins de 23 ans au 1er juillet de la saison en cours, entrés en jeu en seconde période d'une rencontre de Championnat National 1, de Championnat National 2, de Championnat National 3, ainsi qu'avec une équipe participant à ces championnats à une rencontre de Coupe de France ou de Coupe de la Ligue, qui peuvent participer le lendemain à une rencontre de championnat national ou régional avec la première équipe réserve de leur club.

Pour l'application des dispositions figurant aux b) et c) ci-dessus :

- les joueurs ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 167.2.

- la limite d'âge ne s'applique pas au gardien de but

- cette possibilité cesse lors des cinq dernières rencontres de championnat disputées par ces équipes réserves.

d) Les joueurs U18 et U19, entrés en jeu en seconde période d'une rencontre de Coupe de

France, de Coupe de la Ligue, de Ligue 1, de Ligue 2, de Championnat National 1, de

Championnat National 2 ou de Championnat National 3, qui peuvent participer le lendemain à une rencontre de Coupe Gambardella ou de CN U19.

2. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux stages, sélections et tournois de jeunes, organisés par les Districts, les Ligues ou la Fédération sous contrôle des médecins fédéraux et dans des conditions particulières limitant la durée des matchs.

3. Est passible d'une suspension minimale de deux matchs sans sursis le joueur qui a participé à deux rencontres dans les conditions fixées à l'article 151 des R.G. ; son club encourt une amende minimale (dont le montant est fixé en annexe 5) même si aucune réserve n'a été formulée avant le match (article 215 des R.G.).

4. Le joueur qui participe à un match est celui qui a effectivement pris part au jeu à un moment quelconque de la partie. En District tous les joueurs inscrits sur la feuille de match sont considérés comme ayant participé à la rencontre à défaut de mention expresse portée sur la feuille de match par l'arbitre.

## CHAPITRE II

### "EPREUVES OFFICIELLES"

#### **ARTICLE 35 BIS : ORGANISATION**

Le District organise toutes les épreuves qui lui paraissent susceptibles de contribuer au développement du football sur son territoire et d'accroître l'activité de ses associations.

Les clubs sont répartis dans les différentes catégories :

- CHAMPIONNAT SENIORS :
- D1 (1 poule de 12)
- D2 (2 poules de 12)
- D3 (3 poules de 12)
- D4 (2 poules de 14)
  
- FOOTBALL LOISIR – FUTSAL (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> division) – BEACH SOCCER
  
- FOOT FEMININ : Championnat à 11 et à 8
  
- CHAMPIONNAT JEUNES
- FOOT A 11 :
- Critérium U18/U19/U20 ouvert aux joueurs U18, U19 et U20 (et trois U17 maximum avec surclassement, article 73.2 des R.G.)
- U18 ouvert aux joueurs U17 et U18 (et trois U16 maximum)
- U17 ouvert aux joueurs U17, U16 (et quatre U15 maximum)
- U16 ouvert aux joueurs U16 et U15 (et trois U14 maximum)
- U15 ouvert aux joueurs U15 et U14 (et trois U13 maximum)
- U14 ouvert aux joueurs U14 (et trois U13 maximum)
- FOOT D'ANIMATION : à 8, à 5 et à 3 : U6/U7/U8/U9/U10/U11/U12/U13

#### **Le District organise également des Coupes :**

- Seniors Masculins
- Jeunes dans les catégories "U18", "U17", "U16", "U15" et "U14"
- Féminines Séniors à 11 et à 8,
- Football Loisir - Futsal - Beach soccer
- Les différentes compétitions sont placées sous le contrôle des :
- Commission des Calendriers- Commission des Coupes du Var
- Commission des Championnats Seniors - Département du Football Diversifié
- Commission des Championnats Jeunes - Commission des Compétitions féminines
- Département Technique

#### **ARTICLE 36 : PARTICIPATION D'UN JOUEUR DANS UNE CATEGORIE D'AGE DIFFERENTE DE LA SIENNE.**

Se référer à l'article 73 des R.G. pour les surclassements autorisés et aux articles 153-155 des R.G. pour les participations en mixité ou dans les équipes supérieures.

En application de l'article 153 des R.G. :

1. En aucun cas, un joueur ne peut participer à une rencontre au sein d'une équipe de catégorie d'âge inférieure à la sienne.
2. Ne peut entrer en jeu au cours des cinq dernières rencontres de championnat régional ou de District, un licencié U20 ayant effectivement joué, au cours de la saison, tout ou partie de plus de dix rencontres officielles au sens de l'article 118 des RG avec l'une des équipes Senior de son club.
3. Sur autorisation médicale explicite figurant sur la demande de licence, les joueurs et les joueuses peuvent pratiquer dans les seules compétitions de la catégorie d'âge immédiatement supérieure à celle de leur licence, sauf pour les licenciés U18 et U18 F qui peuvent pratiquer en Senior.

En cas d'interdiction médicale de surclassement sur leur demande de licence, la mention « surclassement interdit » est apposée sur les licences des joueurs ou joueuses concernés.

a) Les licenciés U17 peuvent pratiquer en Senior, sous réserve d'obtenir un certificat médical de non contre-indication, comprenant une autorisation parentale, délivré par un médecin fédéral, certificat approuvé par la Commission Régionale Médicale.

Dans les mêmes conditions d'examen médical :

- les joueuses U16 F et U17 F peuvent pratiquer en Senior en compétitions nationales, dans les conditions fixées par le règlement de l'épreuve ;
- les joueuses U16 F et U17F peuvent pratiquer en Senior dans les compétitions de Ligue et de District, sur décision des Comités

de Direction des Ligues et dans la limite de trois

joueuses U16 F et de trois joueuses U17 F pouvant figurer sur la feuille de match.

b) Les joueurs licenciés U16 peuvent évoluer en compétition nationale U19 (Championnat National et Coupe Gambardella) dans les conditions médicales figurant au paragraphe 2.a) ci avant.

c) Les autorisations de surclassement prévues aux alinéas a) et b) du présent paragraphe figurent sur la licence du joueur sous la mention « surclassé article 73.2 ».

4. Cette autorisation de surclassement est soumise aux prescriptions de l'article 72.1.

5. En cas d'infraction aux dispositions du présent article, est appliquée la sanction prévue au Titre 4.

6. En cas de litige sur un surclassement, la Commission Fédérale Médicale peut être saisie du dossier.

#### **Application de l'article 168 des RG:**

1. Une équipe disputant une compétition ouverte aux licenciés U14 ne peut compter plus de trois joueurs U13 surclassés.

2. Une équipe disputant une compétition ouverte aux licenciés U12 ne peut compter plus de trois joueurs U11 surclassés.

3.1. Dans les compétitions des catégories U12 /U12F à U15 / U15F, il peut être inscrit sur la feuille de match :

- un nombre illimité de joueurs de la catégorie d'âge immédiatement inférieure à la catégorie d'âge la plus élevée de la compétition concernée,

- au maximum 3 joueurs de la catégorie d'âge de deux ans inférieure à la catégorie d'âge la plus élevée de la compétition concernée sauf en U17 où il pourra être incorporé quatre U15.

3. 2. Une équipe disputant une compétition rencontre ouverte aux licenciés U8 / U8F à U11 /U11 F ne peut compter plus de trois joueurs ou joueuses surclassés au sens de l'article 73 des présents règlements.

#### **ARTICLE 37 : JOUEURS CHANGEANT D'EQUIPE AU SEIN D'UN CLUB.**

L'article 167 des Règlements Généraux fixe les modalités autorisant les joueurs et les joueuses des équipes premières à opérer dans les équipes inférieures disputant une compétition Nationale ou Régionale.

Il s'agit en l'occurrence des équipes engagées en N1, N2, N3, et des équipes engagées en R1, R2 et des équipes de jeunes disputant les Championnats organisés par la Fédération et par la Ligue.

#### **EN DISTRICT**

1 - Ne peut participer à un match de compétition organisé par le District (D1 et au-dessous, jeunes compris), le joueur ou la joueuse qui est entré(e) en jeu lors de la dernière rencontre officielle au sens de l'article 118 des RG disputée par l'une des équipes supérieures de son club lorsqu'elle ne joue pas le même jour ou le lendemain un match officiel.

2 - Par ailleurs, les équipes disputant les épreuves officielles du District (Seniors et Jeunes) ne pourront comporter au cours des CINQ dernières rencontres du championnat "effectivement jouées ou gagnées par forfait simple" (toute la saison en Coupe du Var) plus de TROIS joueurs ou joueuses étant entré(e)s en jeu, au cours de la saison, dans plus de DIX rencontres avec une équipe en division supérieure.

La participation des joueurs, U19, U18, U17 à des compétitions Seniors, ne pourra avoir pour effet de leur interdire ou de limiter leur participation à des épreuves de leur catégorie respective. Ils restent soumis aux obligations des catégories d'âge auxquelles ils appartiennent.

**La notion d'équipe supérieure ou inférieure ne concerne que la même catégorie d'âge.**

#### **ARTICLE 37 bis : JOUEURS AVEC DOUBLE LICENCE: (Article 19 quater du R.A.G. de la Ligue)**

1. Par décision du Comité de Direction de la L.M.F., et conformément aux dispositions de l'article 170 des R.G de la F.F.F., le nombre de joueurs titulaires d'une double licence « Joueur » autorisés à figurer sur la feuille de match dans les compétitions Libres (Ligue et District), organisées par la Ligue ainsi que dans les compétitions régionales de Football Diversifié de niveau A, est fixé à quatre.

Les Districts fixent le nombre de joueurs titulaires d'une double licence « Joueur » autorisés à figurer sur la feuille de match dans les compétitions qu'ils organisent. En ce qui concerne le district ce nombre est également fixé à quatre.

2. Si le club en faveur duquel un joueur a obtenu sa première licence ne la retourne pas à la Ligue pour apposition du cachet « Double Licence » dans un délai de dix jours suivant la notification Footclubs, une amende de 100 €uros sera infligée au club fautif.

Si après cette première pénalisation le club n'a pas transmis la licence sous huitaine, des amendes successives d'un montant de 100 €uros par semaine de retard seront infligées au club fautif, et la validité de la première licence pourra être suspendue.

#### **ARTICLE 38 : QUALIFICATION POUR LES MATCHES A REJOUER ET REMIS. (art. 120 des R.G.)**

1. Lorsque l'application des dispositions d'un article des présents règlements implique la prise en considération de la date d'une rencontre, celle-ci est la date réelle du match et non celle figurant au calendrier de l'épreuve, si ces dates sont différentes

2. Toutefois et sauf disposition contraire, il y a lieu de se référer, pour ce qui concerne la qualification des joueurs :

- à la date de la première rencontre, en cas de match à rejouer,

- à la date réelle du match, en cas de match remis.

Pour ce qui concerne la participation des joueurs suspendus, il y a lieu de se référer aux dispositions de l'article 226/2 des R.G.

3. Pour l'application des présents règlements, un match remis est une rencontre qui, pour une cause quelconque, notamment d'intempéries, n'a pas eu de commencement d'exécution à la date à laquelle il était prévu qu'elle se déroule.

Un match à rejouer est une rencontre qui a eu une exécution partielle ou totale ou qui a eu son résultat ultérieurement annulé

par décision d'un organisme officiel ordonnant qu'elle soit jouée à nouveau dans son intégralité.

#### **ARTICLE 39 : TERRAINS IMPRATICABLES.**

Dans le but d'entretenir de bonnes relations entre les Mairies, les clubs, et le District, et pour la protection des pelouses ainsi que la sécurité des joueurs, pour éviter d'envoyer sur des routes dangereuses, des équipes, surtout de jeunes, pour se rendre sur le lieu prévu d'une rencontre qui aura toutes les chances de ne pas se dérouler pour cause d'impraticabilité de terrain, occasionnant de plus des frais de déplacement inutiles et du temps perdu, le District du Vara décidé d'adopter une nouvelle manière de gérer les calendriers en cas de fortes intempéries

Pour la réussite de ce système innovant, la collaboration de tous dans un respect d'éthique sportive sans faille, est nécessaire. Il responsabilise au maximum les clubs qui se doivent d'en respecter l'esprit.

#### **1 - Lorsque les intempéries font l'objet d'un Arrêté Municipal connu avant le vendredi 14 h :**

(Seuls seront pris en compte les Arrêtés Municipaux Réglementaires et non un imprimé préparé à l'avance avec un espace libre pour rajouter la date).

Un Arrêté peut toujours être annulé par un nouvel Arrêté pris par une personnalité compétente.

Le club recevant devra adresser un fax ou un email au District ainsi qu'au club adverse, en y joignant la copie de l'Arrêté du Maire qui devra être affiché, également, à l'entrée du stade : **le vendredi avant 14 heures, en ce qui concerne les matches du samedi et du dimanche.**

Une permanence sera tenue, par la Commission des Terrains (avec la collaboration du secrétariat). Exceptionnellement celle-ci, en cas de conditions météorologiques désastreuses, pourra prendre la décision d'annuler la journée complète. Les clubs et les officiels seront avisés par voie de presse le samedi matin et internet.

**N.B. :** En cas d'interdiction très localisée pouvant paraître suspecte, le contrôle des terrains frappés d'un Arrêté Municipal sera effectué par un membre de la Commission des Terrains ou un membre du Comité de Direction désigné par le responsable de cette commission. Il fera son rapport en présence d'un représentant de la Mairie et du club recevant, convoqués par téléphone s'ils peuvent être joints et il donnera aussitôt connaissance de ses conclusions aux responsables de la C.D.T.I.S. pour décision.

2 - Afin de se mettre en conformité avec la décision prise par le Comité de Direction de la Ligue le 06 octobre 2015 (P.V N°8), le Comité de Direction du District a décidé le 13 octobre 2015 (PV n°12):

Que dès lors qu'une **Vigilance Météo Orange uniquement « pluies et inondations »** sera déclenchée par Météo France, pour le département du Var et pour les jours des matches considérés, toutes les rencontres organisées ce jour-là seront annulées et remises à une date qui sera décidée par les Commissions compétentes.

Cette décision, destinée à éviter tout déplacement le jour de ces matches, remplace les anciennes dispositions de l'article 39 des R.S du District.

Rappel des numéros de téléphone : MM Gérard IVORA, n° 06.65.06.86.79 - Pierre GUIBERT, n°06.18.43.65.76 – William PONT, n° 06.16.35.08.79 – André VITIELLO, n° 06.13.57.12.16

#### **4 - AUTRES CAS DE FIGURE**

Les cas ci-dessus ne prennent en compte que les cas Vigilance de Météo France qui sont connus de tous (consultable sur le site "Météo France", (<http://france.meteofrance.com/vigilance/accueil>)) mais ne peuvent concerner les situations créées, au coup par coup, par des intempéries intervenant localement et faisant l'objet (ou non) d'arrêtés municipaux pris le samedi ou le dimanche.

A envisager dans ces cas particuliers qui ne concernent donc que quelques rencontres dans le département :

**A - Arrêté municipal d'interdiction pris le samedi** (pour le samedi et/ou le dimanche) ou le dimanche juste avant le match : Le Comité de Direction a agréé trois de ses membres pour prendre la décision de reporter une rencontre. Il faudra que le responsable du club qui prend contact lui assure, téléphoniquement, **qu'il envoie aussitôt au District un mail avec copie de l'arrêté municipal.** Ces trois personnes seront habilitées à remettre la rencontre et à prévenir l'équipe adverse (et les officiels) de ne pas se déplacer, s'il est encore temps.

Ces personnes désignées par le Comité de Direction et joignables téléphoniquement par n'importe quel club du District sont :

- M. Pierre GUIBERT (Président) : 06 18 43 65 76
- M. William PONT (Vice-Président Délégué) : 06 16 35 08 79
- M. Gérard IVORA (Commission des terrains) : 06 65 06 86 79
- M. André VITIELLO (Secrétaire Général) : 06 13 57 12 16

La personne qui aura reporté une rencontre dans ce cas de figure, prendra contact avec le District dès le lundi matin pour prévenir le Secrétariat des rencontres qu'elle a reportées et s'assurer que les mails prévus sont arrivés **et ont bien été expédiés au moment**

**prévu !**). Si tel n'est pas le cas le club recevant aura match perdu par forfait, le club visiteur étant couvert par le fait qu'on lui a précisé de ne pas se déplacer.

Dans tous les cas où une rencontre est renvoyée **par le District**, il n'y a pas de feuille de match à remplir. La liste de ces rencontres doit être communiquée, dès le lundi au Secrétariat pour transmissions aux Commissions concernées.

**B - Sans arrêté municipal connu** seul l'arbitre pourra décréter le report de la rencontre selon les dispositions déjà en vigueur et régulièrement appliquées.

Pour les clubs disposant d'un terrain de repli (classifié au moins dans la même catégorie et à proximité immédiate) et afin de protéger leurs installations en cas d'intempéries, si aucun arrêté municipal d'interdiction n'a été pris et affiché à l'entrée, le responsable de l'équipe locale dispose du pouvoir de déplacer, au dernier moment, tout match sur ces terrains (s'ils ne sont pas utilisés), tout en respectant l'heure de battement pour l'attribution des vestiaires. Les joueurs doivent, bien entendu, prévoir les chaussures correspondantes à chaque catégorie de revêtement.

Toutes dispositions devront être prises, par le club visité, pour permettre aux arbitres officiels, délégués et joueurs adverses d'accéder au terrain et aux vestiaires dès leur arrivée, soit une heure au moins avant le coup d'envoi prévu.

Ne pas oublier également l'application possible de l'article 236 des R.G. :

Tout club dont le terrain est indisponible le jour du match, peut-être pénalisé de la perte du match, tel est le cas notamment, pour la fermeture d'un terrain par son propriétaire si l'arbitre déclare le dit terrain praticable ou s'il est mis dans l'impossibilité de pouvoir accéder au terrain.

En tout état de cause, l'arrêté d'interdiction ne peut porter que sur un week-end et doit préciser le ou les terrains compris dans l'enceinte du stade qui font l'objet de l'interdiction.

#### **ARTICLE 40 : DISPOSITIONS INTERESSANT LES RENCONTRES EN NOCTURNE**

L'Assemblée Générale de la Fédération Française de Football du 22 juin 2013 à Brest, a adopté de nouvelles dispositions concernant les installations sportives et notamment pour l'éclairage de ces installations.

Il y est précisé : "Il est rappelé aux clubs, aux propriétaires privés et aux collectivités locales que seules les installations d'éclairage conformes au présent Règlement peuvent être utilisées en compétitions officielles.

Ainsi les installations d'éclairage des terrains de football utilisées pour l'organisation, fixée dans des Règlements qui leur sont propres, des compétitions officielles sont classées en six niveaux : E.1 à E5.

Nouveau : Niveau EFoot A11 (exclusivement pour les installations existantes)".

---

Sachant que dans le District du Var, de nombreuses rencontres se déroulent le samedi (en jeunes notamment) avec utilisation totale ou partielle de l'éclairage existant non classifié par la Commission compétente, et afin de permettre que puissent se dérouler, comme auparavant, toutes les rencontres utilisant des installations électriques pas toujours conformes mais qui satisfont les utilisateurs, le Comité de Direction demande à la Commission Départementale des Terrains et Installations Sportives de considérer comme classifiées automatiquement toutes les installations qui n'auraient pas encore de classification officielle en : - Niveau EFoot à 11 en attendant que leur situation soit réglementairement régularisée au plus tard à une date à fixer par le Comité Directeur sur avis de la Commission des terrains et installations sportives.

Aucune disposition des Règlements Généraux de la F.F.F. ne définit précisément ce qu'est un match en nocturne, Néanmoins on peut définir comme étant un match en nocturne, une rencontre dont le déroulement dans des conditions satisfaisantes de visibilité, nécessite, pour toute sa durée ou une partie de sa durée, et selon la période de l'année à laquelle elle se déroule, l'utilisation d'une installation d'éclairage. (PV de la CFRC du 03/02/2016)

- ARTICLE 41 (En réserve)
- ARTICLE 42 (En réserve)

#### **ARTICLE 43 - ENGAGEMENT DES CLUBS EN CHAMPIONNAT**

Avant le début de la saison, les équipes sont automatiquement pré-engagées par le District en fonction des décisions prises par les commissions compétentes à la fin de la saison précédente. Les clubs doivent confirmer ces engagements par l'intermédiaire de "Foot Clubs" avant la date prévue par celles-ci. Les droits d'engagement et les redevances forfaitaires par match sont fixés chaque saison par le Comité de Direction du District. Les engagements ne deviennent officiels qu'à partir du moment où le règlement correspondant a été réceptionné par le District.

Pour les clubs en Entente, seul le club support confirme le pré-engagement des équipes par l'intermédiaire de Footclubs.

Les infractions aux dispositions du présent article sont passibles d'une amende fixée par le Comité de Direction.

#### **ARTICLE 44 : OBLIGATIONS DES CLUBS ENGAGES EN CHAMPIONNAT**

Pour que l'engagement des différentes équipes d'un club soit effectif, il est indispensable que le club selon la catégorie, ait satisfait aux obligations des articles concernant la classification de leurs installations.

#### **ARTICLE 45 : CLUBS NE PARTICIPANT PAS AUX EPREUVES OFFICIELLES. (Articles 40 à 45 des R.G)**

- 1°/ La non-participation aux championnats ou bien l'abandon en cours de saison, entraîne pour les clubs de toutes catégories, la rétrogradation dans la Division inférieure.
- 2°/ Tout club étant resté plus d'une saison sans régler ses cotisations, droits divers et amendes, sera radié. Pour reprendre son activité en dernière division, il devra demander une nouvelle affiliation.
- 3°/ Tout club ayant acquitté ses cotisations mais ne participant pas aux épreuves officielles ou les ayant abandonnées sera considéré comme étant en non-activité.
- 4°/ Tout club restant par suite de son classement, qualifié dans la même division la saison suivante et demandant sa réintégration dans une série inférieure, ne pourra prétendre à l'accession à la fin de l'année de la même saison par suite de son classement.

#### **ARTICLE 46 : CLUBS NOUVEAUX, CLUBS REPRENANT LEUR ACTIVITE, CLUBS AYANT FUSIONNE.**

- 1°/ Tout club nouvellement affilié ou reprenant son activité sera classé dans la dernière division du District.
- 2°/ Il aura à justifier de la jouissance d'un terrain accepté par la Commission Départementale des Terrains et Installations Sportives.
- 3°/ Les équipes du nouveau club issu d'une fusion, conformément à l'art. 39 des Règlements Généraux de la F.F.F. prennent les places hiérarchiques laissées libres par celles des clubs dissous, à raison d'une seule par niveau.
- 4°/ Les joueurs revenant à leur ancien club qui reprendraient leur activité seront dispensés du cachet "Mutation" sur leur licence suivant les prescriptions de l'Art. 117 des Règlements Généraux de la F.F.F.
- 5°/ Conformément aux dispositions de l'Art. 117 des Règlements Généraux de la F.F.F. l'inactivité d'une section féminine d'un club est assimilée pour les joueuses à une non-activité totale ce qui permet à celle-ci de changer de club sans apposition du cachet "mutation" sur sa licence.

#### **JOUEURS ISSUS DE CLUBS DISSOUS, RADIES ou en NON-ACTIVITE. (Article 93 des R.G)**

Un joueur peut demander une licence pour un nouveau club de son choix, sans cachet mutation, s'il appartient :

- A un club dissous.
- A un club radié.
- A un club en non-activité totale.
- A un club en non-activité partielle constatée en début ou en cours de saison dans la catégorie d'âge à laquelle le joueur appartient.

Cette disposition n'est pas applicable aux joueurs des clubs ayant fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, qui donne lieu à une décision du Comité Exécutif de la F.F.F.

### **CHAPITRE III**

#### **MATCHES OFFICIELS**

#### **ORGANISATION-CALENDRIERS**

#### **ARBITRAGE-PROLONGATION-FORFAIT-CLASSEMENT**

#### **ARTICLE 47 - ORGANISATION MATERIELLE DES MATCHES**

- 1°/ Un match officiel est un match organisé par le District sous son contrôle, par les Sociétés affiliées.
- 2°/ L'organisation matérielle de toute rencontre incombe au club visité qui devra fournir quatre ballons en bon état. Sur un terrain neutre, les équipes en présence et le club organisateur devront fournir chacun, au moins deux ballons. De tous ces ballons en parfait état, l'arbitre désignera celui avec lequel le jeu commencera. Si un match n'a pu avoir lieu ou a été arrêté par suite de manque de ballon, le club n'ayant pas présenté le nombre réglementaire de ballons peut avoir MATCH PERDU à condition que le club adverse ait introduit des réserves dans les formes réglementaires. Si les ballons présentés, réglementaires, comme prévu deviennent hors d'usage et qu'il ne puisse en être fourni d'autres, le match sera rejoué.
- 3°/ Deux fanions blancs, jaunes ou rouges de 0m45 sur 0m75 devront, sous peine d'amende, être tenus à la disposition des arbitres assistants.
- 4°/ Le club visité ou le club ayant son stade désigné pour un match sur terrain neutre est l'organisateur de la rencontre et prend la charge de toutes les obligations qui en découlent.

#### **ARTICLES 48 - TERRAINS ET INSTALLATIONS**

Les clubs sont invités, à avoir des terrains de jeu respectant les normes fixées par la C.C.T.I.S. complétées par celles de la C.R.T.I.S. En ce qui concerne les vestiaires le club recevant mettra à la disposition du club adverse et des arbitres un vestiaire une heure avant l'heure officielle du coup d'envoi prévue sur Internet. Le club recevant aura match perdu si cette disposition n'est pas respectée et si des réserves conformes à l'article 142 des RG, sont effectuées. Toutefois, le club recevant aura un quart d'heure pour se mettre en conformité avec les dispositions de cet article et ne plus être pénalisable.

Le club adverse à son arrivée, devra s'informer auprès du club recevant du lieu et des modalités de son accueil.

En cas de réserves d'avant match régulièrement confirmées en application des articles 142 et 186 des R.G, (article 79 des R.S. du District), concernant cette mise à disposition et si elles sont prises en compte et estimées fondées par la Commission compétente du District, le club recevant aura match perdu par pénalité accompagné d'une amende financière de 50€. Le club visiteur

bénéficiera alors du gain du match s'il a lui-même scrupuleusement respecté les dispositions de cet article.

Les réserves confirmées concernant la mise à disposition des vestiaires ou la conformité du terrain ne seront pas prises en compte si la rencontre s'est tout de même déroulée, qu'elle ait eu sa durée réglementaire ou non.

Si le match ne s'est pas joué, le club absent au coup d'envoi pourra avoir match perdu par forfait décidé par la Commission compétente.

Toutes les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas en football d'animation (U6 à U13).

Pour l'application de l'art. 143 des Règlements Généraux, les réserves d'avant match au sujet de la conformité du terrain ne pourront être formulées que 45 minutes au plus tard, avant l'heure officielle du coup d'envoi.

Toutefois, l'arbitre de la rencontre doit, au moins 45 minutes avant l'heure prévue du coup d'envoi, constater la conformité du terrain. En cas de manquement il doit en informer les responsables du club recevant qui ont l'obligation d'y remédier aussitôt. Si un quart d'heure après l'heure prévue du coup d'envoi, l'arbitre constate que le terrain n'est toujours pas conforme, la rencontre ne sera pas jouée et le club recevant aura match perdu par pénalité.

En ce qui concerne les buts mobiles, ils doivent être conformes à la réglementation concernant la sécurité.

## **ARTICLE 49 – EN RESERVE**

### **ARTICLE 50 - ACCES DES TERRAINS**

#### **A - ENTREE GRATUITE :**

Sur présentation de leur carte d'identité de la saison délivrée par la Ligue, l'accès du stade sera libre :

**1°/** Aux membres de la F.F.F. et de la Ligue et de leur différentes commissions.

**2°/** Aux arbitres de la Ligue, titulaires de la licence arbitre de la saison en cours, aux arbitres honoraires titulaires de la carte d'ayant droit de la saison en cours.

**3°/** Aux membres des Districts.

**4°/** Aux membres de la presse sur présentation de leur carte de presse régionale munie d'une photographie valable pour une seule ville ou région déterminée et revêtue du timbre fédéral.

**5°/** Aux porteurs de la carte d'identité de la Direction des Sports du C.N.O.S. - C.R.O.S.

**6°/** Aux mutilés à 10 % sur présentation de pièces officielles indiquant le pourcentage d'invalidité (certificat de pension ou certificat A - 10).

**7°/** Aux membres actifs (section football) appartenant au club visité sur présentation de leur licence ou de leur carte de club qui devra porter le numéro de licence du joueur, ainsi qu'aux joueurs de l'équipe visiteuse.

**8°/** Aux joueurs sélectionnés de la Ligue, sur présentation de leur carte de la saison en cours.

**9°/** Aux enfants accompagnés, âgés de moins de 10 ans, mais qui ne pourront occuper une place assise, sauf s'ils sont munis de ticket demi-tarif.

**10°/** Aux personnes munies d'invitations ou de laissez-passer délivrés par la F.F.F, la Ligue ou le District.

**11°/** Aux dirigeants des clubs intéressés par la rencontre, titulaires d'une licence dirigeant, dans la limite de 10 par club.

### **ARTICLE 51 - COULEURS**

**1°/** Les clubs sont tenus de disputer leurs matches officiels sous les couleurs reconnues par le District, et leurs Statuts.

Seuls les gardiens de but devront porter des couleurs, les distinguant des autres joueurs et de l'arbitre.

**2°/** Si le club visiteur a les mêmes couleurs que le club visité, il doit se déplacer avec un jeu de couleurs différentes. En dernier ressort, dans le cas où deux clubs en présence porteraient des couleurs de maillots pouvant prêter à confusion, le club visité sera tenu de fournir au club visiteur un jeu de maillots numérotés de couleurs différentes, sans publicité.

**3°/** Lorsque deux clubs ayant les mêmes couleurs joueront sur un terrain neutre, le club le plus ancien affilié gardera ses couleurs.

**4°/** Tout joueur autre que le gardien de but ne portant pas les couleurs de son club ne pourra pas jouer un match officiel sauf autorisation du Capitaine de l'équipe adverse et de l'arbitre.

**5°/** Le port d'un brassard, d'une largeur n'excédant pas 4 cm, d'une couleur distincte de celle des maillots est obligatoire pour le Capitaine de chaque équipe, quel que soit le niveau des épreuves.

Les maillots doivent être obligatoirement numérotés de 1 à 14 dans le dos (1 à 11 pour les titulaires et 12 à 14 pour les remplaçants). En cas de numéro manquant, il est possible d'utiliser l'une des lignes vierges de la feuille de match pour en écrire un autre. Les clubs porteraient la responsabilité des conséquences que pourrait entraîner une numérotation différente de celle

des joueurs figurant sur la feuille de match de la rencontre.

## **ARTICLE 52 : CALENDRIERS**

La composition des poules provisoires et les calendriers sont établis par les commissions organisatrices compétentes en liaison avec le secrétariat administratif du District en tenant compte, dans la mesure du possible des desiderata des clubs qui doivent être formulés lors de leur engagement.

Dans le cas où un ou plusieurs clubs désireraient changer de poule provisoire dans la catégorie constituée par la commission, ceux-ci devront obligatoirement fournir l'accord du ou des clubs qu'ils veulent remplacer.

Aucune modification ne saurait être admise après publication des calendriers sauf motif impérieux qu'il appartiendra à la commission organisatrice d'apprécier.

## **ARTICLE 53 - HEURES DE MATCHES OFFICIELS.**

L'heure du coup d'envoi des matches est fixée par les commissions compétentes en fonction des horaires communiqués par les clubs et en conformité avec les calendriers publiés en début de saison. Les clubs devront préciser en début de saison, une fois pour toutes, le nom et l'adresse du stade qu'ils utilisent habituellement. L'envoi de la convocation habituelle est obligatoire et notamment en cas de changement de terrain ou d'horaire, de manière à pouvoir paraître sur Internet et dans "FootClubs", tel que prévu au paragraphe "a".

Si deux matches d'équipes disputant des épreuves officielles ont lieu sur un même terrain, l'heure du coup d'envoi de la rencontre se jouant en lever de rideau sera fixée au moins deux heures et demi avant celle prévue pour le second match, uniquement en seniors et U19 le dimanche après-midi.

Il pourra être accepté, 12 h 30/15 h ou 13 h/15 h 30.

Si un club désire fixer une rencontre après 15 h 30 le dimanche, il devra obtenir obligatoirement, au préalable, l'accord écrit du club adversaire à fournir aux Commissions compétentes au moins 15 jours avant la date prévue au calendrier.

Dans le cas où un dirigeant, un arbitre non désigné officiellement, un capitaine ou un joueur qui, prolongeant un match d'équipe inférieure empêcherait un match de division supérieure de commencer à l'heure réglementaire, il sera passible, ainsi que son club d'une amende à fixer par le Comité de Direction.

Dans le cas où un match de lever de rideau commencé en retard sur l'horaire fixé avec l'accord des deux capitaines serait arrêté en temps voulu par l'arbitre pour faire place aux équipes supérieures du match principal, aucune réclamation ne saurait être acceptée.

a) Le club recevant est tenu d'expédier au District, de préférence au moyen de l'adresse e-mail officielle du club, les imprimés prévus à cet effet, indiquant la date, l'heure et le lieu du match pour affichage sur Internet et dans "FootClubs" 10 jours au moins avant la date fixée au calendrier, c'est-à-dire être réceptionnés par le Secrétariat **avant le mercredi à 12 h, de la semaine précédente.**

Passé ce délai le club fautif sera pénalisé d'une amende de 16 €

b) L'imprimé de convocation doit être rempli pour un seul week-end et il devra indiquer :

- La date
- Le nom du club qui reçoit
- Le numéro d'affiliation (impératif)

Ainsi que pour toutes les rencontres de ce même week-end :

- La catégorie
- La poule
- Le numéro du match (impératif)
- L'heure de la rencontre
- Le numéro et le nom du terrain
- Le club reçu.

c) Les horaires sont obligatoirement adressés uniquement au District du Var, pour les catégories de Seniors à U6, en conformité avec le paragraphe "a".

d) Les lieux, dates et horaires des plateaux (matin et après-midi) des catégories U6 à U9 doivent être obligatoirement proposés par les clubs en début de chaque phase au Département technique du District.

A réception de ces données la Département Technique fera paraître sur internet les plateaux, dates et horaires retenus pour chaque catégorie.

e) Pour les matches de Coupe du Var et les matches en retard ou remis de championnat, dont les dates sont fixées au cas par cas, par les commissions compétentes, une convocation doit être adressée au club adverse avec copie au District du Var et ce dans un délai de 10 jours avant la rencontre c'est-à-dire le jeudi 12 heures de la semaine précédente.

f) Au cas où l'horaire et le lieu ne seraient pas parvenus au District que ce soit en championnat normal, en coupe du Var, match remis ou donné à rejouer, seniors et jeunes, le jeudi précédant la rencontre à 17 h, aucun horaire ne sera publié et aucun arbitre ne sera désigné. La rencontre n'aura pas lieu et son résultat sera du ressort de la Commission compétente.

Les matches en foot à 11 ne pourront pas débiter avant 9 heures le samedi et 9 h le dimanche (sauf accord écrit du club visiteur à obtenir avant la parution sur Internet ou dans "Footclubs"). Toutefois pour les équipes de jeunes, si le déplacement à effectuer est supérieur à 50 km, le coup d'envoi ne pourra pas être fixé avant 10 h et le samedi au-delà de 18 heures sauf accord écrit des deux clubs. Au cas où le jour (samedi) ou seulement l'heure ne conviendrait pas au club visiteur, celui-ci devra aussitôt après la parution sur Internet ou dans "Footclubs", en avertir le District et le club adverse afin d'obtenir une nouvelle convocation. Tout horaire conforme aux dispositions ci-dessus, quel qu'il soit, qui ne serait pas contesté 48 heures après sa parution, sera considéré comme définitivement accepté par le club visiteur. Les matchs de U13 pourront débiter à partir de 10h et jusqu'à 16h30. Ils se jouent le samedi uniquement.

#### **Les clubs ne souhaitant pas jouer le samedi matin devront faire part au District de leur refus**

Les rencontres se disputent aux dates fixées par les calendriers élaborés par les commissions compétentes, en principe donc le dimanche. Un match "sénior" ne peut se dérouler le samedi (ou un autre jour de la semaine qu'après accord écrit des deux clubs). En "jeunes" cependant, il est admis qu'une rencontre puisse être fixée le samedi sans accord préalable, sauf si en début de saison un club manifeste son intention de ne jouer que le dimanche.

Toutefois les desiderata des clubs ne pourront être pris en compte que dans la mesure où ces derniers auront été émis lors de l'inscription des équipes, ceci afin d'éviter au club qui reçoit d'avoir à modifier en cours de saison des rencontres déjà programmées à l'avance.

Une modification de ces desiderata pourra être acceptée par la Commission compétente en cas de force majeure laissé à son appréciation. Ces desiderata devront parvenir en même temps que les engagements. Une modification qui interviendrait en cours de saison sera applicable un mois après sa parution.

#### **g) Modification de convocation:**

Les convocations paraissent sur le site Internet du District et dans "Footclubs" dès leur enregistrement par le Secrétariat. Si un club recevant, pour un cas de force majeure, relevant de l'appréciation des Commissions concernées est amené à modifier l'heure et/ou le terrain déjà paru sur Internet et dans "Footclubs", il devra en aviser le club adverse ainsi que le District au plus tard le jeudi précédant la rencontre avant 17 heures. Une amende financière de 16 € sera portée au débit du club demandeur.

Ces modifications d'extrême urgence ne peuvent concerner que des changements d'horaire pour le même jour (pas du samedi au dimanche ou inversement), sauf entente entre les deux clubs.

Au cas où la rencontre ainsi modifiée ne s'est pas déroulée, le club recevant aura match perdu systématiquement, s'il ne peut apporter la preuve qu'il a respecté en totalité les prescriptions ci-dessus.

**h)** La convocation valable est la seule paraissant sur le site Internet du District et dans "Footclubs" avant la rencontre prévue au calendrier, en dehors des cas exceptionnels ci-dessus. A noter que les horaires sont consultables sur Internet et dans "Foot Clubs" dès leur enregistrement au District mais ils ne sont officiels et définitifs qu'après validation de la Commission des Calendriers, le jeudi de la semaine précédant la rencontre, soit 10 jours avant.

**i)** L'envoi des feuilles d'horaires avec le formulaire officiel, s'effectue par courrier électronique avec entête du club obligatoire ou par l'adresse e-mail officielle du club délivrée par la Ligue de la Méditerranée.

#### **ARTICLE 54 : ARBITRAGE - DESIGNATION DES ARBITRES ET DES DELEGUES.**

**1°/** Sur demande des commissions organisatrices, les arbitres et les délégués des matches officiels sont respectivement désignés par la Commission des Arbitres et la Commission des Délégués.

**2°/** L'arbitre peut être invité par les clubs en présence à visiter le terrain de jeu, une heure avant le match et il pourra ordonner, le cas échéant, de prendre des dispositions utiles pour la régularité du jeu.

**3°/** Les frais de déplacement des officiels et les indemnités d'équipement seront à la charge, par moitié, de chacun des deux clubs. Ces frais seront payés suivant le barème officiel établi par le District et sont réglés par les clubs qui reçoivent, que les personnes aient été désignées d'office ou demandées ponctuellement par les clubs. Les clubs qui reçoivent se feront aussitôt rembourser par les clubs visiteurs la moitié des frais ainsi occasionnés. Ces frais présentés à la mi-temps au club recevant seront réglés, par lui, dès la fin de la rencontre.

**4°/** En cas de forfait d'une équipe sur le terrain, le club recevant n'aura rien à verser directement aux officiels, les frais d'arbitrage étant payés par le District et mis au débit du compte du club fautif.

#### **ARTICLE 55 - FEUILLE DE MATCH**

##### **A) Feuille de match papier – Foot Animation U6, U7, U8, U9, U10, U11, U12 et U13.**

**Le Foot animation n'est pas concerné par la F.M.I (Feuille de Match informatisée).**

**Comme auparavant une feuille de match papier mise à disposition par le club recevant sera établie et sera expédiée dans les 24 heures ouvrables qui suivent la date de la rencontre.**

Les licences étant dématérialisées, la feuille de match sera réalisée :

- En premier lieu à l'aide de Footclubs Compagnon (*application pour smartphone disponible sur Apple Store et Google Play*)
- En second lieu à l'aide de la liste des licenciés obtenue par Footclubs (*licences > Editions et Extractions> sélection de la catégorie > Format : liste licences matchs > valider > cliquer sur Editions licences*).
- Une pièce d'identité comportant une photographie ou la copie de cette dernière si elle permet d'identifier le joueur concerné accompagnée d'un certificat médical, la copie d'une pièce d'identité étant toutefois considérée comme une pièce d'identité non officielle (Art 60.2 des RS du District).

### Compétitions jeunes et séniors

**1°/** Avant le match, les capitaines devront porter sur la feuille de match unique imprimée "recto/verso" par le club recevant, le numéro de licence ou de la pièce d'identité officielle ou non, dont la nature sera précisée par l'arbitre dans les observations d'après match, le nom et le prénom des joueurs composant l'équipe. Le numéro porté sur le maillot devra obligatoirement correspondre à celui figurant sur la feuille de match au regard de chaque nom.

Chaque capitaine devra souligner son nom et prénom.

**2°/** Devront figurer sur la feuille de match, les noms, prénom et numéro de licence du dirigeant responsable de la police sur le terrain et des délégués des équipes en présence.

**2°/ Bis :** La feuille de match dûment complétée suivant les paragraphes 1 et 2 devra être présentée à l'arbitre au minimum 30 minutes avant la rencontre.

**3°/** L'arbitre devra indiquer sur l'annexe de la feuille de match, en observations d'après match, le nombre de licences manquantes par club.

**4°/** Le résultat de la rencontre devra être porté par l'arbitre sur la feuille de match.

**5°/** L'arbitre devra adresser, dans les 24 heures, au Secrétariat du District, un rapport détaillé sur les incidents éventuels du match, qu'ils aient eu lieu avant, pendant ou après la rencontre.

**6°/** La Feuille de match papier sera scannée ou photocopiée recto/verso dès que possible pour être archivée. Tous les originaux sont enregistrés dès réception par le secrétariat et sont consultables sur "Footclubs" par les clubs concernés.

Les feuilles de match seront scannées et envoyées par le club recevant au District par la voie électronique au plus tard le lendemain de la rencontre à minuit.

Les clubs devront expédier l'original (ou l'amener directement au District) **dans les 24 heures ouvrables** qui suivent le match. L'amende financière pour "manque feuille" sera infligée par la Commission FMI dans le cadre de l'article 55.b.

Les commissions compétentes ne traiteront les éventuels dossiers s'y rapportant que la semaine suivante.

**7°/** Lorsqu'un club, malgré deux rappels, n'aura pas satisfait à l'obligation ci-dessus pour permettre à la commission organisatrice de valablement délibérer, il sera sanctionné par la perte du match par "Pénalité", sans amende celle-ci étant infligée par la Commission FMI. Le club visiteur aura match gagné sur le score de 3 à 0.

**8°/** Lorsqu'une feuille de match sera transmise à la commission compétente alors que la rencontre n'a pas eu lieu à la date prévue (date initiale du calendrier ou celle fixée par la commission compétente en cas de renvoi pour quelque raison que ce soit) et se sera déroulée sans que le District ait donné son aval pour un nouvel horaire, les deux équipes auront match perdu par pénalité.

**10°/** En cas de match non joué pour cause d'intempéries et s'il n'y a aucun arbitre officiel l'envoi d'une feuille de match n'est pas obligatoire. Le club recevant doit cependant expédier au District un courrier électronique par son adresse officielle avant le lendemain lundi midi.

La non réception de cette information serait assimilée à une absence de feuille de match.

### **B) Feuille de match informatisée (F.M.I.)**

Pour la saison 2018/2019 elle concerne toutes les compétitions jeunes et séniors sauf le foot d'animation.

Pour toutes les rencontres de ces compétitions, le recours à la F.M.I. est obligatoire selon un calendrier qui sera établi par La Commission de gestion et de suivi de la feuille de match informatisée.

Les utilisateurs doivent se servir, pour ces rencontres, d'une application dédiée qui contiendra toutes les données nécessaires pour établir la feuille de match.

Les données concernant ces rencontres doivent impérativement être récupérées par synchronisation entre la tablette et les serveurs fédéraux.

### **a) Règles d'utilisation**

Les utilisateurs de la FMI doivent se conformer aux directives d'utilisation contenues dans le Manuel de l'Utilisateur et les Conditions Générales d'Utilisation validées par le club lors de la première connexion au logiciel de la FMI.

Les clubs doivent fournir des utilisateurs formés au fonctionnement de la FMI et disposant des codes nécessaires à son utilisation.

La responsabilité des clubs est engagée par la signature ou le refus de signature de la FMI par leur représentant.

### **b) Application des dispositions réglementaires**

L'ensemble des Statuts et Règlements Généraux de la FFF ainsi que les dispositions réglementaires propres à chaque compétition sont applicables dans le cadre de la FMI. Tous les utilisateurs de la FMI sont responsables des informations à renseigner comme ils peuvent l'être pour une feuille de match papier (par exemple : la composition des équipes, la liste des encadrants, la signature de la FMI par les capitaines et les dirigeants, les sanctions et incidents à reporter sur la FMI par l'arbitre, les réserves à reporter sur la FMI pour les clubs...).

Toute forme d'alerte informatique à destination des utilisateurs de la FMI est fournie à titre purement informatif et indicatif, sans valeur juridique contraignante.

L'absence d'alerte lors de la préparation de la FMI n'exonère pas le club fautif de sa responsabilité en cas d'infraction.

### **c) Formalités d'avant match**

A l'occasion de ces rencontres, le club recevant (ou le club identifié comme club recevant) doit fournir une tablette permettant un accès à la FMI sous peine d'encourir la perte du match.

Le club recevant doit tout mettre en œuvre afin de disposer d'une tablette en état de fonctionnement pour toute la durée de la rencontre.

Le club recevant a l'obligation de synchroniser la tablette au moins une fois dans les 24 heures précédant l'heure du coup d'envoi de la rencontre.

Le club visiteur ne devra plus faire de synchronisation dans les 24 heures qui précèdent l'heure du coup d'envoi de la rencontre afin d'éviter une perte de ses informations.

### **EXEMPLE:**

Pour un match dont le coup d'envoi est prévu la dimanche à 15h00.

Le club recevant doit synchroniser sa tablette, au moins une fois, entre le samedi 15h00 et le dimanche 15h00.

Le club visiteur doit synchroniser sa tablette avant le samedi 15h00 et ne plus la synchroniser après cette date. Aucune information ne devra être saisie après le samedi 15h00 par le club visiteur.

Les licences sont consultables sur la tablette pour les équipes et l'arbitre.

Toutefois en cas de défaillance de la tablette, les équipes devront obligatoirement établir une feuille de match papier.

Les licences étant désormais dématérialisées, le contrôle sera effectué :

- En premier lieu à l'aide de Footclubs Compagnon (application pour Smartphone disponible sur Apple Store et Google Play)
- En second lieu à l'aide de la liste des licenciés obtenue par Footclubs (licences > Editions et Extractions> sélection de la catégorie > Format : liste licences matchs > valider > cliquer sur Editions licences).

### **d) Formalités d'après match**

Le délai de transmission de la FMI est prévu par les règlements particuliers des épreuves. A défaut, ce délai est fixé au plus tard le lendemain de la rencontre à midi (12h).

Une fois verrouillée par les différents utilisateurs de la FMI, elle ne pourra plus être modifiée et ce quels qu'en soient les motifs, sous peine de sanction.

Pour le District du Var, le délai de transmission de la FMI est fixé au plus tard le lendemain de la rencontre à minuit (24h).

***Si ce délai n'est pas respecté une amende, dont le montant est fixé par le Comité Directeur, sera infligée au club recevant par la Commission FMI.***

### **e) Procédure d'exception**

La FMI est obligatoire pour les compétitions évoquées en Préambule. A titre exceptionnel, en cas d'impossibilité d'accès à la FMI le jour du match, le club recevant doit toujours disposer d'une feuille de match papier de substitution. En tout état de cause, le motif de l'impossibilité d'utiliser de la FMI sera examiné par la Commission compétente et sera susceptible d'entraîner une sanction pouvant aller jusqu'à la perte du match par pénalité.

Une amende dont le montant est fixé par le Comité de direction sera infligée au club fautif si les rapports des officiels permettent de mettre en évidence la responsabilité de celui-ci pour la non utilisation de la FMI.

### **f) Sanctions**

Tout manquement aux dispositions du présent Règlement pourra faire l'objet d'une sanction prévue à l'article 200 des Règlements Généraux ou à l'article 2 de l'annexe 2 des Règlements Généraux.

Tout licencié et/ou club qui aura, dans le cadre de la FMI, fraudé ou tenté de frauder au sens de l'article 207 des Règlements Généraux de la F.F.F. s'expose à des poursuites disciplinaires.

### **g) Situations non prévues**

Des situations non prévues dans le présent document ou dans les règlements généraux pourront se présenter dans l'utilisation de la FMI.

En application de l'article 11 des Statuts de la F.F.F., il est donné expressément compétence au Comité Exécutif pour prendre toutes les mesures utiles au bon fonctionnement ce déploiement et notamment de modifier ou d'adapter le présent Règlement, si nécessaire. Ces mesures et modifications seront alors applicables à l'ensemble des compétitions (F.F.F., Liges et Districts) concernées par la FMI. De la même manière le Comité de direction pourra modifier ou adapter le présent règlement si nécessaire en ce qui concerne les compétitions de District.

### **ARTICLE 56 - RESULTAT FALSIFIE**

Toute fraude concernant le résultat d'un match, mention sur la feuille de match d'un résultat fictif ou résultat différent de celui obtenu sur le terrain entraînera automatiquement la perte du match pour les deux équipes, la suspension des deux capitaines pour une durée minimum, indépendamment de toute autre sanction sportive et financière qui pourra être décidée par les Commissions disciplinaires ou le Comité de Direction. L'arbitre officiel ayant éventuellement participé à la fraude pourra être sanctionné ainsi que l'arbitre bénévole. Les dirigeants des clubs dont le nom et le numéro de licence figurent sur la feuille d'arbitrage pourraient être sanctionnés.

### **ARTICLE 57 : ABSENCE D'ARBITRE OFFICIEL**

Les Arbitres sont désignés par la Commission de District de l'Arbitrage suivant leur catégorie.

En cas d'absence de l'Arbitre officiellement désigné, la rencontre est dirigée par l'Arbitre Assistant officiel classé Arbitre Assistant Principal (N°1) par la Section des Désignations, sauf s'il est spécifique assistant.

Si les Arbitres Assistants ne sont pas officiels et si un Arbitre officiel n'appartenant pas à l'un des 2 clubs en présence ou à un club compétiteur du même groupe est présent dans l'enceinte du stade, il peut être fait appel à ce dernier muni de sa licence.

A défaut d'arbitre officiel désigné il est procédé au tirage au sort.

Chaque club présente un arbitre bénévole licencié pour la saison en cours (ou en possession d'une pièce d'identité accompagnée obligatoirement d'un certificat médical)

L'Arbitre désigné est alors considéré comme l'Arbitre officiel de la rencontre et bénéficie des mêmes prérogatives que ci-dessus.

Au cas où en cours de partie, l'Arbitre est malade ou victime d'un accident et ne peut assumer sa tâche, il est remplacé dans les mêmes conditions qu'en cas d'absence de l'arbitre officiel avant le coup d'envoi.

Toutes les modalités pour le remplacement d'un Arbitre officiel absent doivent être consignées sur la tablette (FMI) avant le début de la rencontre et signées par les capitaines des équipes en présence. Pour les rencontres de Jeunes, elles sont obligatoirement signées par le Dirigeant accompagnateur (sauf en U18 ou en Critérium U18/U19/20 si le capitaine est majeur)

Les Arbitres assistants sont également désignés par la Commission de District de l'Arbitrage

En cas d'absence d'un Arbitre Assistant officiel il peut être fait appel au concours d'un Arbitre officiel présent dans l'enceinte du stade et en possession de sa licence en cours de validité.

A défaut d'arbitre assistant désigné :

#### **1/ S'il manque un arbitre assistant officiel :**

Chaque club présente un arbitre assistant bénévole. Il est alors procédé au tirage au sort. L'arbitre assistant désigné est considéré alors comme arbitre assistant officiel de la rencontre et, il doit être licencié ou en possession d'une pièce d'identité accompagnée d'un certificat médical. Si une équipe ne présente pas d'arbitre assistant bénévole c'est l'arbitre assistant bénévole de l'autre équipe qui est alors considéré comme arbitre assistant officiel de la rencontre.

#### **2/ S'il manque deux Arbitres Assistants officiels :**

Chaque équipe doit présenter un arbitre assistant bénévole licencié ou en possession d'une pièce d'identité et d'un certificat médical

Dans ce cas le dirigeant du club recevant sera désigné comme arbitre assistant N°1 et officiera côté bancs de touche pendant toute la rencontre. Le dirigeant du club visiteur sera désigné comme arbitre assistant N°2 et officiera côté opposé pendant toute la rencontre

En l'absence d'arbitres assistant, et en catégorie Seniors uniquement, il est fait appel à un des joueurs remplaçants de l'équipe ne présentant pas d'Arbitre Assistant bénévole. Ce joueur qui deviendra Arbitre Assistant bénévole, le reste pour toute la partie. Il ne peut en aucun cas prendre part à la rencontre et sera rayé de la feuille de match en tant que joueur avant le début de la rencontre.

Un mineur ne peut en aucun cas être arbitre assistant sur une rencontre de seniors.

Une rencontre de football à 11 ne peut se jouer sans Arbitres Assistants y compris en Jeunes.

Les modalités pour le remplacement d'un Arbitre Assistant officiel absent doivent être consignées sur l'annexe de la feuille de match avant la rencontre et signées par les deux Capitaines des équipes en présence. Pour les rencontres de jeunes, elles sont obligatoirement signées par le Capitaine réclamant s'il est majeur au jour du match ou par le dirigeant licencié responsable.

Au cas où pour une cause quelconque des Arbitres Assistants ne pourraient opérer pendant toute la durée de la partie, il serait procédé à leur remplacement dans les mêmes conditions qu'en cas d'absence d'un Arbitre Assistant avant le coup d'envoi.

S'il s'agit d'un Arbitre Assistant bénévole, il est remplacé par un autre Arbitre Assistant bénévole du même club.

En cas d'absence d'arbitre central officiel, un tirage au sort désignera le club qui devra présenter un arbitre bénévole appelé à le remplacer, licencié ou en possession d'une pièce d'identité officielle accompagnée d'un certificat médical. S'il y a deux arbitres officiels absents chaque club devra présenter un bénévole licencié ou en possession d'une pièce d'identité officielle et d'un certificat médical. S'il y a trois arbitres officiels absents, chaque équipe présentera un licencié, le troisième étant tiré au sort comme prévu ci-dessus assumant alors la fonction d'arbitre central.

Si le club visiteur ne peut fournir d'arbitre (central ou assistant) c'est le club recevant qui devra fournir les trois arbitres notamment pour les rencontres de jeunes (U14 à Critérium U18/U19/U20)

En Séniors si un club ne peut fournir d'arbitre assistant il devra désigner un joueur qui sera alors rayé sur la feuille de match.

Le refus de procéder au tirage au sort préalable expose l'équipe fautive à la perte du match si des réserves sont déposées avant la rencontre conformément aux dispositions prévues à l'article 142 des RG.

Chez les Jeunes (U7 à Critérium U18/U19/U20) en l'absence dans les deux équipes de licenciés remplissant les conditions énoncées, le match ne pourra se dérouler et l'équipe recevante aura match perdu par pénalité

Il pourra être fait appel à n'importe quelle autre personne du public si elle est licenciée ou en possession d'une pièce d'identité et d'un certificat médical, sachant que chez les jeunes, elle devra appartenir obligatoirement à une catégorie d'âge supérieure à celle concernée. L'accord des deux clubs est nécessaire et sera noté sur l'annexe de la feuille de match.

Les arbitres assistants officiels ne peuvent pas dans ce cas diriger une autre rencontre sans autorisation de la C.D.A. et après justification de leur indisponibilité passagère.

#### **ARTICLE 58 - EN RESERVE**

#### **ARTICLE 59 : ABANDON DU TERRAIN PAR L'ARBITRE.**

Si l'arbitre désigné pour diriger un match quitte le terrain en cours de partie à la suite d'incidents graves, aucun arbitre ne pourra le remplacer et le match sera arrêté d'office. **La Commission compétente jugera de la suite à donner.**

#### **ARTICLE 60 : PRESENTATION DE LICENCES - IDENTITE DES JOUEURS (Article 141 et 141 bis des R.G.)**

##### *Article - 141 Vérification des licences*

1. Les arbitres exigent la présentation des licences sur la tablette du club recevant avant chaque match et vérifient l'identité des joueurs.

2. En cas de recours à une feuille de match papier, dans les conditions de l'article 139bis, les arbitres exigent la présentation des licences dématérialisées sur l'outil Footclubs Compagnon.

A défaut de pouvoir utiliser cet outil et si le club a imprimé une ou plusieurs licences sur papier libre, il peut présenter celle(s)-ci. Dans ce cas, l'arbitre se saisit de la ou des licence(s) concernée(s) et la/les transmet dans les meilleurs délais à l'organisme gérant la compétition.

Le cas échéant, pour les joueurs sous contrats L.F.P., le club présente la liste des joueurs concernés ou leurs licences dématérialisées, qu'il imprime depuis le logiciel Isyfoot.

Si un joueur ne présente pas sa licence, l'arbitre doit exiger :

- une pièce d'identité comportant une photographie ou la copie de cette dernière si elle permet d'identifier le joueur concerné, la copie d'une pièce d'identité étant toutefois considérée comme une pièce d'identité non officielle,

- la demande de licence avec la partie relative au contrôle médical dûment complétée dans les conditions de l'article 70 des présents règlements ou un certificat médical, (original ou copie) de non contre-indication à la pratique du football, établi au nom du joueur, et comportant le nom du médecin, la date de l'examen médical et sa signature manuscrite.

Seul l'éducateur titulaire d'une licence ("Animateur Fédéral", "Éducateur Fédéral", "Technique Régionale" ou "Technique Nationale") peut inscrire ses nom, prénom et numéro de licence dans le cadre réservé à l'éducateur sur la feuille de match.

3. Si la pièce d'identité présentée est une pièce officielle, ses références sont inscrites sur la feuille de match.

4. S'il s'agit d'une pièce d'identité non-officielle, l'arbitre doit la retenir, si le club adverse dépose des réserves, et l'adresser dans les 24 heures à l'organisme responsable de la compétition qui vérifie si la photo correspond à celle apposée sur la licence, ainsi que son droit à prendre part à la rencontre.

5. Si le joueur ne présente pas de licence, ou à défaut, s'il ne présente pas une pièce d'identité et la demande de licence dûment complétée dans les conditions susvisées ou un certificat médical de non contre-indication à la pratique du football, ou s'il refuse de se dessaisir de la pièce d'identité non officielle, l'arbitre doit lui interdire de figurer sur la feuille de match et de prendre part à la rencontre.

Dans le cas où l'équipe adverse déposerait des réserves préalables sur la participation de ce joueur et où l'arbitre lui permettrait cependant de prendre part au match, l'équipe de ce joueur aurait match perdu par pénalité si lesdites réserves sont régulièrement confirmées.

6. Ces dispositions s'appliquent à toutes les catégories de joueurs, les Ligues régionales pouvant toutefois prendre, pour leurs

compétitions, les mesures qui leur paraissent convenables pour les joueurs ou joueuses licenciés U6 à U13 et U6 F à U13 F, mais seulement en ce qui concerne la justification de l'identité du joueur, la production de la demande de licence dûment complétée dans les conditions susvisées ou la production d'un certificat médical de non contre-indication étant, à défaut de présentation d'une licence, toujours obligatoire pour participer à une rencontre.

7. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lors des rencontres des compétitions, ou phases de compétitions, se déroulant sous forme de tournois auxquelles les joueurs ne présentant pas de licence ne peuvent participer.

Article - 141 bis Contestation de la participation et/ou de la qualification des joueurs

La qualification et/ou la participation des joueurs peut être contestée :

- soit avant la rencontre, en formulant des réserves dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 142 ;
- soit au cours de la rencontre, en formulant des réserves dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 145, si un joueur non inscrit sur la feuille de match entre en cours de partie ;
- soit après la rencontre, en formulant une réclamation auprès de la Commission compétente, dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 187.1, ou une demande d'évocation, dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 187.2.

## **ARTICLE 61 - DELEGUE**

Le District pourra désigner un délégué aux matches des épreuves qu'il organise.

Le délégué a pour attribution :

- De contrôler l'organisation matérielle de la rencontre et de veiller à l'application des règlements.
- De surveiller le déroulement sportif de la partie.

Il est assisté par des membres dirigeants des clubs en présence.

Il devra obligatoirement fournir un rapport sur les incidents qui auraient pu survenir avant, pendant et après le match. Seuls ont le droit d'être assis sur le banc de touche les trois remplaçants et les trois responsables de chaque équipe régulièrement licenciés et inscrits sur la feuille de match en tant que tel, ainsi que le personnel médical détenteur d'une carte professionnelle ou d'un brevet de secourisme.

Le Président des clubs en présence pourra être également admis en plus et à n'importe quel moment à condition d'avoir été inscrit sur la feuille de match avant le coup d'envoi. Il devra être en possession de sa licence officielle et de la carte délivrée par le District attestant de sa qualité de Président.

## **ARTICLE 62 - HOMOLOGATION DES MATCHES**

1. L'homologation des rencontres est prononcée par la Commission chargée de la gestion de la compétition.
2. Sauf urgence dûment justifiée, une rencontre ne peut être homologuée avant le quinzième jour qui suit son déroulement. Cette homologation est de droit le trentième jour à minuit, si aucune instance la concernant n'est en cours et si aucune demande visant à ouvrir une procédure n'a été envoyée avant cette date.
3. Par exception, une rencontre de coupe peut être homologuée avant le quinzième jour qui suit son déroulement en raison des délais très courts entre deux tours.

## **ARTICLE 63 - FORFAIT EN MATCHES OFFICIELS.**

1°/ Forfait déclaré :

Tout club déclarant forfait doit en aviser son adversaire six jours au moins avant la date du match par lettre recommandée, télécopie ou courrier électronique obligatoirement avec l'en-tête du club, ou par l'adresse e-mail officielle du club délivrée par la ligue de la Méditerranée. Il doit, dans le même délai, aviser la commission organisatrice du match et la commission des arbitres.

2°/ Forfait sur terrain :

- L'arbitre constatera d'office, au bout d'un quart d'heure, l'absence de l'une des deux équipes même si cela ne lui est pas demandé, et portera sur la feuille de match l'heure du constat.

En l'absence des deux équipes, il constatera le forfait de toutes les deux, un quart d'heure après l'heure fixée pour le coup d'envoi et pourra quitter le terrain.

Pour un forfait sur le terrain, le club recevant adressera la feuille de match à la commission organisatrice.

Au cas où un club ne pourra présenter son équipe sur le terrain par suite :

- D'un retard dûment constaté d'un train ou d'un autobus assurant le service ouvert au public, ayant un service régulier.
- De circonstances particulières susceptibles d'influencer le moyen de transport adopté, notamment l'état des routes dans les secteurs intéressés, et attestées par des organismes officiels, et alors que toutes dispositions auraient été prises pour arriver au lieu de rencontre en temps utile, il appartiendra à la commission compétente d'apprécier les justifications produites et de décider s'il y a lieu ou non de remettre la rencontre.

Sera constaté d'office, conformément au paragraphe 2 du présent article le forfait de toute équipe à 11 ("Seniors", "Critérium U18/U19/U20", "U18", "U17", "U16", "U15") se présentant sur le terrain avec moins de huit joueurs, moins de huit joueuses pour

les équipes féminines à 11, moins de sept joueurs en Football à 8, moins de quatre joueurs en football à 5, moins de 3 joueurs (gardien inclus) en futsal.

- Une équipe sera déclarée battue par PENALITE si elle se trouve réduite en cours de partie :
- A moins de huit joueurs pour les équipes masculines à 11 et féminines à 11.
- A moins de sept joueurs en Football à 8
- A moins de quatre joueurs en football à 5.
- A moins de 3 joueurs (gardien inclus) en futsal.

**3°/** En cas de forfait déclaré avant le vendredi 16 heures, précédant la rencontre, et enregistré par le district qui peut ainsi annuler la rencontre, l'expédition de la feuille de match par le club recevant n'est pas obligatoire.

**4°/** Lors des deux dernières rencontres de championnat tout forfait déclaré ou enregistré le jour de la rencontre entraînera, non seulement la perte du match avec 0 point, mais également un retrait de 2 points au classement et une amende supplémentaire égale à celle du forfait.

## **ARTICLE 64 - CONSEQUENCES D'UN FORFAIT**

### **A - CONSEQUENCES SPORTIVES**

**a)** Toute équipe déclarant forfait ne pourra organiser ou disputer un autre match le jour même où elle devait jouer le match officiel pour lequel elle a déclaré forfait ou prêter des joueurs pour un autre match de football sous peine de suspension de l'équipe et des joueurs, sauf en cas de forfait général connu au moins six jours à l'avance.

**b)** Un forfait en déplacement au match aller verra, au match retour, le club fautif pénalisé des frais de déplacement qu'il devra payer au club adverse.

**c)** Trois forfaits d'une équipe entraînent le forfait général de cette équipe et le forfait général de toutes les équipes inférieures du club dans la même catégorie d'âge, sauf pour les équipes de jeunes.

**d)** Le forfait d'une équipe supérieure entraîne, le jour du forfait celui de toutes les équipes inférieures du club dans la même catégorie d'âge sauf pour les équipes de jeunes ainsi que les équipes de futsal et de football loisir.

Toutefois un forfait général dans une division concerne obligatoirement l'équipe 2 d'un club avant son équipe 1 (ou la 3 par rapport à la 2 etc...), sachant que l'équipe dite "1" est hiérarchiquement supérieure à une équipe "2", comme précisé à l'article 65-13 ci-dessous.

**e)** Le forfait général entraîne la descente de l'équipe dans la division immédiatement inférieure pour la saison suivante.

**f)** Lorsqu'une équipe est déclarée forfait général avant ou à la date prévue au calendrier pour le dernier match "aller" du Championnat, les matches joués par cette équipe seront considérés comme n'ayant pas eu lieu.

Les points et les buts pour ou contre ne seront pas pris en compte pour les équipes continuant à disputer l'épreuve.

Si le forfait général intervient après la date prévue au calendrier pour le dernier match "aller", seuls les résultats des matches "aller" sont conservés, tous les matches "retour" étant gagnés sur le score de 3 à 0 par les autres clubs.

Toutefois les équipes ayant eu au cours de la phase "retour" des matches perdus par mesure disciplinaire (commission de discipline ou commission de l'éthique sportive, ainsi qu'en appel) ou ayant été déclarées forfait sur le terrain ne pourront pas récupérer les quatre points prévus ni bénéficier du score de 3 à 0.

**g)** Une équipe mise hors championnat est considérée comme étant forfait général.

**h)** Dans le cas où un club a déclaré au District le forfait de son équipe pour le dimanche suivant et qu'ensuite, le District a prononcé, pour cause d'intempéries, la remise générale des rencontres, concernant cette équipe, devant se dérouler à cette même date, il ne peut qu'être tenu compte du forfait de cette équipe puisqu'il a été officiellement déclaré par le club concerné.

### **B - CONSEQUENCES FINANCIERES**

Un club déclarant forfait pour un match devra le faire avant le jeudi précédant le match et sera pénalisé d'une amende fixée par le Comité de Direction.

En cas de forfait déclaré hors des délais réglementaires, outre l'amende, le club sera dans l'obligation de rembourser au club adverse ou au club organisateur tous les frais engagés pour le match. Le devis sera soumis au Comité de Direction. Toute équipe étant déclarée forfait sur le terrain sera pénalisée d'une amende fixée par le Comité de Direction.

## **ARTICLE 65 : CLASSEMENT DANS LES EPREUVES**

Pour les épreuves se disputant par matches "Aller et retour", l'attribution des points se fera comme suit :

- Match gagné..... 4 points.
- Match nul ..... 2 points.
- Match perdu sur le terrain ou par pénalité..... 1 point.
- Match forfait ou perdu par mesure disciplinaire ou fraude sur licence ou abandon de terrain..... 0 point

Toutes les rencontres gagnées ou perdues par pénalité ou forfait donneront le score forfaitaire de trois à zéro, sauf si le score acquis sur le terrain à l'arrêt ou à la fin du match, est plus favorable au club déclaré vainqueur.

Dans le cas de joueurs se présentent sans licence si la Commission compétente (réglementaire (suite à des réserves confirmées,

ou à une à réclamation d'après match ou à une évocation), ou disciplinaire (suite à des sanctions administratives reçues lors d'une rencontre) constatent que le (ou les) joueur(s) incriminé(s) n'a(ont) fait l'objet d'aucune demande de licence ou n'est pas licencié dans le club concerné au jour de la rencontre pour la saison en cours, le cas sera assimilé à une fraude et le match sera donné perdu à l'équipe fautive par pénalité avec 0 point et amende de 50 € pour en porter le bénéfice au club adverse.

Le classement des équipes sera effectué de la façon suivante :

**1°/** D'après le nombre de points obtenus pour l'ensemble des matches du groupe après augmentation (bonus) ou déduction des points pénalisant les clubs de D1, D2, D3, D4, Critérium U18/U19/U20, U18, U17, U16, U15, U14 en fonction du nombre de matches de suspension disciplinaire.

**2°/** En cas d'égalité entre deux ou plusieurs adversaires, le classement sera déterminé par le nombre de points obtenus entre eux.

**3°/** En cas de nouvelle égalité de points dans le classement des matches joués entre les clubs ex-æquo, ils seront départagés par la différence entre les buts marqués par chacun d'eux au cours des matches qui les ont opposés, étant admis qu'un match perdu par forfait ou par pénalité pour ces mêmes matches, classera l'équipe en cause immédiatement après l'autre ou les autres équipes à égalité avec elle.

**4°/** En cas d'égalité pour tous les groupes, après application des dispositions déjà énoncées entre deux ou plusieurs clubs, ils seront départagés par le goal average général (buts marqués moins buts encaissés)

**5°/** En cas de nouvelle égalité, on retiendra en premier lieu, le club qui aura marqué le plus grand nombre de buts.

**6°/** En cas de nouvelle égalité on retiendra le club qui aura encaissé le moins de buts

**7°/** En cas de nouvelle égalité, on retiendra alors, le club qui aura marqué le plus grand nombre de buts à l'extérieur, en cas de parité, alors celui ayant encaissé le plus petit nombre de buts à l'extérieur.

**8°/** En cas de persistance d'égalité, la commission compétente retiendra le club le plus ancien.

**8° bis/** Lors des deux dernières rencontres de championnat si un club aligne un joueur suspendu ou est déclaré battu par pénalité pour infraction aux Règlements Sportifs par la commission des Statuts et Règlements, il sera sanctionné d'un retrait de 2 points au classement avec application d'une amende de 153 Euros. Le joueur suspendu sera sanctionné d'une nouvelle suspension telle que prévu à l'article 226.4 des R.G.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux catégories jeunes et seniors.

**9°/** Une équipe ne peut accéder en catégorie supérieure si une équipe du club est déjà qualifiée dans cette compétition. Dans la dernière série du District, un club peut avoir 2 équipes (ou plus) mais obligatoirement dans des Poules différentes.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux catégories jeunes et seniors.

**10°/** Si une équipe première, rétrograde d'une division à une division inférieure, elle ne pourra pas être remplacée par une équipe du même club en raison du classement de cette dernière dans le championnat.

Si, pour quelque cause que ce soit, une place devient libre dans une division, cette place sera prise par un club susceptible d'être rétrogradé en fonction des descentes de l'échelon supérieur, mais en aucun cas cette place ne pourra bénéficier à un club devant rétrograder automatiquement (ceux prévus dans le cas n°1 des grilles annexes).

**11°/** Au cas où un club aurait 2 ou plusieurs équipes engagées dans la même division et par conséquent dans des poules différentes, l'équipe intitulée "1" dans les calendriers sera considérée comme hiérarchiquement supérieure par rapport à l'équipe signalée "2" puis "3". Seule l'équipe 1 peut accéder en catégorie supérieure. Si une équipe 2 (ou 3, etc....) termine 1<sup>ère</sup> de sa poule, elle participe à la phase finale pour l'obtention du titre de Champion du Var sans pouvoir prétendre accéder en catégorie supérieure.

**12°/** Le club perdant par pénalité marquera un point sauf dans le cas ci-dessous où il ne marquera aucun point

a) Abandon de terrain.

b) Match arrêté par l'arbitre pour faits disciplinaires ou incidents graves.

c) Fraude sur identité d'un joueur.

d) Inscription sur la feuille de match d'un joueur non titulaire d'une licence validée ou pour lequel aucune demande de licence n'a été formulée. (Article 60.9 du présent règlement)

e) club perdant par forfait.

## **ARTICLE 66 - ACCESSION - DESCENTE**

Pour chaque épreuve de championnat, un règlement particulier à l'épreuve déterminera les possibilités d'accession et descente en fin de saison.

Une équipe rétrogradant d'une division ne peut être remplacée par une équipe du même club en raison du classement de cette dernière dans la division immédiatement inférieure.

Après parution des classements définitifs en fin de saison, les commissions compétentes déterminent les accessions et les descentes dans les diverses catégories, conformément aux grilles établies. La constitution des nouvelles Poules pour la saison

suivante n'est donc que provisoire en attente des engagements définitifs.

Il sera tenu compte des tableaux annexes, étant entendu que les descentes dites "réglementaires" sont celles prévues seulement dans le cas de figure numéro 1 où aucune descente de Ligue ne concerne le District du Var. En cas de descente de Ligue il peut y avoir des descentes "supplémentaires" de même qu'il peut se produire des accessions "supplémentaires" en cas de fusion ou de disparition de club. La constitution définitive des Poules se fera dès la clôture des engagements dont la date est fixée par la Commission compétente pour chaque catégorie.

Si une place se libère dans une Poule avant la parution des calendriers, il sera d'abord fait appel à l'équipe qui doit sa descente uniquement aux relégations de Ligue puis on retiendra le meilleur second (voire le 2<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>etc...) de la catégorie inférieure en effectuant le quotient nombre de points/nombre de matches joués après application du code disciplinaire concernant le retrait de points. Il sera tenu compte ensuite de la différence de buts, de la meilleure attaque, de la meilleure défense, des buts marqués à l'extérieur, des buts encaissés à l'extérieur et en dernier ressort du club le plus anciennement affilié.

La comparaison entre clubs de poule différente ne se fait qu'à égalité de classement (2èmes, 3èmes etc....entre eux et non, par exemple, 2<sup>ème</sup> d'une poule avec 3<sup>ème</sup> d'une autre ou 12<sup>ème</sup> de l'une et 11<sup>ème</sup> de l'autre.

Si dans une Poule le 1<sup>er</sup> (puis le 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>etc.) ne peut accéder pour quelque raison que ce soit, il sera fait appel au 2<sup>ème</sup> (voire 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>etc.) de la même Poule de manière à ce qu'il y ait, dans ce cas de figure, une certitude au moins, d'accession pour les équipes de la Poule concernée. Une seule équipe par Poule pourra bénéficier de cette possibilité d'accession, chacun conservant son classement propre.

D'une manière générale et sauf en cas de force majeure, plus rien ne pourra être modifié après parution des calendriers.

#### **CHAPITRE IV**

### **MATCHES AMICAUX** **COUPES - TOURNOIS - CHALLENGES**

#### **A - MATCHES DE SELECTION**

##### **ARTICLES 67 - OBLIGATIONS DES CLUBS**

Aucun match amical ne pourra avoir lieu dans la ville choisie dans un rayon de 50 km le jour d'un match de sélection, sauf autorisation du District. Cette autorisation devra être sollicitée quinze jours avant la date prévue pour le match. En cas d'infraction à ces dispositions, une amende d'un montant fixé par le Comité de Direction sera appliquée au club fautif.

##### **ARTICLE 68 - JOUEURS SELECTIONNES**

Pourra être sélectionné pour faire partie d'une équipe du District, tout joueur indépendant et ayant la qualité de Français. La sélection de joueurs de nationalité étrangère est cependant laissée à l'initiative du District.

Pour les matches Inter-Districts organisés par le District, le secrétariat adressera au club intéressé et à chaque joueur sélectionné, une lettre ordinaire informant la désignation du joueur. Le joueur devra répondre lui-même.

Lorsque un(e) joueur(euse) ou plus d'un même club serai(en)t retenu(s) pour une sélection le jour où l'équipe à laquelle il(s) appartient(nent) doit disputer un match officiel, cette rencontre sera reportée à une date ultérieure fixée par la Commission compétente, sous réserve toutefois que le club en ait fait la demande par écrit en mentionnant le(s) nom(s) du (des) joueur(s) sélectionné(s) six jours avant la date du match .A noter que cette rencontre peut être donnée à jouer pendant les vacances scolaires.

##### **ARTICLE 69 - PENALITES RELATIVES A UNE SELECTION**

Aucun joueur (ou joueuse) sélectionné(e) ne pourra refuser son concours, sans motif ou cas de force majeure, dûment établi. En cas de refus non motivé ou non reconnu du joueur ou de la joueuse désigné(e), le Comité Directeur pourra déférer le joueur (ou la joueuse) devant la commission de Discipline. Toutes les dispositions prévues à l'article 175 des R.G. concernant les sélectionnés nationaux sont applicables aux sélectionnés du District. D'autre part tout sélectionné qui aura eu une attitude inconvenante au cours de stages ou sélections, pourra être sanctionné par la C. de Discipline à la demande des Educateurs responsables de l'encadrement qui pourront, dès connaissance des faits, exclure le fautif et alerter ses parents pour qu'ils viennent le récupérer aussitôt.

##### **ARTICLE 70 - COULEURS DU DISTRICT**

Les couleurs du District du Var sont les suivantes :

- Maillot : bleu foncé
- Culotte : Blanche
- Bas : rouge

## **ARTICLE 71- RESERVE**

### **B - MATCHES AMICAUX**

Nouveaux articles adoptés par l'Assemblée Fédérale du 27 juin 2009 à Reims :

#### **Article 176 des RG**

Les matchs et tournois amicaux ne peuvent être organisés que par un club affilié à la FFF. Aucune demande émanant directement d'un agent de match, d'une société ou d'une association non affiliée à la FFF ne peut être sollicitée.

Est considéré comme club organisateur et engage à ce titre sa responsabilité et celle de ses dirigeants, le club qui procède à la demande d'autorisation de la rencontre ou du tournoi auprès de la FFF et a endossé la responsabilité d'organisateur sur la déclaration urgente motivée (DUM) transmise à la mairie concernée.

#### A) Les matchs amicaux

1. Les matchs amicaux entre clubs de nationalités différentes et/ou de sélections nationales se déroulant sur le territoire français sont organisés après autorisation expresse de la ou des Fédérations concernées et de la FFF.

2. Les matchs amicaux entre clubs évoluant en compétition nationale sont organisés après autorisation expresse de la FFF et après avis favorable de la LFP en ce qui concerne les équipes premières des clubs participant aux championnats de L1 et de

L2.

3. Les Ligues régionales autorisent les rencontres amicales opposant des équipes disputant des compétitions régionales ou départementales.

#### B) Les tournois

1. Les tournois entre clubs ou sélections de nationalités différentes sont organisés après autorisation expresse de la FFF, des Fédérations concernées ainsi que celui de

la F.I.F.A ou de l'U.E.F.A.

2. Les tournois auxquels participent des clubs évoluant en compétition nationale sont organisés après autorisation expresse de la FFF et après avis favorable de la LFP en ce qui concerne les équipes premières des clubs participant aux championnats de L1 et de L2.

3. Les autres tournois entre clubs français sont autorisés par les Ligues sur le territoire desquelles ils ont lieu.

#### **Article – 177 des RG Formalités**

1. La demande de match amical relevant de la FFF doit impérativement être adressée par écrit sur le formulaire « Demande de match amical » mis en ligne sur le site internet de la FFF. La demande est soumise à la FFF au moins dix jours avant la date de la rencontre, accompagnée de toutes les pièces obligatoires et du paiement correspondant à la nature de la rencontre tel que fixé en annexe 5.

2. La demande de match amical concernant au moins une équipe première d'un club évoluant en L1 ou L2 doit impérativement être adressée par écrit sur le formulaire

« Demande de match amical » mis en ligne sur le site internet de la FFF et de la LFP.

La demande est soumise à la LFP au moins dix jours avant la date de la rencontre, accompagnée de toutes les pièces obligatoires, de la mention le cas d'échéant d'une demande de désignation d'un arbitre, cette dernière restant à la charge du demandeur, et du paiement correspondant à la nature de la rencontre tel que fixé en annexe 5.

Après examen de la demande, la LFP transmet son avis favorable à la FFF qui autorise l'organisation de la rencontre. Tout avis défavorable est directement adressé par la

LFP au club demandeur avec copie à la FFF.

3. Les demandes de tournois tels que visés à l'article 176 doivent être impérativement présentées par écrit sur le formulaire « cahier des charges : tournoi » mis en ligne sur le site internet de la FFF. La demande est soumise à la FFF au moins trois mois avant la date du déroulement de l'évènement sportif, accompagné de toutes les pièces obligatoires et du paiement correspondant à la nature du tournoi fixé en annexe 5.

4. Les demandes visées au présent article font l'objet d'un droit fixé en annexe 5, établi à l'ordre de l'organisme délivrant l'autorisation ou peuvent faire l'objet d'un prélèvement direct sur le compte du club organisateur concerné. Il est réduit pour les clubs frontaliers rencontrant des clubs appartenant au pays limitrophe du département du club français.

Pour les matchs opposant des sélections nationales A relevant de la F.I.F.A, ainsi que pour les tournois amicaux internationaux de sélections nationales A à l'exception des tournois de jeunes (catégories U19 et inférieures), un droit de 2% de la recette brute de la manifestation sportive concernée doit être impérativement versé à cette dernière.

5. Le club qui organise sans autorisation un match ou tournoi amical, ou y participe, ou qui n'a pas demandé en temps voulu l'autorisation nécessaire, est passible des sanctions prévues au titre 4.

### **Article – 179 des RG Match(s) à l'étranger**

1. Tout club souhaitant participer à une manifestation sportive (match amical ou tournoi) sur le sol d'une autre Fédération, doit en demander l'autorisation expresse à la Fédération Française de Football s'il évolue en compétition nationale, à la Ligue régionale du territoire sur lequel il se situe s'il évolue en compétition régionale ou départementale, dix jours au moins avant la date de ladite manifestation.

2. Le club qui joue sans autorisation ou qui n'a pas demandé en temps voulu l'autorisation nécessaire, est passible de la sanction prévue au titre 4.

### **Article – 222 des RG - Match ou tournoi amical sans autorisation ou demande d'autorisation hors délai**

1. Est passible d'une ou de plusieurs des sanctions prévues à l'article 200 des présents règlements, le club qui joue ou organise, sans autorisation, un match ou tournoi amical.

2. Est passible d'une amende dont le montant est fixé en annexe 5, le club qui n'a pas demandé en temps voulu l'autorisation nécessaire.

### **ARTICLES 72 - CONTROLE DES MATCHES AMICAUX**

En ce qui concerne les matches amicaux, le Comité de Direction et ses commissions pourront intervenir chaque fois que les conditions spéciales adoptées et signées par les deux clubs n'auraient pas été exécutées.

### **ARTICLES 73 - MATCHES AVEC DES CLUBS ETRANGERS**

Toute demande d'autorisation d'un match organisé par un club affilié à jouer contre une équipe étrangère, doit être adressée en conformité des articles 176 et 177 des Règlements Généraux de la F.F.F.

### **ARTICLE 74 - MATCHES INTERDITS**

Tout match, même d'entraînement, est interdit entre un club du District et un club non affilié ou n'appartenant pas à un groupement reconnu par la F.F.F., sous peine de suspension et même de radiation avec extension à toutes les Fédérations du Comité National des Sports.

Il en sera de même pour un match disputé avec un club suspendu.

### **ARTICLE 75 - ARBITRAGE - FEUILLE DE MATCH - PENALITE**

Pour un match amical, tournoi ou challenge organisé par un club du District, ce club devra solliciter la désignation d'un ou plusieurs arbitres auprès de la commission compétente.

**a)** Matches opposant une ou des équipes de Championnat de Ligue 1 ou 2, une ou des équipes étrangères.

Adresser les demandes de désignations :

- De l'arbitre à la F.F.F.

- Des arbitres assistants à la Ligue de la Méditerranée

**b)** Matches auxquels participent une ou des équipes de Championnat de Ligue 1 ou 2, Championnats nationaux 1,2 et 3.

Adresser les demandes à la Ligue de la Méditerranée.

**c)** Matches auxquels participent des équipes du même District, tournois de sixte autorisés par le District.

Adresser la demande à la Commission des Arbitres du District.

Toutes les demandes d'arbitres doivent être adressées à la commission des Arbitres, autant que possible au moins dix jours à l'avance.

En cas de demandes tardives, entraînant des convocations par télégramme, les frais de convocation seront supportés par les clubs demandeurs.

Il devra être établi une feuille de match à conserver par le club organisateur pour être communiquée, le cas échéant, sur demande de la Commission compétente, ou remise obligatoirement à l'arbitre dans le cas où des incidents se seraient produits (avertissements, exclusions de joueurs, arrêt du match, etc...)

L'absence de demande d'arbitre, la non-présentation, sur demande, de la feuille de match, entraînera pour le club fautif l'application d'une amende fixée par le Comité de Direction.

### **ARTICLE 76 - OBLIGATION DE LICENCE - PENALITES**

Tout club affilié, même s'il ne participe pas aux épreuves officielles, doit obligatoirement avoir au minimum 11 joueurs licenciés conformément aux statuts de la F.F.F.

En cas de participation à un match amical avec des joueurs non licenciés, le club fautif sera frappé de l'amende prévue à cet effet.

En cas de récidive, des sanctions plus graves pourraient être prises par le Comité de Direction.

## **ARTICLE 77 - OBLIGATION DES JOUEURS**

Aucun joueur ne peut participer à un match amical sous les couleurs d'un autre club affilié, sans autorisation écrite du club pour lequel il est qualifié.

En cas de non-respect de cette disposition, le joueur fautif sera passible d'une suspension de 1 à 3 mois et le club qui aura utilisé ses services fera l'objet d'une sanction laissée à l'appréciation du Comité de Direction du District.

## **C - COUPES - TOURNOIS - CHALLENGES**

### **ARTICLE 78 - TOURNOIS - COUPES CHALLENGES - AUTORISATIONS - REGLEMENTS**

Des Coupes, Challenges, Tournois, Tournois en salle peuvent être organisés par les clubs affiliés après autorisation :

- De la Ligue de Football Professionnel, pour les clubs dont l'équipe supérieure dispute le Championnat de Ligue 1 ou Ligue 2
- De la Ligue de la Méditerranée, pour les clubs dont l'équipe supérieure dispute un Championnat national (N1, N2, N3) ou un Championnat de Ligue.
- Du District, pour les clubs dont l'équipe supérieure dispute un Championnat dont il assure la gestion.

Les demandes d'homologation (voir articles des R.G. ci-dessus) doivent être adressées soit au District, soit à la Ligue, soit à la Fédération, cela en fonction du niveau dans lequel évolue l'équipe première du club, en respectant les règlements de chaque organisme.

Les clubs organisateurs évoluant en championnat national, devront suivre les dispositions de l'article 176 § 2 des R.G.

Pour les clubs évoluant en Ligue ou en District et pour des tournois internationaux seulement, ceux-ci adresseront leur demande en double exemplaire, par l'intermédiaire de leur District, à la Ligue régionale qui est compétente pour délivrer l'autorisation. La Ligue fera suivre le duplicata de ces demandes à la F.F.F., avec indication de la suite donnée.

Pièces à fournir par dossier.

Règlements de la compétition, calendrier des rencontres et horaires, durée des rencontres (respect des obligations fédérales).

Attestation d'assurances pour cette manifestation.

Liste des équipes engagées.

Chèque de 25 Euros à l'ordre de la Ligue de la Méditerranée (60 euros si hors délai).

Pour les tournois internes au District du Var, la procédure est la même. La Commission d'Homologation et de Suivi des Tournois donnera son accord ou pas, sous réserve du règlement concernant les Tournois "District".

Les règlements doivent être adressés pour homologation aux organismes susvisés en DEUX EXEMPLAIRES, un mois avant le début de l'épreuve, accompagné d'un chèque de 15 €, à l'ordre du District, pour chaque tournoi.

Ne pourront s'engager dans ces épreuves que les équipes des clubs affiliés à la F.F.F. ou appartenant à une association reconnue, sauf dérogation accordée par la Ligue de Football Professionnel ou la Ligue de la Méditerranée de Football pour les clubs de leur compétence.

Selon les dispositions de l'article 122 des règlements Généraux de la Fédération Française de Football, les clubs et joueurs ne peuvent participer à aucun match ou tournoi dont les bénéfices ne sont pas destinés à une société pratiquant le football et affiliée ou reconnue par la F.F.F. ou à une organisation qu'elle aura approuvée.

Toute équipe engagée dans une épreuve de cette sorte ne pourra comprendre que des joueurs licenciés au club auquel il appartient. Toutefois, la présence de trois joueurs au maximum appartenant à d'autres clubs pourra être autorisée sous réserve que ces joueurs aient obtenu l'accord écrit du club auquel ils appartiennent.

Les demandes d'autorisation de disputer des rencontres avec des sociétés de nationalité étrangères, doivent être sollicitées dans les conditions fixées aux articles 176 et 177 des Règlements Généraux de la Fédération Française de Football.

Une amende fixée par le Comité de Direction sera infligée au club qui est en infraction avec le règlement du présent article.

Afin de permettre aux clubs d'organiser tout au long de l'année, et surtout en fin de saison, leurs tournois habituels, source de revenus non négligeables, le District, dans l'impossibilité matérielle d'aller vérifier ce qui se passe sur tous les stades du département dans ce domaine chaque saison, leur donne une autorisation de principe pour l'organisation de tournois dans toutes les catégories de jeunes et seniors sauf si, à la date prévue, il y a une journée de championnat dans la catégorie désirée ou une manifestation organisée par le District.

Il est tout de même, recommandé aux clubs d'informer le District de la date et du lieu de déroulement de tous les tournois. Aucune dotation ne sera accordée par le District. La demande officielle sera faite par le club, accompagnée du règlement de l'épreuve, de la liste des participants et du droit d'inscription fixé par le Comité de Direction. (15 Euros par tournoi).

La présence d'arbitres officiels ne sera permise et les désignations effectuées (en fonction des demandes particulières des clubs concernant tel ou tel arbitre plus précisément), uniquement si le tournoi est déclaré et enregistré par le District.

## CHAPITRE V

### RESERVES - RECLAMATIONS - EVOCATIONS- APPELS

#### ARTICLE 79 – RESERVES - RECLAMATIONS - EVOCATIONS

**1°/** La qualification et/ou la participation des joueurs peut être contestée :

- soit avant la rencontre, en formulant des réserves dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 142 des RG.
- soit au cours de la rencontre, en formulant des réserves dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 145 des RG, si un joueur non inscrit sur la feuille de match entre en cours de la partie ;
- soit après la rencontre, en formulant une réclamation auprès de la commission compétente, dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 187.1 des RG.

En cas de contestation, avant la rencontre, de la qualification et/ou de la participation des joueurs, des réserves nominales doivent être formulées par écrit sur l'annexe de la feuille de match avant la rencontre

**2°/** Les réserves sont formulées par le capitaine, ou un représentant du club, mais signées obligatoirement pour les rencontres de SENIORS par le Capitaine réclamant et pour les rencontres des catégories de JEUNES par le Capitaine réclamant s'il est majeur au jour du match ou à défaut par le dirigeant licencié responsable qui indiquera son nom sous peine d'irrecevabilité.

**3°/** Ces réserves sont communiquées au capitaine adverse par l'arbitre qui les contresignera avec lui.

Pour les rencontres de jeunes, c'est le capitaine s'il est majeur au jour du match ou à défaut le dirigeant licencié responsable qui contresigne les réserves en mentionnant son nom.

**4°/** Lorsque les réserves visant la participation des joueurs sont portées sur la totalité des joueurs constituant l'équipe, inscrits sur la feuille de match, celles-ci peuvent être posées sur "l'ensemble de l'équipe", sans mentionner la totalité des noms.

**5°/** Les réserves doivent être motivées, c'est à dire mentionner le grief précis opposé à l'adversaire, le simple rappel d'articles de règlement ne constituant pas une motivation suffisante.

**5° bis/** La mise en cause de la qualification et /ou la participation des joueurs peut, même s'il n'a pas été formulé des réserves préalables sur la feuille de match, intervenir par voie d'une réclamation formulée, uniquement par les clubs participant à la rencontre, dans les conditions de forme, de délai et de droits fixés, pour la confirmation des réserves, par les dispositions de l'article 186.1 des RG.

Cette réclamation doit être nominale et motivée, au sens des dispositions prévues pour les réserves, par l'article 142 des RG.

Le non-respect des formalités relatives à la formulation et au dépôt de la réclamation entraîne son irrecevabilité.

Si la réclamation est recevable, le club adverse en reçoit communication par l'organisme gérant la compétition, et il peut, s'il le souhaite, formuler ses observations dans le délai qui lui est imparti.

En cas d'infraction à l'une des dispositions prévues aux articles **139** à 170 des R.G., et indépendamment des éventuelles pénalités prévues au Titre 4 :

- Le club fautif a match perdu par pénalité mais le club réclamant ne bénéficie pas des points correspondants au gain du match. Il conserve alors le bénéfice des points acquis et des buts marqués lors de la rencontre.
- Les buts marqués au cours de la rencontre par l'équipe du club fautif sont annulés.
- S'il s'agit d'une rencontre qui devait obligatoirement fournir un vainqueur, c'est le club réclamant qui est déclaré vainqueur.
- Le droit de réclamation est mis à la charge du club déclaré fautif.

**5°ter/**Evocation (Art. 187.2 des R.G.)

Même en cas de réserves ou de réclamation, l'évocation par la Commission compétente est toujours possible et prévaut, avant l'homologation d'un match, en cas :

- de fraude sur l'identité d'un joueur ;
- de falsification ou de dissimulation au sens de l'article 207 des présents règlements ;
- de participation d'un joueur non inscrit sur la feuille de match;
- d'inscription sur la feuille de match, en tant que joueur, d'un licencié suspendu, d'un joueur non licencié au sein du club, ou d'un joueur non licencié.

Le club concerné est informé par l'organisme gérant la compétition, et il peut formuler ses observations dans le délai qui lui est imparti.

Dans les cas ci-dessus, et indépendamment des sanctions prévues au Titre 4, la sanction est le match perdu par pénalité et le club adverse bénéficie des points correspondant au gain du match.

Le droit de l'évocation est mis à la charge du club déclaré fautif.

**6°/** Si un ou plusieurs joueurs (ainsi que toute personne inscrite sur la feuille de match en tant que dirigeant, entraîneur, éducateur, soigneur, arbitre, arbitre-assistant etc..) ne présentent pas de licence, les réserves sur leur qualification ou leur participation pourront être simplement nominales, sauf si elles visent une infraction à l'article 151 des R.G.

Lorsque tous les joueurs d'une équipe participant au match ne présentent pas de licence, les réserves peuvent ne pas être nominales, ni motivées.

Dans le cas de joueurs se présentant sans licence si la Commission compétente réglementaire (suite à des réserves confirmées, à une réclamation d'après match ou à une évocation), ou disciplinaire (suite à des sanctions administratives reçues lors d'une rencontre) constate que le (ou les) joueur(s) ou le (ou les) dirigeant(s) incriminé(s) n'a(ont) fait l'objet d'aucune demande de licence ou n'est pas licencié dans le club concerné au jour de la rencontre pour la saison en cours, le cas sera assimilé à une fraude et le match sera donné perdu à l'équipe fautive par pénalité avec 0 point et amende de 50 € pour en porter le bénéfice au club adverse.

**7°/** Les réclamations sur la régularité des terrains sont établies suivant les modalités fixées par les règlements de la Ligue et du District.

**8°/** Si un joueur non inscrit sur la feuille de match entre en cours de partie, des réserves verbales sur sa participation ou sur sa qualification pourront être formulées immédiatement en présence de l'arbitre, d'un arbitre assistant et du capitaine adverse.

Les réserves doivent être motivées au sens de l'article 142 alinéa 5 des Règlements Généraux sauf s'il s'agit d'un joueur ne présentant pas de licence.

Elles seront ensuite inscrites sur la feuille de match, à la mi-temps ou après la partie, par le capitaine réclamant, l'arbitre en donne connaissance au capitaine de l'équipe adverse et les contresigne avec lui. Pour les rencontres de catégories de Jeunes jusqu'aux "U19" les réserves sont signées par le capitaine s'il est majeur au jour du match ou à défaut par le dirigeant licencié responsable qui les contresigne avec mention de son nom à côté de sa signature.

**9°/** Tout club portant une accusation sera pénalisé, s'il n'apporte pas au moins à l'appui de ses dires, une présomption grave ou un commencement de preuve.

**10°/** Dans le cas ci-dessus, et si l'accusation est justifiée, la sanction est, le match perdu par pénalité avec 0 point, sans préjuger de sanctions plus graves infligées par une commission disciplinaire.

**11°/** Les réserves visant les questions techniques doivent pour être valables :

- a) être formulées par le capitaine plaignant à l'arbitre, à l'arrêt du jeu qui est la conséquence de la décision contestée si elles concernent un fait sur lequel l'arbitre est intervenu ;
- b) être formulées, pour les rencontres des catégories de jeunes, par le capitaine réclamant s'il est majeur au jour du match ou à défaut par le dirigeant licencié responsable de l'équipe plaignante à l'arbitre, à l'arrêt de jeu qui est la conséquence de la décision contestée si elles concernent un fait sur lequel l'arbitre est intervenu ;
- c) être formulées par le capitaine à l'arbitre, dès le premier arrêt de jeu, s'il s'agit d'un fait sur lequel l'arbitre n'est pas intervenu ;
- d) être formulées, pour les rencontres des catégories de jeunes, par le capitaine réclamant s'il est majeur au jour du match ou à défaut par le dirigeant licencié responsable de l'équipe plaignante à l'arbitre, dès le premier arrêt de jeu, s'il s'agit d'un fait sur lequel l'arbitre n'est pas intervenu ;
- e) indiquer la nature des faits et de la décision qui prêtent à contestation.

Dans tous les cas, l'arbitre l'un des arbitres-assistants et le capitaine de l'équipe adverse, ou, pour les rencontres de catégories de jeunes, le capitaine s'il est majeur au jour du match ou à défaut par le dirigeant licencié responsable de l'équipe adverse pour en prendre acte. .

A l'issue du match, l'arbitre inscrit ces réserves sur la feuille de match et les fait contresigner par le capitaine réclamant, le capitaine de l'équipe adverse et l'arbitre-assistant intéressé.

Pour les rencontres des catégories de jeunes, les réserves sont contresignées par les capitaines s'ils sont majeurs au jour du match ou à défaut par les dirigeants licenciés responsables.

Pour les questions techniques, la commission des arbitres du District décidera si le résultat acquis sur le terrain doit être homologué ou si le match doit être rejoué et transmettra sa décision à la commission gérant la compétition, pour application.

**12°/** Les réserves d'avant match ainsi que les réserves techniques sont « confirmées » dans les quarante-huit heures ouvrables suivant le match, par lettre recommandée, télécopie ou courrier électronique obligatoirement avec l'en-tête du club, ou par l'adresse e-mail officielle du club délivrée par la Ligue de la Méditerranée, adressé à l'organisme responsable de la compétition concernée.

A la demande de la Commission compétente, le club à l'origine de la procédure devra être en mesure de produire un accusé de réception de son envoi.

Les réserves confirmées ainsi que les réclamations d'après match ne peuvent être retirées par le club les ayant formulées.

Le droit de confirmation est mis à la charge du club déclaré fautif.

**13°/** L'instruction et la décision ne porteront, en ce qui concerne la remise en cause des résultats du match que sur les faits signalés sur la feuille de match et confirmés dans les conditions précisées ci-dessus, sauf dans le cas de réserves pour non présentation de

licence où l'enquête devra être poussée sur toutes les infractions avec les conséquences de droit.

**14°/** Pour l'homologation du match, il pourra être tenu compte des témoignages d'officiels de la Ligue ou du District.

**15°/** Les appels contre les décisions de la commission des Arbitres du District, relatives à des questions techniques, concernant l'application des lois du jeu seront instruits par la commission d'Appel réglementaire du District.

**16°/** Ces réclamations, ainsi que celles relatives aux classements, dans les différentes épreuves et leurs conséquences seront jugées par les commissions suivantes :

- En ce qui concerne les rencontres organisées par le District :
- En première instance (droit fixé chaque saison par le Comité de Direction du District).
- Soit par la commission des Arbitres pour les questions relatives aux lois du jeu.
- Soit par la commission des Statuts et Règlements pour les contestations relatives à la qualification et à la participation des joueurs, envoi de convocations, retard d'envoi ou absence des feuilles de match, déroulement des rencontres.
- Soit par la commission compétente pour tous les cas précisés par le Comité de Direction.
- En 2<sup>ème</sup> instance, (droit fixé chaque saison par le Comité de Direction) par la commission d'Appel du District pour toutes décisions prises par l'une des commissions ayant jugé en première instance.
- En 2<sup>ème</sup> et dernière instance pour certains cas prévus par le Comité de Direction, notamment pour les compétitions n'aboutissant pas sur une montée en Ligue.
- Enfin en 3<sup>ème</sup> et dernière instance (droit d'appel fixé par le Comité de Direction de la Ligue) par la Ligue des décisions prises par la commission d'Appel du District.

**16°bis/** En cas d'infraction à l'une des dispositions prévues aux articles 148 à 170 des R.G. ou à l'une des dispositions des Règlements Sportifs du District, et indépendamment des éventuelles pénalités prévues au Titre 4, le club fautif a match perdu par pénalité si :

- soit des réserves ont été formulées conformément aux dispositions des articles 142 ou 145 des R.G. et si elles ont été régulièrement confirmées ;
- soit une réclamation a été formulée dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 187.1. des R.G.
  - soit la commission compétente s'est saisie de l'infraction, dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 187.2 des R.G.

Le club réclamant ne bénéficie toutefois des points correspondant au gain du match que dans les cas suivants :

- s'il avait formulé des réserves conformément aux dispositions des articles 142 ou 145 des R.G. et qu'il les avait régulièrement confirmées ;
- s'il s'agit d'une des infractions qui permettent l'évocation par la commission compétente, dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 187.2 des R.G.

Les buts marqués au cours de la rencontre par l'équipe du club fautif sont annulés.

**16°ter/**En cas de perte ou de vol ou de cause quelconque rendant la licence inutilisable, le club concerné devra obligatoirement faire parvenir au District, dans les 24 heures, la déclaration sur l'honneur de l'intéressé, contresignée obligatoirement par le Président ou le Secrétaire du Club qui confirme par la même occasion qu'un duplicata de la licence perdue ou volée ou rendue inutilisable, a bien été demandé à la Ligue.

## **ARTICLE 80 - APPELS**

### **I/ POUR LES APPELS CONCERNANT DES AFFAIRES NON DISCIPLINAIRES :**

Tout appel entraîne la constitution de frais de dossier d'un montant fixé par l'instance dont dépend la commission d'appel, et qui est débité du compte du club appelant

Dans le cadre de l'article 188, les décisions des Districts, des Ligues ou de la Fédération peuvent être frappées d'appel par toute personne directement intéressée dans le délai de sept jours à compter du lendemain du jour de la notification de la décision contestée (par exemple, une décision notifiée le 15 du mois ne peut être contestée que par l'envoi d'un appel, au plus tard, le 22 du mois).

Le jour de la notification est, selon la méthode utilisée :

- soit le jour de la première présentation de la lettre recommandée ;
- soit le jour de la transmission de la décision par courrier électronique (avec accusé de réception) ;
- soit le jour de la publication de la décision sur le site internet officiel de l'instance ou sur Footclubs.;

Toutefois, le délai d'appel est réduit à 2 jours si la décision contestée :

- porte sur l'organisation ou le déroulement de la compétition,
- est relative à un litige survenu lors des 4 dernières journées de la compétition,
- porte sur le classement en fin de saison.

Le jour de la notification est, selon la méthode utilisée :

- soit le jour de la première présentation de la lettre recommandée,
- soit le jour de la transmission de la décision par fax ou par courrier électronique (avec accusé de réception) ;
- soit le jour de la publication de la décision sur internet.

Si plusieurs de ces procédures sont utilisées, la première date est prise en compte.

Les règlements des compétitions peuvent prévoir des dispositions spécifiques concernant les délais d'appel.

Les décisions rendues par le Comité Directeur, les Commissions notamment des Statuts et Règlements, des Arbitres et également des commissions d'Appel réglementaires seront inscrites sur Internet, dès le lendemain ou surlendemain 18 heures, suivant les réunions de ces instances.

Les décisions des Commissions (sauf en matière disciplinaire) sont donc susceptibles d'appel devant la Commission d'Appel Réglementaire du District siégeant en 2<sup>ème</sup> instance.

Les frais de dossier (46 Euros) seront portés au débit du compte du club réclamant (ou joints par chèque s'il ne s'agit pas d'un club) L'appel est adressé à la commission d'appel par l'adresse e-mail officielle des clubs délivrée par la Ligue de la Méditerranée. A la demande de la commission compétente, l'appelant devra être en mesure de produire un accusé de réception de cet envoi.

Le non-respect de ces formalités entraîne l'irrecevabilité de l'appel.

La commission compétente transmet, par tous moyens, une copie de cet appel aux parties intéressées.

La Commission compétente saisie de l'appel statue sur sa recevabilité, puis sur la régularité de la procédure antérieure, puis sur le fond.

Les décisions prises en 2<sup>ème</sup> instance par la Commission d'Appel du District (en dehors de celles jugées en 2<sup>ème</sup> et dernière instance) sont, elles-mêmes, susceptibles d'appel en 3<sup>ème</sup> et dernière instance devant la Commission Générale d'Appel de la Ligue de la Méditerranée selon la procédure décrite ci-dessus, sauf en ce qui concerne les Coupes du Var, les Féminines, le Football d'animation et le Football Diversifié où elle juge en dernière instance.

Les décisions prises en dernière instance sont susceptibles de recours devant les juridictions administratives dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

La recevabilité de ce recours contentieux est toutefois soumise à la saisine préalable et obligatoire de la Conférence du CNOSF dans le délai de 15 jours suivant la notification de la décision, dans le respect des dispositions des articles L. 141-4 et R. 141-5 et suivants de code du sport.

## **II/ POUR LES APPELS EN MATIERE DISCIPLINAIRE :**

***Voir article 83 (Chapitre VI – SANCTIONS-PENALITES)***

### **ARTICLE 81 - DROIT D'EVOCATION**

Le Comité de Direction du District a le pouvoir d'exercer avant homologation le droit d'évocation en cas de fraude sur l'identité d'un joueur de toutes falsifications concernant l'enregistrement ou le renouvellement d'une licence enregistrée par la Ligue ou d'inscription sur la feuille de match, en tant que joueur, de participation d'un joueur non inscrit sur la feuille de match, d'un joueur suspendu ou d'un joueur non licencié dans le club concerné ou d'un joueur non licencié

Le droit de l'évocation fixé chaque saison par le barème financier est mis à la charge du club déclaré fautif.

Dans tous les cas, la sanction applicable est le match perdu sans préjudice d'autres sanctions pouvant affecter le joueur, le capitaine de l'équipe intéressée ainsi que le dirigeant responsable.

### **ARTICLE 82 - FRAIS DE DEPLACEMENT DES DELEGUES DES CLUBS ET OFFICIELS DEVANT UNE JURIDICTION.**

**1°/** Juridiction jugeant en première instance ou en appel une réclamation intéressant l'homologation d'une rencontre :

Seront à la charge d'un club perdant :

- Les frais de déplacement du représentant de chacun des clubs ou d'un représentant d'une commission.
- Les frais de déplacement de l'arbitre, éventuellement du délégué.
- Le dépôt de garantie si celui-ci a été réglé par le club adverse.

Conformément aux dispositions des articles 181 et 182 des Règlements Généraux de la F.F.F., une convocation devant une commission Centrale ne peut justifier une demande de remboursement de frais de déplacement.

**2°/** Juridiction jugeant en première instance ou en appel un problème disciplinaire ne mettant pas en cause l'homologation d'une rencontre.

Lorsqu'une Commission, jugeant en premier ressort, est amenée à convoquer une ou plusieurs personnes, les frais de déplacement correspondants sont imputés au club dont la responsabilité est reconnue par la Commission.

En appel, les frais de déplacement des représentants de la partie appelante restent à sa charge.

Ceux nécessités par l'audition des autres personnes convoquées par la Commission sont imputés à l'appelant, si celui-ci n'a pas gain de cause total dans la décision.

En matière disciplinaire, s'appliquent les dispositions du Règlement Disciplinaire figurant en annexe 2.

## CHAPITRE VI

### SANCTIONS - PENALITES

#### **(Annexe 2 des Règlements Généraux)**

#### **REGLEMENT DISCIPLINAIRE ET BAREME DISCIPLINAIRE**

### **ARTICLE 83**

En application de l'article 3-4.1 du Règlement Disciplinaire (annexe 2 des Règlements Généraux, les décisions des Commissions de Discipline sont susceptibles d'appel en 2ème et dernière instance devant :

#### **A/ La Commission d'Appel Disciplinaire de la Ligue Méditerranée de Football :**

- \* pour une sanction prononcée à l'encontre d'une personne physique, dont le quantum est égal ou supérieur à un an ferme.
- \* pour les sanctions fermes de suspension de terrain, de huis clos, de fermeture de l'espace visiteur à l'extérieur, de retrait de point(s), de rétrogradation, de mise hors compétition, d'interdiction d'engagement ou de radiation, prononcées à l'encontre d'un club.

Dès lors qu'un appel porte sur plusieurs sanctions dont au moins l'une d'elles relève de la compétence de la Commission d'Appel de la Ligue, cette dernière est saisie de l'intégralité du dossier.

#### **B/ La Commission d'Appel Disciplinaire du District :**

- \* dans les cas, autres que ceux énoncés ci-dessus.

#### **C/ Dispositions générales**

L'organe disciplinaire d'appel peut être saisi par :

- \* le licencié ou le club directement intéressés par la décision contestée ou leur représentant légal, ou leur avocat ;
- \* le Comité de Direction de l'instance dont dépend l'organe disciplinaire de première instance ayant rendu la décision frappée d'appel, ou toute personne qu'il a dûment mandatée à cet effet.
- \* le Comité de Direction de l'instance dont dépend l'organe disciplinaire d'appel, s'il diffère de celui ci-avant désigné, ou toute personne qu'il a dûment mandatée à cet effet

L'exercice du droit d'appel ne peut être subordonné au versement d'une somme d'argent ou limité par une décision d'un organe. L'appel n'est pas suspensif sauf décision motivée de l'organe disciplinaire de première instance prise en même temps qu'il est statué au fond.

Lorsque l'appel porte notamment sur la contestation du caractère non suspensif de l'appel, l'organe disciplinaire d'appel peut statuer sur cette dernière par une décision motivée avant l'examen au fond de l'affaire.

#### **- Appel interjeté par l'assujetti intéressé**

Lorsqu'il s'agit d'une personne physique, l'appel doit être formé en son nom propre ou en son nom et pour son compte, par courrier recommandé avec avis de réception ou par courrier électronique avec accusé de réception.

Lorsque l'appel émane du club intéressé ou dont dépend la personne physique sanctionnée, il doit être formé selon l'une des deux formalités suivantes :

- par courrier recommandé avec avis de réception sur papier à en-tête ;
- par courrier électronique avec accusé de réception envoyé d'une adresse électronique officielle.

Dans ces deux cas, l'appel doit être interjeté dans un délai de sept jours :

– pour les sanctions fermes ou avec sursis, prononcées à titre principal, dont le quantum est inférieur ou égal à 6 matchs de suspension ou à 200 euros d'amende, à compter du lendemain de la publication sur Footclubs et sur l'espace personnel du licencié (« Mon Compte FFF ») ;

– pour les autres sanctions, à compter du lendemain de leur notification, c'est-à-dire, selon le mode choisi, à compter du lendemain de la date d'envoi du courrier électronique avec accusé de réception, ou à compter du lendemain de la première présentation du courrier recommandé avec avis de réception.

Lorsque l'appel est interjeté par courrier recommandé avec avis de réception et que le dernier jour tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai d'appel est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Le délai d'appel est prolongé de cinq jours dans le cas où le domicile ou le siège social de l'intéressé est situé hors de la métropole, sauf si l'organe disciplinaire compétent est situé lui aussi hors métropole, ou au profit de cet assujetti en cas d'appel des instances sportives.

L'appel doit, à peine d'irrecevabilité, préciser la (ou les) sanction(s) contestée(s) et indiquer la décision de première instance visée, en adressant une copie de celle-ci ou en mentionnant le nom de la commission ainsi que la date de la réunion à laquelle elle a été prise.

#### **- Appel interjeté par les instances**

Lorsque l'appel émane des instances, il est soumis aux mêmes conditions de forme que celles imposées aux assujettis intéressés. Les instances doivent interjeter leur appel principal dans le délai de sept jours à compter :

- du lendemain de la notification de la décision, lorsque celle-ci a été prise par l'organe disciplinaire de première instance qui lui

est rattaché.

- de la réception de l'appel interjeté par l'assujetti lorsque la décision de première instance a été prise par un organe disciplinaire qui ne lui est pas rattaché, suivant la répartition des compétences prévue à l'article 3.1.1. du présent règlement.

Les instances disposent d'un délai supplémentaire de cinq jours suivant l'expiration du délai principal prévu ci-dessus pour former un appel incident.

Dans tous les cas, l'organe disciplinaire d'appel informe les personnes concernées de l'appel interjeté par les instances.

#### **ARTICLE 84 (en réserve)**

## **CHAPITRE VII** **DISPOSITIONS GENERALES**

### **A - OBLIGATIONS DES CLUBS**

#### **ARTICLE 85 - PARTICIPATION AUX EPREUVES**

Tout club du District ne pourra participer à une épreuve interrégionale ou nationale sans avoir disputé le championnat du District.

Les clubs et les joueurs ne peuvent participer à aucun match dont les bénéfices ne sont pas destinés à une société pratiquant le football ou reconnue par la Fédération à une organisation qu'elle aura approuvée.

Dans toutes les épreuves organisées par le District ou par une des Sociétés, les prix en espèces sont formellement interdits.

Les paris sont absolument prohibés sur les terrains de football, sous peine d'expulsion pour les spectateurs ou de radiation s'il s'agit de membres de sociétés en faisant partie.

#### **ARTICLE 86 - OBLIGATIONS FAITES AUX CLUBS DE PRETER LEUR TERRAIN**

**1°/** Les clubs du District sont tenus de mettre leur terrain deux fois par an à la disposition du District pour les rencontres organisées par lui. Cette obligation devra être précédée d'un préavis de quinze jours.

Le club pourra recevoir une indemnité dont les conditions seront fixées par le Comité de Direction.

**2°/** Tout club sur le terrain duquel se dispute une de ces rencontres prendra la responsabilité des accidents pouvant survenir du fait de l'organisation matérielle et déchargera, de ce fait, la responsabilité civile du District.

#### **ARTICLE 87 - RESPONSABILITE FINANCIERE DES DIRIGEANTS DE CLUB**

Les Présidents et les membres des comités des clubs sont personnellement responsables vis à vis du District, des sommes qui peuvent être dues par leur club à titre quelconque.

#### **ARTICLE 88 - LICENCES DES DIRIGEANTS (Art 30, 59 et 218 des RG)**

1. Les clubs ont l'obligation de munir leurs dirigeants non titulaires d'une licence, et a minima leurs Président, Secrétaire Général et Trésorier, d'une licence « Dirigeant ».

Cette licence est accessible aux personnes âgées d'au moins seize ans révolus sous réserve, pour ce qui concerne les personnes mineures, qu'elles justifient de l'accord écrit de leur représentant légal.

Les joueurs âgés d'au moins seize ans révolus peuvent remplir les fonctions de dirigeant dès lors qu'ils possèdent une telle licence ou une licence "Joueur" sous réserve, pour ce qui concerne les personnes mineures, qu'elles justifient de l'accord écrit de leur représentant légal.

Par ailleurs, les clubs doivent licencier un nombre minimum de dirigeants fixé par la Ligue régionale dont ils dépendent.

2. En cas de non-respect des obligations fixées à l'alinéa précédent, il est fait application de la sanction prévue au Titre 4.

3. Toute équipe de jeunes doit être obligatoirement accompagnée, sous peine de sanction, d'au moins un responsable majeur licencié.

4. Les dirigeants titulaires de ladite licence, ou tout licencié âgé d'au moins seize ans révolus, dûment mandaté, peuvent représenter leur club devant les instances départementales, régionales ou fédérales.

5. Les conditions de représentation des clubs lors des Assemblées Générales des Ligues et des Districts sont fixées par les dispositions annexes aux Statuts de la Fédération.

6. Tout membre d'un club remplissant une fonction officielle doit obligatoirement être titulaire de la licence de dirigeant, d'une licence "Joueur" ou "Arbitre" ou d'une carte de membre de Comité ou de Commission de District, de Ligue ou de la Fédération.

7. La licence de dirigeant ne donne pas droit à l'accès sur les terrains sur lesquels se disputent des rencontres comptant pour les compétitions organisées par la Fédération ou la L.F.P. Les Ligues régionales fixent les conditions d'utilisation de cette licence pour les épreuves qu'elles organisent.

8. Pour pouvoir prendre part aux activités officielles organisées par la Fédération, la L.F.P., les Ligues régionales, les Districts ou les clubs affiliés, tout joueur, dirigeant, éducateur ou arbitre doit être titulaire d'une licence pour son club régulièrement établie au titre de la saison en cours.

Cette obligation vise, entre autres, toute personne prenant place sur le banc de touche et, plus généralement, toute personne qui prend part aux activités officielles organisées par la F.F.F., la L.F.P., les Ligues régionales, les Districts ou les clubs affiliés en assumant une fonction ou mission dans l'intérêt et au nom d'un club.

9. En cas de non-respect des obligations fixées à l'alinéa précédent, il est fait application des sanctions prévues à l'article 218 des présents règlements.

10. Toutefois, cette obligation ne s'applique pas aux journées « portes ouvertes » ou promotionnelles.

11. Les clubs qui n'ont pas, avant le 31 octobre de la saison, satisfait aux obligations fixées aux articles 30.1 et 59 des RG sont passibles de l'une ou de plusieurs des sanctions visées à l'article 200 des RG, et a minima d'une amende par licence manquante fixée par le Comité Directeur.

#### **ARTICLE 89 – COMPTE RENDU OFFICIEL DU DISTRICT.**

1°/ Tous les comptes rendus des réunions du Comité de Direction et des Commissions (sauf disciplinaires) ainsi que les informations ayant un caractère officiel, seront portés à la connaissance des clubs par la mise en ligne sur le site internet officiel du District : <http://var.fff.fr>

2°/ La parution de ces procès-verbaux est effectuée selon le calendrier publié en annexe. Le délai d'appel des décisions débute le lendemain de cette parution.

3°/ En aucun cas la non lecture de ces informations ne pourra être retenue comme excuse valable.

4°/ Pour les affaires disciplinaires plus rien n'est consultable sur le site du District de la Ligue ou de la F.F.F. Seules les personnes concernées pourront y avoir accès, soit par leur compte personnel "Mon compte FFF", soit par l'intermédiaire de "FOOTCLUBS".

#### **ARTICLE 90 - EN RESERVE**

#### **ARTICLE 91 - INTERDICTION DE PUBLICATION DANS LA PRESSE.**

Il est interdit à tout membre du District ou d'un club, sous peine de sanctions graves, de faire paraître dans la presse, sous forme injurieuse, une critique d'un acte accompli par un officiel dans l'exercice de ses fonctions.

#### **ARTICLE 92 - COUPES - CHALLENGES - OBJETS D'ART REMIS AUX CLUBS CHAMPIONS**

1°/ Les enjeux des épreuves officielles sont perpétuels sauf stipulation contraire des règlements particuliers de l'épreuve.

2°/ Ces coupes, challenges, objets d'art attribués par le District aux vainqueurs des championnats ou des coupes restent la propriété du District, même s'ils sont offerts par des particuliers.

3°/ Les détenteurs en auront la garde pour un an et devront en faire retour au siège du District, à leurs frais et risques au moins un mois avant les finales de l'épreuve considérée sous astreinte d'une amende fixée par le Comité de Direction.

#### **Article 93 – STATUT DE L'ARBITRAGE**

Les dispositions du Statut de l'Arbitrage applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009, laissent les Ligues régionales définir les conditions d'application de certains articles.

Pour la Ligue de la Méditerranée il sera fait application des dispositions suivantes :

**(Article 33)** : Les "très jeunes arbitres" (13 et 14 ans au 1<sup>er</sup> janvier de la saison en cours), au sens de l'article 15 du Statut, seront pris en compte, pour la couverture des clubs dont l'équipe supérieure évolue uniquement dans les deux dernières divisions de District

Les "Jeunes arbitres", (15 à 23 ans au 1<sup>er</sup> janvier de la saison en cours) au sens de l'article 15 du Statut, sont assimilés aux autres arbitres licenciés à un club, rattachés à celui-ci et renouvelant à ce club avant le 15 juillet.

Les "arbitres auxiliaires seront pris en compte uniquement dans la dernière division de District

**(Article 34)** : Le nombre de matches que devra diriger un arbitre chaque saison est fixé d'une manière générale à 25. Pour les "très jeunes arbitres", où il y a moins de possibilités de désignations, ce nombre est réduit à 15.

**(Article 41)** : L'article 41 du Statut détermine le nombre d'arbitres officiels que les clubs doivent mettre à la disposition de leur District au sens donné à l'article 33, en fonction de la compétition à laquelle participe leur équipe première, et il ne peut être inférieur à celui prévu. Il fixe officiellement ce nombre jusqu'à la Division Supérieure de District (D1) : 2 arbitres.

Pour les autres compétitions séniors, la Ligue de la Méditerranée fixe ce nombre à :

Deuxième niveau de District (D2) : 2 arbitres

- Autres niveaux de District : 1 arbitre

(Pour la dernière division de District, le club qui y engagera pour la première fois une équipe bénéficiera d'une dérogation valable une saison seulement).

Pour les clubs uniquement de jeunes il est prévu les obligations suivantes :

- Une équipe au moins au niveau national : 3 arbitres  
Une équipe au moins au niveau régional : 2 arbitres  
Une équipe au moins en division supérieure de District : 1 arbitre  
Autres niveaux de District : 1 arbitre  
Aucune obligation pour les clubs qui n'ont que des équipes en "Football d'animation".  
Pour les championnats de Football d'Entreprise et de football féminin : 1 arbitre.

(Article 45) : Le club bénéficiant de deux mutés supplémentaires peut les utiliser dans la ou les équipes de son choix, définies pour toute la saison, avant le début des compétitions.

(Article 46) : Le montant de l'amende financière est fixé à 60 € par arbitre manquant pour toutes les obligations du ressort de la Ligue ou de ses Districts.

#### **ARTICLE 94 - RECONNAISSANCE DES PRESENTS REGLEMENTS**

Tout club faisant partie de District reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et l'accepter entièrement.

#### **ARTICLE 95 - CAS NON PREVUS**

Tous les cas non prévus aux présents règlements seront tranchés par le Comité de Direction qui reste seul juge des cas de force majeure.

## **DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### **- FRAUDE -**

#### **ARTICLE 1 -**

Un club ayant fraudé sur l'identité d'un joueur aura match perdu. Les joueurs fautifs seront suspendus. Le club sera, en outre, passible d'une amende de 16 Euros minimum. De plus, le club ou les dirigeants fautifs pourront être suspendus et même radiés. L'équipe pourra, dans certains cas, être déclassée, éventuellement si l'équipe de ce club évoluant dans la division immédiatement inférieure devait accéder en fin de championnat à la division supérieure, cette possibilité pourrait lui être refusée.

Les mêmes sanctions pourront être prises à l'encontre des clubs ayant fraudé sur l'identité d'un joueur par la falsification des pièces d'état civil, ou pour toute autre falsification concernant l'enregistrement ou le renouvellement des licences incombant à la F.F.F. ou à la Ligue de la Méditerranée.

#### **ARTICLE 2 :**

Pour qu'il puisse être statué utilement sur un cas de fraude, il faut, si des réserves n'ont pas été formulées avant le match, que l'évocation en soit faite avant l'homologation de la rencontre.

Sauf urgence dûment justifiée, une rencontre ne peut être homologuée avant le quinzième jour qui suit son déroulement.

Cette homologation est de droit le trentième jour si aucune instance n'est en cours.

Le Comité de Direction et la Commission des Statuts et Règlements pourront décider, même sans réclamation, de l'examen de toute fraude portée à leur connaissance.

Tout club portant une accusation de fraude sera pénalisé s'il n'apporte au moins à l'appui de ses dires une présomption ou un commencement de preuve. La pénalité applicable sera le blâme, la suspension ou l'amende qui ne pourra pas être inférieure à 80 Euros.

#### **ARTICLE 3 :**

Toute fraude sur le résultat d'un match (mention sur la feuille d'arbitrage d'un résultat fictif ou contraire au résultat obtenu sur le terrain) entraînera automatiquement le match perdu pour les deux équipes et pourra entraîner la suspension des deux capitaines pour une durée d'un an maximum, indépendamment de toute autre sanction administrative, sportive et financière (amende 16 Euros minimum), qui pourra être décidée par la Commission des Statuts et Règlements ou le Comité de Direction ou la Commission de l'Ethique Sportive. L'arbitre officiel ayant éventuellement participé à la fraude pourra être sévèrement sanctionné, ainsi que l'arbitre bénévole.

#### **MIXITE**

1) Les joueuses U6 F à U 15 F peuvent évoluer dans les compétitions masculines :

- de leur catégorie d'âge,
  - de catégorie d'âge immédiatement inférieure à la leur mais uniquement dans les compétitions de Ligue et de District.
- 2) Par ailleurs, les équipes féminines U15F peuvent participer à des épreuves régionales ou départementales masculines U13 s'il n'y a pas d'épreuve régionales ou départementales U15F organisées.
- 3) En outre, les joueuses U16 F appartenant à un pôle "Espoirs" ou au pôle "France" peuvent évoluer dans les compétitions masculines U15.

### REGLEMENTATION DE LA PRATIQUE DES JEUNES ET DES FEMININES

#### Article 1 : Catégorie U6 à U9

Pratique :

- U6/U7 : Foot à 3 sans gardien (1 ou 2 buts à attaquer/défendre, Foot à 4( 3 + 1 gardien) et Foot à 5
- U8/U9 : Foot à 5

Dimension des terrains :

- U6/U7 : Foot à 3 : 25x15 m (pas de surface)

But : 1 m de largeur

Foot à 4 : 25x15 m - But : 4x1,50 m

Foot à 5 : 30x20 m - But : 4x1,50 m

Surface de réparation : 6m x largeur du terrain

- U8/U9 : Foot à 5 : 35x25 m

But : 4x1,50 m

Surface de réparation : 6m x largeur du terrain

Ballon : Taille 3

Nombre de joueurs :

- U6/U7 : 3 à 5 selon la pratique + 3 remplaçants
- U8/U9 : 5 + 3 remplaçants
- Sur classement : 3 U7 en U8
- Sous classement : 2 U8 en U7, U8F autorisées en U7 (mixité) et U10F autorisées en U9 (mixité)

Temps de jeu :

- U6/U7 : 40 minutes (Exemple : 4x10 minutes)

- U8/U9 : 50 minutes (Exemple : 4x 12 minutes)

Temps de jeu/joueur : tendre vers le 100%

Coup d'envoi/Distance des joueurs adverses :

- U6/U7 et U8/U9 : 4 m

Hors-jeu : Pas de hors-jeu

Coups Francs : Directs et adversaires à 4 m. Si la faute est commise dans la surface de réparation, il y a coup de pied de réparation (pénalty).

Gardien de but :

- Passe en retrait au gardien : autorisée en U6/U7 et U8/U9

- Dégagement : autorisé en U6/U7 et U8/U9

Coup de pied de réparation (pénalty) : 6m

Rentrée de touche :

- Au pied, sur une passe au sol ou une conduite de balle

Dans les 2 cas, interdiction de marquer directement, le ballon doit être touché par un autre joueur.

- Adversaires à 4 m

Coups de pied de but : A 6 mètres

Coups de pied de coin : Au pied

Arbitrage éducatif : Par les éducateurs sur le côté.

#### Article 2: Catégorie U10 / U11

Le District du Var différencie les U10 et les U11.

Pratique :

U10 et U11 : Foot à 8

Dimension des terrains :

- 1/2 terrain de Foot à 11

- But : 6x2 m

- Surface de réparation : 26x13 m

Ballon :

Taille 4

- Nombre de joueurs :
- 8 joueurs + 4 remplaçants
- Nombre de joueurs minimum : 6
- Sur classement : 3 U9 en U10 et 3 U10 en U11
- Sous classement : U12F autorisées en U11 (mixité)
- Temps de jeu:
- U10 et U11 : 2x25 minutes avec une mi-temps de 10 minutes
- Temps de jeu/joueur : 50% minimum
- Coup d'envoi/Distance des joueurs adverses :
- A 6 mètres
- Hors-jeu : Aux 13mètres
- Coups Francs : Directs et indirects, adversaires à 6 m.
- Lorsque la faute est commise dans la surface de réparation, il y a coup de pied de réparation (pénalty).
- Gardien de but :
- Interdiction de prendre le ballon à la main sur une passe d'un partenaire, sinon coup franc indirect, ballon ramené sur la ligne des 13m, perpendiculairement à l'endroit de la faute.
- Mur autorisé.
- Dégagement : Pas de volée, ni de 1/2 volée sinon coup franc indirect, ballon ramené sur la ligne des 13m, perpendiculairement à l'endroit de la faute. Mur autorisé.
- Coups de pied de réparation (pénalty) : à 9 m
- Rentrée de touche :
- A la main
- Coups de pied de but : A 9 mètres de la ligne de but, à 1 mètre à droite ou à gauche du point de réparation
- Coups de pied de coin : Au pied
- Arbitrage:
- Arbitre central : en priorité par des U15 ou U17
- Arbitre de touche : en priorité par des U15 ou U17
- Zone Technique : OBLIGATOIRE
- De part et d'autre du but de Foot à 11.
- 5 m de largeur maximum

### Article 3: Catégorie U12/U13

- Pratique :
- Foot à 8
- Dimension des terrains :
- 1/2 terrain de Foot à 11
- But : 6x2 m
- Surface de réparation : 26x13 m
- Ballon :
- Taille 4
- Nombre de joueurs :
- 8 joueurs + 4 remplaçants
- Nombre de joueurs minimum : 6
- Sur classement : 3 U11 en U13
- Sous classement : U14F autorisées en U13 (mixité)
- Temps de jeu:
- 2x30 minutes avec une mi-temps de 10 minutes
- Pause coaching : 2 minutes à la moitié de chaque période
- Temps de jeu/joueur : 50% minimum
- Coup d'envoi/Distance des joueurs adverses :
- A 6 mètres
- Hors-jeu : A la ligne médiane
- Coups Francs : Directs et indirects, adversaires à 6 m.
- Lorsque la faute est commise dans la surface de réparation, il y a coup de pied de réparation (pénalty).
- Gardien de but :
- Interdiction de prendre le ballon à la main sur une passe d'un partenaire, sinon coup franc indirect, ballon ramené sur la ligne des 13m, perpendiculairement à l'endroit de la faute.
- Mur autorisé.
- Dégagement : Pas de volée, ni de 1/2 volée sinon coup franc indirect, ballon ramené sur la ligne des 13m, perpendiculairement à l'endroit de la faute. Mur autorisé.
- Coups de pied de réparation (pénalty) : à 9 m

Rentrée de touche :

- A la main

Coups de pied de but : A 9 mètres de la ligne de but, à 1 mètre à droite ou à gauche du point de réparation

Coups de pied de coin : Au pied

Arbitrage:

- Arbitre central : en priorité par des U17 ou U19

- Arbitre de touche : en priorité par les remplaçants

Zone Technique : OBLIGATOIRE

- De part et d'autre du but de Foot à 11.

- 5 m de largeur maximum

Article 4: Catégorie U16F/U17F (Article 73 des RG)

1. Sur autorisation médicale explicite figurant sur la demande de licence, les joueurs et les joueuses peuvent pratiquer dans les seules compétitions de la catégorie d'âge immédiatement supérieure à celle de leur licence, sauf pour les licenciés U18 et U18 F qui peuvent pratiquer en Senior.

Les joueuses licenciées U16 F, U17 F et U18 F peuvent participer aux compétitions Senior F dans les limites fixées par le règlement de l'épreuve concernée.

En cas d'interdiction médicale de surclassement sur leur demande de licence, la mention « surclassement interdit » est apposée sur les licences des joueurs ou joueuses concernés.

2. a) Les joueurs licenciés U17 et U17 F, ainsi que les joueuses licenciées U16 F et U17 F, peuvent pratiquer en Senior, sous réserve d'obtenir un certificat médical de non contre-indication, comprenant une autorisation parentale, délivré par un médecin fédéral ou agréé par la Commission Régionale Médicale, certificat approuvé par la Commission Régionale Médicale, mais uniquement en compétitions nationales ou de Ligue.

Dans les mêmes conditions d'examen médical :

- les joueuses U16 F peuvent pratiquer en Senior en compétitions nationales, dans les conditions fixées par le règlement de l'épreuve, sur proposition des Comités de Direction des Districts, le Comité de Direction de la Ligue peut autoriser les joueurs U17, les joueuses U16 F et les joueuses U17 F à pratiquer en Senior dans les compétitions de District mais uniquement dans l'équipe première de leur club et dans la limite qu'il fixe quant au nombre maximum de ces joueur(se)s pouvant figurer sur la feuille de match. Cette autorisation a été obtenue pour 5 joueuses dans les Districts dépendants de la Ligue de la Méditerranée)

**Article 5** Port des protège tibias

Le port des protège tibias est obligatoire.

**Article 6** Montées / Descentes

Il n'y a pas de montées, ni de descentes, d'une saison à l'autre pour les joueurs et joueuses

U6 (F) à U11 (F)

## **STATUT DU FOOTBALL DIVERSIFIÉ**

### **TITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1**

Le présent Statut est applicable aux compétitions et pratiques de Football d'Entreprise, de Futsal, de Beach-Soccer et de Football Loisir organisées par la Fédération Française de Football, ses Ligues et ses Districts. Il s'applique également, lorsque cela est précisé, aux autres pratiques de Football Diversifié telles que notamment le Foot A 2.

#### **Article 2**

Les Règlements Généraux de la Fédération s'appliquent aux pratiques de Football Diversifié sauf dispositions particulières figurant au présent Statut. Par ailleurs, les lois du jeu de l'International Board s'appliquent au Football Loisir et au Football d'Entreprise et celles de la F.I.F.A. spécifiques au Futsal s'appliquent au Futsal, sauf dispositions particulières figurant au présent Statut ou aux Règlements Généraux de la Fédération.

#### **Article 3**

Par souci de simplification, c'est le genre masculin qui est utilisé dans le présent Statut mais ces dispositions s'appliquent également pour les pratiques de Football Diversifié ouvertes au Football Féminin.

### **TITRE 2 - NIVEAUX DE PRATIQUE**

#### **Article 4**

1. Les compétitions et pratiques de Football Diversifié sont divisées en deux niveaux :

- le niveau A, regroupant les championnats nationaux et de premier niveau régional de Football Entreprise et de Futsal.
- le niveau B, regroupant les autres championnats de Football d'Entreprise et de Futsal ainsi que l'ensemble des pratiques du Football Loisir.

2. Les Comités de Direction des Ligues régionales peuvent toutefois décider que d'autres niveaux de championnat régional ou départemental de Football d'Entreprise ou de Futsal relèvent du niveau A.

Le Comité Directeur de la Ligue, lors de sa réunion du 13/04/2015, a décidé qu'en vertu de l'article 4.2 du statut du Football Diversifié, les équipes de Football Entreprise et de Futsal de division supérieure de District seront considérées comme relevant du niveau A au sens de l'article 4.1.

Qu'à ce titre, et en vertu des dispositions de l'article 90 des règlements généraux de la F.F.F., et dans un souci d'équité des compétitions sportives, les frais de changements de club seront réclamés pour les mutations intervenant pour ces équipes.

3. Cette notion de niveaux ne concerne pas les coupes de Football Diversifié régies par les règlements particuliers et les Règlements Généraux de la F.F.F.

### **TITRE 3 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PRATIQUES DE NIVEAUX A ET B**

#### **SECTION 1 – CLUBS**

##### **Article 5**

1. Les clubs doivent, pour participer aux compétitions et pratiques de Football Diversifié, être affiliés à la F.F.F. dans les conditions des articles 22 et suivants des Règlements Généraux de la F.F.F. et remplir les conditions figurant au présent article.

2. Les championnats de Football d'Entreprise de niveau A sont réservées aux clubs de Football d'Entreprise.

Pour être considéré comme club de Football d'Entreprise le club doit prendre dans son titre la raison sociale industrielle ou commerciale, d'administration ou de corporation, des entreprises ou du groupement qu'il représente.

Dans le cas où les entreprises, administrations ou corporations ne peuvent réunir un nombre suffisant de pratiquants pour constituer une équipe, elles peuvent être autorisées à se grouper de manière à ne former qu'un seul club. Ce club devra y être autorisé par décision du Comité de Direction de la Ligue intéressée après avis de sa Commission régionale de Football d'Entreprise. Il devra être précisé dans les statuts du club, ainsi constitués lors de l'affiliation, la liste des entreprises, administrations ou corporations, composant le club, ces dernières ne pouvant dès lors former un club de Football d'Entreprise distinct.

1. Les compétitions de Futsal sont ouvertes à tous les clubs, dans tous les niveaux.
2. Les clubs pouvant participer aux pratiques de Football Loisir sont les clubs de Football Loisir ainsi que les clubs Libres, de Futsal ou de Football d'Entreprise.

5. Les clubs de Futsal, de Football Loisir ou d'Entreprise ne peuvent évoluer dans les compétitions dites Libres. Toutefois, les clubs de Football d'Entreprise peuvent, sur décision du Comité de Direction de la Ligue concernée, opérer dans toutes ou certaines compétitions de District réservées aux clubs Libres.

#### **SECTION 2 – LICENCES**

**Article 6 - Types de licence** 1. Les joueurs désirant pratiquer le Football d'Entreprise dans un club de Football d'Entreprise doivent obtenir une licence Football d'Entreprise.

2. Les joueurs désirant évoluer en Futsal dans des compétitions de niveau A doivent obtenir une licence Futsal.

3. Les joueurs licenciés Libre, Futsal, Football Loisir ou Football d'Entreprise sont autorisés à pratiquer dans les épreuves Futsal de niveau B ainsi que dans les épreuves de Football Loisir.

4. Les joueurs titulaires d'une licence Futsal, de Football Loisir ou d'Entreprise ne peuvent participer à des compétitions libres avec cette licence, sauf cas particuliers des licenciés d'un club de Football d'Entreprise autorisé à évoluer dans une compétition libre dans les conditions de l'article 5.5 du présent Statut.

5. La signature par un joueur Libre d'une licence Football d'Entreprise, Futsal ou Football Loisir ne peut avoir pour conséquence de lui octroyer un avantage indu en cas de signature Ulérieure d'une nouvelle licence Libre, tel que notamment l'exemption du cachet « Mutation ».

##### **Article 7 - Doubles licences**

Un joueur peut être titulaire d'une double licence « Joueur » dans les conditions de l'article 64 des Règlements Généraux de la F.F.F.

## **Article 8 - Changement de club**

Tout joueur désirant changer de club doit respecter les formalités fixées aux articles 90 et suivants des Règlements Généraux de la F.F.F.

## **TITRE 4 – REGLEMENTATION APPLICABLE AUX JOUEURS EVOLUANT DANS DES COMPETITIONS DE NIVEAU A**

### **Article 9 - Conditions de participation des joueurs ayant une double licence**

1. Les joueurs d'une double licence « Joueur » au sens de l'article 64 des Règlements Généraux de la F.F.F. ne peuvent participer aux championnats nationaux Libres, de Football d'Entreprise ou de Futsal sauf dispositions particulières figurant aux règlements d'épreuves.

2. En ce qui concerne les compétitions régionales de niveau A, le nombre de joueurs titulaires d'une double licence autorisés à figurer sur la feuille de match est fixé par les Ligues régionales conformément aux dispositions de l'article 170 des Règlements Généraux de la F.F.F.

2. Par décision du Comité de Direction de la L.M.F.; et conformément aux dispositions de l'article 170 des R.G de la F.F.F., le nombre de joueurs titulaires d'une double licence "Joueur" autorisés à figurer sur la feuille de match dans les compétitions régionales Libres (donc Ligue et District), ainsi que dans toutes les compétitions de Football Diversifié de niveau A, est fixé à quatre

### **Article 10 - Nombre de joueurs mutés**

La limitation du nombre de joueurs titulaires d'une licence « Mutation » pouvant être inscrits sur la feuille de match fixée à l'article 160 des Règlements Généraux de la F.F.F. s'applique **dans tous les** championnats de niveau A.

### **Article 11 - Joueurs licenciés après le 31 janvier**

Les joueurs licenciés après le 31 janvier ne peuvent pas participer aux championnats de niveau A.

## **TITRE 5 – REGLEMENTATION APPLICABLE AUX JOUEURS EVOLUANT DANS DES COMPETITIONS DE NIVEAU B (concerne les compétitions de District sauf 1ère Division)**

### **Article 12 - Restriction de participation**

1. La participation des joueurs titulaires d'une double licence, d'une licence portant cachet « Mutation » ou licenciés après le 31 janvier, n'est pas limitée dans les compétitions ou pratiques de Football Diversifié de niveau B.

2. Pour participer aux épreuves de Football Loisir, les joueurs doivent être âgés de plus de 18 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours.

## **TITRE 6 – SANCTIONS**

### **Article 13- Purge des sanctions**

Les modalités de purge des sanctions, telles que définies à l'article 226 des Règlements Généraux de la F.F.F. s'appliquent au Football Diversifié. Par conséquent, dans le cas d'un joueur titulaire d'une double licence, les suspensions fermes doivent être purgées, selon les mêmes modalités, dans les différentes équipes des deux clubs concernés, que ce soit en Football Libre ou en Football Diversifié. A ce titre, il est rappelé que pour les joueurs évoluant en Football Libre et en Futsal, en Football d'Entreprise ou en Football Loisir, les sanctions inférieures ou égales à deux matchs de suspension ferme sont exclusivement purgées dans la pratique où elles ont été prononcées (Football Libre, Futsal, Football d'Entreprise, Football Loisir)

(A titre d'exemples) :

- un joueur sanctionné de 3 matchs fermes de suspension en Libre devra, s'il veut jouer dans une équipe de Futsal, purger sa suspension au regard du calendrier de cette dernière ;

- alors qu'un joueur sanctionné de 2 matchs fermes de suspension en Football Libre pourra jouer dans une équipe Futsal sans avoir à purger sa suspension avec ladite équipe Futsal).

La récidive d'avertissements est comptabilisée de manière indépendante si un licencié pratique dans plusieurs disciplines.

La révocation d'un sursis se fait en raison de faits dont la nature se rapproche de ceux ayant justifié le prononcé des sanctions initiales même si les faits sont constatés dans deux disciplines différentes.

### **Article 14 - Commissions compétentes**

1. Pour toute compétition de Football Diversifié sous forme de championnat, la Commission de Discipline de l'instance concernée est compétente.

2. Toutefois, lors d'un tournoi Futsal, la Commission d'Organisation est compétente pour connaître, à l'exclusion de toute autre, des incidents disciplinaires directement liés à des faits de jeu. En ce qui concerne les autres faits disciplinaires, la Commission d'Organisation transmet les dossiers à la Commission de Discipline compétente pour suite à donner. Toutefois en cas d'incident grave, la Commission d'Organisation est habilitée à prendre toutes mesures consécutives utiles dans le cadre du tournoi.

# LISTE DES COMMISSIONS

| <u>Commissions</u>  | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| REGLEMENT INTERIEUR DES COMMISSIONS NON DISCIPLINAIRES..... | 1           |
| COMMISSION DES ACTIVITES SPORTIVES "SENIORS" .....          | 3           |
| COMMISSION DES ACTIVITES SPORTIVES "JEUNES" .....           | 7           |
| COMMISSION DES COUPES DU VAR .....                          | 12          |
| REGLEMENT DE LA COUPE DU VAR SENIORS .....                  | 13          |
| REGLEMENT DES COUPES DU VAR JEUNES .....                    | 14          |
| DEPARTEMENT FOOTBALL DIVERSIFIE .....                       | 16          |
| COMMISSION FUTSAL ET BEACH SOCCER .....                     | 16          |
| COMMISSION FOOTBALL LOISIRS .....                           | 20          |
| COMMISSION DES CALENDRIERS .....                            | 24          |
| COMMISSION DES TERRAINS ET INSTALLATIONS SPORTIVES .....    | 24          |
| COMMISSION DES STATUTS ET REGLEMENTS .....                  | 35          |
| COMMISSION DE GESTION ET DE SUIVI DE LA FMI.....            | 35          |
| COMMISSION DE DISCIPLINE .....                              | 36          |
| BAREME DISCIPLINAIRE .....                                  | 50          |
| COMMISSION DES DELEGUES .....                               | 65          |
| COMMISSION DE L'ETHIQUE SPORTIVE .....                      | 66          |
| COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'ARBITRAGE .....              | 67          |
| COMMISSION DU STATUT DE L'ARBITRAGE .....                   | 69          |
| DEPARTEMENT TECHNIQUE .....                                 | 70          |
| COMMISSION FEMININE ET FEMINISATION .....                   | 75          |
| COMMISSION D'HOMOLOGATION ET DE SUIVI DES TOURNOIS .....    | 79          |
| COMMISSION REVISION DES TEXTES .....                        | 79          |
| COMMISSION MEDICALE .....                                   | 80          |
| COMMISSION DES FINANCES .....                               | 80          |
| COMMISSION D'APPEL DISCIPLINAIRE .....                      | 80          |
| COMMISSION D'APPEL REGLEMENTAIRE .....                      | 80          |
| COMMISSION DES MANIFESTATIONS ET FESTIVITES .....           | 81          |
| COMMISSION SURVEILLANCE DES OPERATIONS ELECTORALES .....    | 81          |
| GESTION DES FEUILLES DE MATCHES .....                       | 82          |
| BAREME FINANCIER .....                                      | 83          |
| INDEMNITES DES OFFICIELS .....                              | 85          |

# REGLEMENT INTERIEUR DES COMMISSIONS NON DISCIPLINAIRES

(Tous les articles concernés excluent les commissions disciplinaires)

## ARTICLE PREMIER : COMPOSITION ET FORMATION

Le Comité de Direction du District nomme **pour 4 ans** à compter du 1<sup>er</sup> Juillet, les membres des commissions. Chaque commission est composée au maximum de 12 membres, sauf cas particuliers examinés par le Comité de Direction. Le nombre des membres peut être revu, augmenté ou diminué, selon décision prise par le Comité de Direction. Les membres doivent être majeurs, jouir de leurs droits civils et politiques.

Le Comité de Direction peut, à tout moment révoquer le pouvoir d'une commission.

## ARTICLE 2 : BUREAU

Chaque commission forme elle-même son bureau, qui comprend : 1 Président, 1, 2, ou 3 Vice-président (s), 1 secrétaire et 1 secrétaire adjoint. L'élection du bureau se fait à bulletin secret, lors de la première séance de la saison sportive, sous le contrôle du doyen d'âge de la commission qui dirigera le vote après avoir recueilli les candidatures. En cas de pluralité de candidatures, les intéressés, pour être élus, devront obtenir :

- Aux deux premiers tours de scrutin : La majorité absolue.
- Au troisième tour, la majorité relative.

En cas de partage des voix, le candidat le plus âgé sera élu.

Le Comité de Direction nomme le Président des Commissions qui peut être un des membres du Comité Directeur ou un membre de la Commission concernée.

## ARTICLE 3 : BENEVOLAT

Toutes les fonctions aux commissions sont remplies bénévolement.

## ARTICLE 4 : REMPLACEMENT

En cas de démission, de décès ou d'abandon de poste pour tout motif, d'un membre d'une commission, le Comité de Direction en cours de saison désignera un nouveau titulaire.

En cas de décès ou de démission d'un membre du bureau, il sera remplacé dans ses fonctions jusqu'à la fin de la saison en cours :

- Pour le Président, par son premier Vice-président.
- Pour le Secrétaire : par son adjoint.

## ARTICLE 5 : REUNIONS

Les commissions se réunissent, sur convocation de leur Président, au siège du District, ou dans un autre lieu, après accord du Comité de Direction. Les dates et heures sont fixées selon l'importance et le nombre des affaires à traiter. En cas d'urgence, le Président fait convoquer une commission restreinte pour prendre toutes les décisions nécessaires, mais la présence de 4 membres (sauf en matière disciplinaire) est indispensable pour valider une décision.

## ARTICLE 6 : ABSENCES

Tout membre d'une commission absent pendant trois séances consécutives, sans raison valablement acceptée, sera considéré comme démissionnaire. Le Comité de Direction en sera immédiatement informé et pourvoira à son remplacement éventuel.

## ARTICLE 7 : PRESIDENCE DES REUNIONS.

Les réunions de commission sont dirigées par le Président. En l'absence du Président, les séances sont dirigées par le premier Vice-président. En l'absence des Vice-présidents, la direction de la séance est assurée par le membre de la commission le plus âgé.

## ARTICLE 8 : DECISIONS DE LA COMMISSION

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres actifs présents, à l'exclusion de toute autre personne. Chaque membre a droit à une voix et ne peut pas, en cas d'absence, se faire représenter par un autre membre. Le vote par correspondance n'est pas admis. En cas de partage égal des voix celle du Président de séance est prépondérante,

## ARTICLE 9 : INCIDENTS

Au cours des débats qui sont placés sous sa direction, le Président sera juge des incidents et pourra prononcer des rappels à l'ordre, suspendre ou lever la séance si les circonstances l'exigent. Toute résolution prise au cours d'une suspension ou après la levée de séance, est nulle de plein droit.

## **ARTICLE 10 : ORDRE DU JOUR - PROCES VERBAL DES REUNIONS**

Le procès-verbal de la séance en cours est rédigé par le secrétaire de séance, assisté, éventuellement par une secrétaire administrative du District, signé du Président, du Secrétaire et du Délégué du C.D. Toutes observations, modifications à un P.V. doivent être consignées dans celui de la séance suivante, sous réserve que le P.V. ait été diffusé sur Internet.

## **ARTICLE 11 : FRAIS ET BUDGET DES COMMISSIONS**

Les frais de tout ordre nécessités par le fonctionnement des commissions sont pris en charge par le District dans le cadre du budget établi pour la saison. En tout état de cause, ne sont prises en charges que les dépenses faisant l'objet d'une convocation, d'un ordre écrit, d'une justification signée par le Président de la commission.

## **ARTICLE 12 LICENCE**

Les membres des commissions reçoivent une licence renouvelable chaque saison sportive, attestant leur qualité. Les droits liés à la détention de cette licence sont indiqués dessus.

## **ARTICLE 12 BIS : APPEL**

Toutes les décisions prises par les commissions jugeant en 1<sup>ère</sup> instance (sauf en matière disciplinaire) sont susceptibles d'appel devant la Commission d'Appel jugeant en 2<sup>ème</sup> instance, dans les conditions fixées à l'article 80 des R.S. du District. Un droit est fixé chaque saison par le Comité de Direction.

## **ARTICLE 13 : CAS NON PREVUS**

Tous les cas non prévus au présent règlement, seront étudiés par chaque commission pour être soumis à l'approbation du Comité de Direction, après éventuellement, avis de la commission des Statuts et Règlements.

## **ARTICLE 14 :**

Le Comité de Direction du District peut se saisir avant ou en cours d'examen de toute affaire en instance devant une commission. Il peut évoquer également, dans l'intérêt du football, les décisions prises par une commission (sauf en matière disciplinaire), dans un délai de deux mois, en application de l'article 198 des R.G.

## **ARTICLE 15 : REGLEMENT**

Le présent règlement sera remis à chaque membre des commissions et porté à la connaissance des clubs par la voie de l'annuaire publié sur le site internet du District.

# COMMISSION DES ACTIVITES SPORTIVES "JEUNES "et "SENIORS"

## COMPOSITION DE LA SECTION "SENIORS" :

**PRESIDENT:** M .Guy BOUCHON

**DELEGUES DU C.D. :** M. Gérard BORGONI – William PONT

**MEMBRES :** Mme Bernadette GIRARD - MM. Emile ASENSI – Bernard BIAVA - Pierre COLETTI – Henry Paul DESVIGNES - Pierre FRANCESCHINI – Gérard LUBRANO - André MICHEL - Francis MINISCALCO – Yves MOLINES - Ange MURATI - Emile TASSISTRO

ATTRIBUTIONS :

### Article 1 :

La Commission a en charge les compétitions de football Seniors. Elle s'occupe de :

- l'établissement des calendriers
- l'homologation des rencontres
- l'établissement du classement des clubs dans chaque catégorie
- la conformité des règlements sportifs du District
- l'ordonnance des rencontres et l'organisation des championnats Seniors dans toutes les catégories
- la désignation des rencontres ou la modification de celles ci
- la réception et la vérification des feuilles de matches transmises par les clubs
- l'application et la notification des amendes pour inobservation des règlements sportifs du District (transmission tardive de la feuille de match et non présentation de licences)

### Article 2 :

Les décisions de la Commission des Championnats sont susceptibles d'appel auprès de la Commission d'Appel du District

### Article 3 :

Au cas où le nombre de matches en retard serait de nature à fausser le classement final du championnat, ce dernier pourra être suspendu jusqu'à résorption complète du retard.

### Article 4 :

Lorsque pour une raison tout à fait exceptionnelle relevant de l'appréciation de la Commission, un club se trouve amené, par la suite, à solliciter un changement de date ou une inversion de match, la demande ne peut être examinée qu'à la condition expresse d'avoir été formulée 10 jours au moins avant la date fixée pour le match, accompagnée de l'accord écrit du club adverse. Passé ce délai et en cas de modification ultérieure le club sera pénalisé d'une amende de 16 Euros. Un match pourra ainsi être avancé mais ne pourra être repoussé qu'en cas de force majeure dûment accepté par la Commission.

### Article 5 :

Tout match remis ou à rejouer devra se dérouler à la première date disponible prévue au calendrier établi en début de saison y compris, en cas d'urgence, jour de fête et vacances scolaires (sauf Noël et Jour de l'An).

Tout match remis pour cause d'impraticabilité de terrain devra se jouer automatiquement à la première date prévue pour rattrapage. Dès le lundi qui suit la date où la rencontre n'a pas pu avoir lieu, le club recevant confirmera au District et au club adverse le nouvel horaire (date et heure). Les sanctions financières prévues à l'art. 53 des R.S. du District ne seront pas appliquées dans ce cas de figure.

### Article 6 :

Dans toutes les catégories les joueurs remplacés en cours de partie figurant sur la feuille de match pourront à nouveau prendre part à la rencontre au titre de remplaçant mais il est à noter qu'à défaut de mention expresse portée sur la feuille de match par l'arbitre, tous les joueurs inscrits sur la feuille de match seront considérés comme ayant effectivement participé à la rencontre.

Dans le dernier quart d'heure, (hors temps additionnel), tout remplacement (trois au maximum) devient définitif et noté par l'arbitre. Tout joueur sorti et remplacé ne peut donc plus entrer en jeu.

Cette disposition est applicable en D1, D2, D3, D4 (et en Coupe du Var).

### Article 7 :

#### ***Se référer à l'article 55 B – La feuille de Match Informatisée***

Les rencontres seniors se déroulent le dimanche (en principe 15 h pour les équipes premières de D1 et D2 sans envoi obligatoire de convocation). Les matches de lever de rideau doivent être prévus 2 h 30 avant les matches principaux et ceux éventuels d'équipe 3 du même club à 10h. Les termes de l'article 53 des Règlements sportifs du District devront être scrupuleusement

respectés. La Commission est seule autorisée à modifier la date et l'heure des rencontres.

Exemple :

1°/ Match lever de rideau à 12 h 30 - Match principal à 15 h

2°/ Match lever de rideau à 13 h - Match principal à 15 h 30

L'attribution des points se fera de la manière suivante :

- Match gagné..... 4 points
- Match nul..... 2 points
- Match perdu sur terrain ou par pénalité..... 1 point
- Match perdu par forfait, par mesure disciplinaire, ou fraude sur licence ou abandon de terrain...0 point

Pour les épreuves se disputant en match aller-retour, le classement des équipes sera effectué de la façon suivante :

1°) D'après le nombre de points obtenus pour l'ensemble des matches du groupe après déduction des points de pénalité ou attribution du bonus pour les équipes évoluant de la D1 à la D4.

2°) En cas d'égalité entre deux ou plusieurs adversaires le classement sera déterminé par le nombre de points obtenus entre eux

3°) En cas de nouvelle égalité de points dans le classement des matches joués entre les clubs ex-æquo, ils seront départagés par la différence de buts marqués et des buts encaissés par chacun d'eux au cours des matches qui les auront opposés, étant admis qu'un match perdu par forfait ou pénalité pour ces mêmes matches classera l'équipe en cause immédiatement après l'autre ou les autres équipes à égalité avec elle.

4°) En cas de nouvelle égalité (sauf pour les équipes évoluant de la D1 à la D4) il sera tenu compte du nombre total de matches de suspension disciplinaire comptabilisé, étant entendu que le club ayant eu le moins de matches de suspension devancera un adversaire plus pénalisé.

5°) En cas de nouvelle égalité il sera tenu compte du goal average général (buts marqués moins buts encaissés)

6°) En cas de nouvelle égalité sera retenu le club ayant marqué le plus de buts

7°) En cas de nouvelle égalité sera retenu le club ayant encaissé le moins de buts

8°) On retiendra ensuite le club ayant marqué le plus de buts à l'extérieur puis celui qui aura encaissé le moins de buts à l'extérieur

9°) En dernier ressort le club le plus anciennement affilié.

#### **NOTA :**

L'application du Barème Disciplinaire peut amener un retrait de points ou l'attribution d'un, deux ou trois points de « bonus ».

#### **COMPOSITION DES POULES**

- D1 :  
1 poule de 12 équipes
- D2 :  
2 poules de 12 équipes
- D3 :  
3 poules de 12 équipes
- D4  
2 poules de 14 équipes

#### **ACCESSIONS – DESCENTES (Voir Tableaux annexes) :**

Possibilité d'avoir 2 équipes du même club mais dans deux Poules différentes

Calendriers établis fin août et possibilité d'engagements supplémentaires s'il y a des Exempts (décision de la C. des Championnats.

Si des engagements parviennent après le début du championnat seul le Comité de Direction Pourra intégrer de nouvelles équipes, après avoir entendu les arguments des clubs concernés.

### D1 – 1 Poule de 12

|                      | ACCEDENT<br>en R2 | DESCENDENT<br>en D2 | CLUBS<br>MAINTENUS | DESCENDENT<br>de R2 | MONTENT<br>de D2 | EFFECTIFS | DESCENDENT                                |
|----------------------|-------------------|---------------------|--------------------|---------------------|------------------|-----------|---|
| 1 <sup>er</sup> CAS  | 2                 | 2                   | 8                  | 0                   | 4                | 12        | 11 <sup>ème</sup> et<br>12 <sup>ème</sup> |
| 2 <sup>ème</sup> CAS | 2                 | 3                   | 7                  | 1                   | 4                | 12        | 10, 11 et<br>12 <sup>ème</sup>            |
| 3 <sup>ème</sup> CAS | 2                 | 3                   | 7                  | 2                   | 3                | 12        | 10, 11 et<br>12 <sup>ème</sup>            |
| 4 <sup>ème</sup> CAS | 2                 | 3                   | 7                  | 3                   | 2                | 12        | 10, 11 et<br>12 <sup>ème</sup>            |
| 5 <sup>ème</sup> CAS | 2                 | 4                   | 6                  | 4                   | 2                | 12        | 9, 10, 11 et<br>12 <sup>ème</sup>         |

### D2 – 2 Poules de 12 (24)

|                      | ACCEDENT<br>en D1 | DESCENDENT<br>en D3 | CLUBS<br>MAINTENUS | DESCENDENT<br>de D1 | MONTENT<br>de D3 | EFFECTIFS | DESCENDENT  |
|----------------------|-------------------|---------------------|--------------------|---------------------|------------------|-----------|---|
| 1 <sup>er</sup> CAS  | 4                 | 4                   | 16                 | 2                   | 6 *              | 24        | 11 et 12 <sup>ème</sup><br>de chaque poule                                |
| 2 <sup>ème</sup> CAS | 4                 | 5                   | 15                 | 3                   | 6 *              | 24        | 11 et 12 <sup>ème</sup><br>de chaque poule<br>- bon 10 <sup>ème</sup>     |
| 3 <sup>ème</sup> CAS | 3                 | 6                   | 15                 | 3                   | 6 *              | 24        | 10, 11, 12 <sup>ème</sup><br>de chaque poule                              |
| 4 <sup>ème</sup> CAS | 2                 | 7                   | 15                 | 3                   | 6 *              | 24        | 10, 11, 12 <sup>ème</sup><br>de chaque poule<br>et – bon 9 <sup>ème</sup> |
| 5 <sup>ème</sup> CAS | 2                 | 8                   | 14                 | 4                   | 6 *              | 24        | 9, 10, 11 et<br>12 <sup>ème</sup> de chaque<br>poule                      |

\* Les 2 premiers de chaque poule de D3

### D3 – 3 Poules de 12

|                      | ACCEDENT<br>en D2 | DESCENDENT<br>en D4 | CLUBS<br>MAINTENUS | DESCENDENT<br>de D2 | MONTENT<br>de D4 | EFFECTIFS | DESCENDENT  |
|----------------------|-------------------|---------------------|--------------------|---------------------|------------------|-----------|---|
| 1 <sup>er</sup> CAS  | 6                 | 3                   | 27                 | 4                   | 5 *              | 36        | 2 moins bon<br>12 <sup>ème</sup><br>de chaque poule                             |
| 2 <sup>ème</sup> CAS | 6                 | 3                   | 27                 | 5                   | 4 **             | 36        | 12 <sup>ème</sup> de<br>chaque poule  |
| 3 <sup>ème</sup> CAS | 6                 | 4                   | 26                 | 6                   | 4 **             | 36        | 12 <sup>ème</sup> de<br>chaque poule<br>- bon 11 <sup>ème</sup>                 |
| 4 <sup>ème</sup> CAS | 6                 | 5                   | 25                 | 7                   | 4 **             | 36        | 12 <sup>ème</sup> de<br>chaque poule<br>et les 2 moins<br>bon 11 <sup>ème</sup> |
| 5 <sup>ème</sup> CAS | 6                 | 6                   | 24                 | 8                   | 4 **             | 36        | 11 et 12 <sup>ème</sup><br>de chaque<br>poule                                   |

\*les 2 premiers de chaque poule et le meilleur 3ème

\*\*les 2 premiers de chaque poule de D4

## D4 – 2 Poules de 14

|                      | ACCEDEMENT<br>en D3 | DESCENDANT<br>de D3 |
|----------------------|---------------------|---------------------|
| 1 <sup>er</sup> CAS  | 5                   | 3                   |
| 2 <sup>ème</sup> CAS | 4                   | 3                   |
| 3 <sup>ème</sup> CAS | 4                   | 4                   |
| 4 <sup>ème</sup> CAS | 4                   | 5                   |
| 5 <sup>ème</sup> CAS | 4                   | 6                   |

### NOTES IMPORTANTES

1°) La Commission fixera, en fonction des confirmations d'engagement reçues en début de saison, la composition définitive des diverses poules. Pour obtenir le nombre d'équipes prévues dans chaque division, elle pourra être amenée, soit à faire accéder une (ou plusieurs) équipe(s) supplémentaire(s), soit à en faire descendre d'autres, soit à repêcher une (ou plusieurs) équipe(s) qui devait (ent) descendre en supplément suite à des rétrogradations de Ligue, soit à faire accéder une ou plusieurs équipes supplémentaires conformément à l'art. 66 des RS. Du District.

**Lorsque le nombre total des clubs devant composer les divers poules la saison suivante est inférieur au nombre de clubs devant y figurer, le ou les clubs supplémentaires appelés à combler les places vacantes sont repêchés parmi ceux qui occupaient les places de relégation de ce niveau de compétition. Les équipes ayant fait l'objet d'une exclusion ou d'un forfait général ne sont pas repêchées. Le club classé dernier n'est jamais repêché.**

La division à 2 Poules (D2) sera formée en regroupant les équipes ayant terminé avec un classement pair (2<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> etc...) d'une part et celles ayant terminé avec un classement impair (1<sup>er</sup>, 3<sup>ème</sup> etc...) d'autre part, par rapport à leur classement de la saison terminée.

Pour la D3 (3 poules) et la D4 (2 Poules), les équipes seront désignées en tenant compte de la situation géographique des clubs sera effectué.

La commission des Championnats pourra de manière exceptionnelle, si des critères ou motifs impérieux le justifient, faire permuter une équipe d'une Poule à l'autre.

Les clubs qui accèdent ou qui sont rétrogradés ne sont pas soumis à cette règle "pair/impair".

2°) La détermination du meilleur second (ou troisième etc...) prévue dans les tableaux ci-dessus, ainsi que celle éventuelle, des meilleurs 13<sup>ème</sup>, 12<sup>ème</sup> etc., tout comme celle concernant les montées ou descentes supplémentaires, s'effectuera en fonction des classements obtenus dans les poules en application du quotient nombre de points/nombre de matches disputés. En cas d'égalité il sera tenu compte des pénalités obtenues durant la saison écoulée (sauf D1, D2, D3 et D4 où a déjà eu lieu un retrait de points disciplinaires), puis éventuellement de la différence de buts, de la meilleure attaque, de la meilleure défense, des buts marqués à l'extérieur, des buts encaissés à l'extérieur et finalement le club le plus ancien.

La comparaison entre clubs de poule différente ne se fait qu'à égalité de classement (2<sup>èmes</sup>, 3<sup>èmes</sup> etc...entre eux et non, par exemple, 2<sup>ème</sup> d'une poule avec 3<sup>ème</sup> d'une autre ou 12<sup>ème</sup> de l'une et 11<sup>ème</sup> de l'autre.

3°) Au cas où avant le début du championnat une place deviendrait vacante dans une division quelle qu'elle soit, il serait fait appel à l'équipe la mieux classée dans la division en-dessous comme prévu à l'article 66 des R.S. du District.

4°) Si une équipe déclare forfait après le début des championnats, sa place sera laissée vacante sauf cas exceptionnel du ressort du Comité de Direction.

5°) Si une équipe finit première de sa poule et doit accéder dans une autre division où figure déjà une autre équipe du même club, il sera fait appel au suivant immédiat, ainsi de suite. De même qu'une équipe qui descend dans une division où figure déjà une autre équipe du même club, entraînera, la descente automatique de cette dernière. S'il s'agit de la dernière division de la catégorie, les deux équipes seraient réparties dans des poules différentes.

6°) Les deux dernières journées de championnat devront se dérouler le même jour (le Dimanche). Aucune dérogation ne sera accordée soit pour avancer, soit pour retarder une rencontre.

7°) Les matches de rattrapage se joueront le samedi ou en semaine (après accord écrit des deux clubs) ou le premier dimanche libre de championnat, tel que prévu sur le calendrier général paru en début de saison. La Commission pourra imposer une date limite pour jouer.

8°) Dans chaque division le vainqueur d'une poule unique se voit décerner le titre de champion du Var. Lorsqu'il y a plusieurs poules, le club Champion sera désigné au quotient, selon les dispositions de l'art. 2 ci-dessus.

# COMMISSION DES ACTIVITES SPORTIVES "JEUNES "et "SENIORS"

## COMPOSITION DE LA SECTION "JEUNES" :

**PRESIDENT** : M. Guy BOUCHON

**DELEGUE DU C.D.** : M. Jean Paul RUIZ

**MEMBRES** : Mme Laurence BERNARDINI - MM. J. Claude ALEXIS - Pierre ALIBERT – Bernard BIAVA - Hervé EDLER - Jean LAGARRIGUE – Yvan MASSOLO - Lucien MANGEMATIN (secrétaire)- Albert ROBAA - Blaise SASSO

### **ATTRIBUTIONS :**

#### **Article 1 :**

La Commission a en charge les compétitions de football à 11 des catégories "Critérium U18/U19/U20", "U18", "U17", "U16", "U15" et "U14".

Elle s'occupe de :

L'établissement des calendriers.

L'homologation des rencontres.

L'établissement du classement des clubs dans chaque catégorie.

La conformité des règlements sportifs du District.

L'ordonnance des rencontres et l'organisation des championnats Jeunes dans toutes les catégories.

La désignation des rencontres ou la modification de celles-ci.

La réception et la vérification des feuilles de matches transmises par les clubs.

L'application et la notification des amendes pour inobservation des règlements sportifs du District (transmission tardive de la feuille de match et non présentation de licences).

#### **Article 2 :**

Les décisions de la Commission des Championnats "Jeunes" sont susceptibles d'appel auprès de la Commission d'Appel du District

#### **Article 3 :**

Au cas où le nombre de matches en retard serait de nature à fausser le classement final du championnat, ce dernier pourra être suspendu jusqu'à résorption complète du retard.

#### **Article 4 :**

Lorsque pour une raison tout à fait exceptionnelle relevant de l'appréciation de la Commission, un club se trouve amené, par la suite, à solliciter un changement de date ou une inversion de match, la demande ne peut être examinée qu'à la condition expresse d'avoir été formulée 10 jours au moins avant la date fixée pour le match, accompagnée de l'accord écrit du club adverse. Un match pourra ainsi être avancé mais ne pourra être reporté qu'en cas de force majeure, dûment acceptée, par la Commission.

#### **Article 5 :**

Tout match remis ou à rejouer devra se dérouler à la première date disponible prévue au calendrier établi en début de saison y compris, en cas d'urgence, jour de fête et vacances scolaires (sauf Noël et Jour de l'An).

Toutefois la commission laissera les clubs concernés libres de fixer la date de ces matches remis tout en respectant une date butoir fixée par la Commission des Jeunes, étant entendu qu'en tout état de cause l'accord du club adverse devra être obtenu par écrit.

Si le match ne s'est pas déroulé à la date butoir fixée par la Commission des Jeunes, le dossier sera transmis à la Commission des Statuts et Règlements, avec risque de perte du match pour les deux équipes.

#### **Article 6 :**

Dans toutes les catégories les joueurs remplacés en cours de partie figurant sur la feuille de match pourront à nouveau prendre part à la rencontre au titre de remplaçant mais il est à noter que, à défaut de mention expresse portée sur la feuille de match par l'arbitre tous les joueurs inscrits sur la feuille de match seront considérés comme ayant effectivement participé à la rencontre.

#### **Article 7 :**

*Se référer à l'article 55 B – La feuille de Match Informatisée*

## HORAIRES et CLASSEMENTS :

Les rencontres des Championnats "Jeunes" se déroulent le samedi (avec accord du club adverse) ou le dimanche mais les termes de l'article 53 des Règlements sportifs du District devront être scrupuleusement respectés. La Commission est seule autorisée à modifier la date des rencontres.

L'attribution des points se fera de la manière suivante :

- Match gagné..... 4 points
- Match nul..... 2 points
- Match perdu sur le terrain ou par pénalité..... 1 point
- Match perdu par forfait ou par mesure disciplinaire, fraude sur licence ou abandon de terrain 0 point

Pour les épreuves se disputant en match aller-retour, le classement des équipes sera effectué de la façon suivante :

1°) D'après le nombre de points obtenus pour l'ensemble des matches du groupe (après déduction des points de pénalité ou attribution du bonus pour les équipes évoluant en Promo-ligue et Excellence toutes catégories)

2°) En cas d'égalité entre deux ou plusieurs adversaires le classement sera déterminé par le nombre de points obtenus entre eux

3°) En cas de nouvelle égalité de points dans le classement des matches joués entre les clubs ex-æquo, ils seront départagés par la différence de buts marqués et des buts encaissés par chacun d'eux au cours des matches qui les auront opposés, étant admis qu'un match perdu par forfait ou pénalité pour ces mêmes matches classera l'équipe en cause immédiatement après l'autre ou les autres équipes à égalité avec elle.

4°) En cas de nouvelle égalité (sauf pour les équipes évoluant en Promo Ligue et Excellence) il sera tenu compte du nombre total de matches de suspension disciplinaire comptabilisés, étant entendu que le club ayant eu le moins de matches de suspension devancera un adversaire plus pénalisé.

5°) En cas de nouvelle égalité il sera tenu compte du goal avérage général (buts marqués moins buts encaissés)

6°) En cas de nouvelle égalité sera retenu le club ayant marqué le plus de buts

7°) En cas de nouvelle égalité sera retenu le club ayant encaissé le moins de buts

8°) On retiendra ensuite le club ayant marqué le plus de buts à l'extérieur puis celui qui aura encaissé le moins de buts à l'extérieur

9°) En dernier ressort le club le plus anciennement affilié.

### NOTA :

L'application du Barème Disciplinaire peut amener un retrait de points ou l'attribution d'un, deux ou trois points de « bonus ».

## GRILLES DES MONTEES ET DESCENTES FIN DE SAISON 2019 / 2020

### CRITERIUM U18 / U19 / U20

#### D1

Fin mai 2019/2020

| cas | Montée en ligue U20 | Descend en critérium D2 | Maintenu | Montée de critérium D2 | Montée de U18 D1 | Effectif critérium D1 |
|-----|---------------------|-------------------------|----------|------------------------|------------------|-----------------------|
|     | 1                   | 3                       | 10       | 1                      | 1                | 12                    |

#### D2

Fin mai 2019/2020

| cas | Accède de U18 D1 | Club descend de critérium D1 | Maintenu en critérium D2 | Effectif critérium D2 |
|-----|------------------|------------------------------|--------------------------|-----------------------|
|     | 11,12,13,14      | 1                            | X                        | X                     |

Suivant les réengagements saison 2020 2021, deux poules critérium D2 sont envisagées

**En fin de saison, dans chaque catégorie (âge), les équipes garderont le même niveau pour accéder à la catégorie supérieure et seront prioritaires**

En cas de forfait dans une poule se sont les équipes du même d'âge et du niveau inférieur qui seront appelées à palier ce déficit

## U18 D1

Fin mai 2019 2020

| cas | Montée en critérium D1 |  | Maintenu | Descend de U18 R2 | Effectif U18 passe en critérium D2 |
|-----|------------------------|--|----------|-------------------|------------------------------------|
| 1   | 1                      |  | 11       | 0                 | 11                                 |
| 2   | 1                      |  | 11       | 1                 | 12                                 |
| 3   | 1                      |  | 11       | 2                 | 13                                 |
| 4   | 1                      |  | 11       | 3                 | 14                                 |

**Il n'y aura pas de descente de ligue dans cette catégorie**

## U17

IL N'Y A PAS DE DESCENTE DE LIGUE 2019/2020

### D1

Fin mai 2019/2020

Avec 2 Poules U17 D2

| cas | Montée en ligue U18 R2    | Descend en U17 D2 | maintenu | Montée de U17 D2 | Effectif U18D1 |
|-----|---------------------------|-------------------|----------|------------------|----------------|
|     | 3<br>(1 en R1 et 2 en R2) | 2                 | 7        | 3                | 10             |

### D2

Fin mai 2019/2020

| cas | Montée en U17 D1 | Descend en 17 | maintenu | Descend de U17 D1 | Effectif U18D2 |
|-----|------------------|---------------|----------|-------------------|----------------|
|     | 3                |               | 15       | 2                 | 17             |

## U16

### D1

Fin mai 2019/2020

Avec 2 Poules U16 D2

| cas | Montée en ligue U17 R2 | Descend en U16 D2 | maintenu | Descend De ligue R2 | montée de U16 D2 | Effectif U17D1 |
|-----|------------------------|-------------------|----------|---------------------|------------------|----------------|
| 1   | 1                      | 1                 | 10       | 0                   | 2                | 12             |
| 2   | 1                      | 2                 | 9        | 1                   | 2                | 12             |
| 3   | 1                      | 3                 | 8        | 2                   | 2                | 12             |
| 4   | 1                      | 4                 | 7        | 3                   | 2                | 12             |
| 5   | 1                      | 5                 | 6        | 4                   | 2                | 12             |

### D2

Fin mai 2019/2020

| cas | Montée en U16D1 | Descend en U16 D3 | maintenu | Descend De U16 D1 | Accède de U16 D3 | Effectif U17D2 |
|-----|-----------------|-------------------|----------|-------------------|------------------|----------------|
| 1   | 2               |                   | 18       | 1                 |                  | 19             |
| 2   | 2               |                   | 18       | 2                 |                  | 20             |
| 3   | 2               |                   | 18       | 3                 |                  | 21             |
| 4   | 2               |                   | 18       | 4                 |                  | 22             |
| 5   | 2               |                   | 18       | 5                 |                  | 23             |

## U15

IL N'Y A PAS DE DESCENTE DE LIGUE 2019/2020

### D1

Fin mai 2019/2020

| cas | Montée en ligue U16       | Descend en U15 D2 | maintenu | Montée de U15 D2 | Effectif U16D1 |
|-----|---------------------------|-------------------|----------|------------------|----------------|
|     | 4<br>(2 en R1 et 2 en R2) | 3                 | 7        | 3                | 10             |

### D2

Fin mai 2019/2020

| cas | Montée en U15 D1 | Descend en 15 D3 | maintenu | Montée de U15 D3 | Descend de U15D1 | Effectif U16 D2 |
|-----|------------------|------------------|----------|------------------|------------------|-----------------|
|     | 3                | 3                | 24       | 2                | 4                | 30              |

### D3

Fin mai 2019/2020

| cas | Montée en U15 D2 | Descend de U15 D2 | maintenu          | Effectif U16D3 |
|-----|------------------|-------------------|-------------------|----------------|
|     | 2                | 3                 | Equipes restantes | X              |

## U14

A partir de la saison 2019 2020

EN DISTRICT

Une 1<sup>ère</sup> phase de septembre à décembre : Une 2<sup>ème</sup> phase de janvier à mai

Fin décembre

1 équipe de U 14D1 accédera en U14R2

Ensuite montées et descentes en fonction des places disponibles et des classements de chaque niveau

### D1

1<sup>ère</sup> phase : fin décembre

2<sup>ème</sup> phase : Fin mai 2019 / 2020

| Montée en ligue R2 | Descend en D2 | maintien | Montée de D2 | Effectif 2 <sup>ème</sup> phase | cas | Descend en D2 | Montée en ligue R2 | maintien | Descend de ligue R2 | Montée de D2 | Effectif U15D1 |
|--------------------|---------------|----------|--------------|---------------------------------|-----|---------------|--------------------|----------|---------------------|--------------|----------------|
| 1                  | 2             | 6        | 3            | 9                               | 1   | 2             | 1                  | 6        | 0                   | 4            | 10             |
|                    |               |          |              |                                 | 2   | 2             | 1                  | 6        | 1                   | 3            | 10             |
|                    |               |          |              |                                 | 3   | 2             | 1                  | 6        | 2                   | 2            | 10             |
|                    |               |          |              |                                 | 4   | 3             | 1                  | 5        | 3                   | 2            | 10             |
|                    |               |          |              |                                 | 5   | 4             | 1                  | 4        | 4                   | 2            | 10             |

## D2

1<sup>ère</sup> phase : fin décembre

2<sup>ème</sup> phase : Fin mai 2019 / 2020 avec 2 Poules D3

avec 2 poules D3

| Montée en D1              | Descend en D3 | maintien | descend de D1 | Montée de D3                            | cas | Descend en D3 | Montée en | maintien | Descend de D1 | Montée de | Effectif U15D2 |
|---------------------------|---------------|----------|---------------|---|-----|---------------|-----------|----------|---------------|-----------|----------------|
| 3                         | 2             | 13       | 2             | 3*                                      | 1   | 2             | 4         | 12       | 2             | 6         | 20             |
| * Si, 1, 2 ou 3 poules D3 |               |          |               | Effectif 2018<br>2 <sup>ème</sup> phase | 2   | 2             | 3         | 13       | 2             | 5         | 20             |
|                           |               |          |               |   | 3   | 2             | 2         | 14       | 2             | 4         | 20             |
|                           |               |          |               |   | 4   | 2             | 2         | 14       | 3             | 3         | 20             |
|                           |               |          |               |   | 5   | 2             | 2         | 14       | 4             | 2         | 20             |

## D3

1<sup>ère</sup> phase : fin décembre

2<sup>ème</sup> phase : Fin mai 2019 / 2020 avec 2 Poules D3

| Montée en D2 | Descend de D2 | Maintien Equipes restantes | cas | Descend de D2 | Montée en D2 | maintien          | Effectif U15D3 |
|--------------|---------------|----------------------------|-----|---------------|--------------|-------------------|----------------|
| 3*           | 2             | * Si, 1, 2 ou 3 poules D3  | 1   | 2             | 6            | Equipes restantes | X              |
|              |               |                            | 2   | 2             | 5            | Equipes restantes | X              |
|              |               |                            | 3   | 2             | 4            | Equipes restantes | X              |
|              |               |                            | 4   | 2             | 3            | Equipes restantes | X              |
|              |               |                            | 5   | 2             | 2            | Equipes restantes | X              |

(1) Nota important: Dans les poules comprenant des exempts ou composées de moins de 12 ou 14 équipes, le dernier sera toujours rétrogradé en division inférieure. L'avant dernier etc... pourra (ont) être également concerné (s) par une rétrogradation en fonction des descentes réglementaires ou supplémentaires rendues obligatoires.

## NOTES IMPORTANTES

1°) La commission fixera en fonction des confirmations d'engagement reçues en début de saison, la composition définitive des diverses poules. Pour obtenir le nombre d'équipes prévues dans chaque division elle pourra être amenée, soit à faire accéder une ou plusieurs équipes supplémentaires, soit à en faire descendre d'autres, soit à repêcher une (ou plusieurs) équipe qui devait (ent) descendre en supplément suite à des rétrogradations de Ligue, soit à faire accéder une ou plusieurs équipes supplémentaires conformément à l'art. 66. des R.S. du District.

**Lorsque le nombre total des clubs devant composer les divers poules la saison suivante est inférieur au nombre de clubs devant y figurer, le ou les clubs supplémentaires appelés à combler les places vacantes sont repêchés parmi ceux qui occupaient les places de relégation de ce niveau de compétition. Les équipes ayant fait l'objet d'une exclusion ou d'un forfait général ne sont pas repêchées. Le club classé dernier n'est jamais repêché.**

2°) Ces montées ou descentes supplémentaires s'effectueront en fonction des classements obtenus dans les poules en application du quotient nombre de points/nombre de matches disputés. En cas d'égalité il sera tenu compte des pénalités obtenues durant la saison écoulée, puis éventuellement de la différence de buts, de la meilleure attaque, de la meilleure défense.

La comparaison entre clubs de poule différente ne se fait qu'à égalité de classement (2<sup>èmes</sup>, 3<sup>èmes</sup> etc... entre eux et non, par exemple, 2<sup>ème</sup> d'une poule avec 3<sup>ème</sup> d'une autre ou 12<sup>ème</sup> de l'une et 11<sup>ème</sup> de l'autre).

3°) Au cas où avant le début du championnat une place deviendrait vacante dans une division quelle qu'elle soit, il serait fait appel à l'équipe la mieux classée dans la division au-dessous mais en aucun cas une équipe qui devait descendre réglementairement ne serait repêchée, comme prévu à l'article 66 des R.S. du District.

4°) Si une équipe déclare forfait après le début des championnats, sa place sera laissée vacante en Promo Ligue sauf cas exceptionnel du ressort du Comité de Direction mais, dans les autres divisions, la Commission pourra incorporer une nouvelle équipe en tenant compte des critères de classement définis ci-dessus et fera rattraper au plus vite, les matches de retard.

5°) Si une équipe finit première de sa poule et doit accéder dans une autre division où figure déjà une autre équipe du même club, il sera fait appel au suivant immédiat, ainsi de suite. De même qu'une équipe qui descend dans une division où figure déjà

une autre équipe du même club, entraînera, la descente automatique de cette dernière. S'il s'agit de la dernière division de la catégorie, les deux équipes seraient réparties dans des poules différentes.

6°) Les deux dernières journées de championnat devront se dérouler le même week-end (samedi ou dimanche). Aucune dérogation ne sera accordée soit pour avancer, soit pour retarder une rencontre, sauf si les deux équipes en présence ne sont concernées ni par une accession, ni par une relégation.

7°) Les matches de rattrapage se joueront, soit les samedis ou dimanches libres de championnat, soit les mercredis (accord écrit obligatoire des deux clubs dans ce cas) ou pendant les vacances scolaires (sauf Noël et Jour de l'An). La Commission des Championnats "Jeunes" pourra imposer une date limite pour jouer. Si le match ne s'est pas déroulé à la date butoir fixée par la Commission des Jeunes, le dossier sera transmis à la Commission des Statuts et Règlements, avec risque de perte de match pour les deux équipes.

8°) Aucun tournoi ne sera autorisé aux dates prévues pour disputer les rencontres de championnat.

9°) Si pour des raisons diverses la dernière journée de championnat devait être remise, la Commission ne reportera que les matches ayant une importance d'accession ou de relégation.

10°) Dans chaque division le vainqueur d'une poule unique se voit décerner le titre de champion du Var. Lorsqu'il y a plusieurs poules, le club Champion sera désigné au quotient, selon les dispositions de l'art. 2 ci-dessus.

# COMMISSION DES COUPES DU VAR

**PRESIDENT** : M. Lucien GERARD

**DELEGUE DU C.D.** : M. Jean Paul RUIZ

**Membres** : Mme DARDON Cathy - MM. Jean Michel DREYFUS – William PONT - Christian RINAUDO - José VIVERO

## **ATTRIBUTIONS :**

La Commission est chargée :

- du tirage au sort des matches
- de l'expédition des feuilles de matches, feuilles de recettes, tickets d'entrée, invitations,
- de la réception et vérification des feuilles de matches transmises par les clubs,
- de l'application et de la notification des amendes pour inobservation des prescriptions stipulées aux Règlements Sportifs,
- de l'homologation des rencontres.

## **PALMARES**

### **COUPE DU CONSEIL GENERAL - SENIORS**

|                                |                                |
|--------------------------------|--------------------------------|
| S.C. DRAGUIGNAN 57/58          | ST RAPHAEL 83/84               |
| A.S. BRIGNOLES 58/59           | SC. TOULON 84/85               |
| A.S. BRIGNOLES 59/60           | HYERES F.C. 85/86              |
| S.C. DRAGUIGNAN 60/61          | ST. RAPHAEL 86/87              |
| S.C. DRAGUIGNAN 61/62          | ST. RAPHAEL 87/88              |
| U.S. ST TROPEZ 62/63           | SC. DRAGUIGNAN 88/89           |
| A.S. BRIGNOLES 63/64           | A.S. ST. CYR 89/90             |
| U.S. BANDOL 64/65              | S. LE MUY 90/91                |
| U.S. BANDOL 65/66              | TOULON et VAR 91/92            |
| HYERES F.C. 66/67              | non attribuée 92/93            |
| U.S. ST. TROPEZ 67/68          | LA VALETTE 93/94               |
| U.S. STTROPEZ 68/69            | HYERES F.C. 94/95              |
| A.S. BRIGNOLES 69/70           | ST. TROPEZ/LA B. 95/96         |
| C.S. CAVALAIRE 70/71           | SC. LE LAS 96/97               |
| C.S. CAVALAIRE 71/72           | STE MAXIME 97/98               |
| U.S. ST. TROPEZ 72/73          | ES. ST. ZACHARIE 98/99         |
| E.S. FREJUS 73/74              | SC. LE LAS 99/2000             |
| E.S. FREJUS 74/75              | AS. BRIGNOLES 2000/2001        |
| HYERE F.C. 75/76               | U.A. VALETTOISE 2001/2002      |
| C.S. CAVALAIRE 76/77           | LORGUES 2002/2003              |
| E.S. FREJUS 77/78              | F.C. ST. TROPEZ 2003 / 2004    |
| ST. RAPHAEL 78/79              | E.S. LORGUES 2004/2005         |
| SC. TOULON 79/80               | F.C. SEYNOIS 2005 / 2006       |
| HYERES F.C. 80/81              | S.C. LE LAS 2006 / 2007        |
| E.S. FREJUS 81/82              | SC. LA LAS 2008/2009           |
| U.S. SANARY 2009/2010          | FREJUS ST. RAPHAEL 2010/2011   |
| CARQUEIRANNE LA CRAU 2011/2012 | CARQUEIRANNE-LA CRAU 2012/2013 |
| A.S. MAXIMOISE 2013/2014       | OL ST MAXIMINOIS 2014/2015     |
| CARQUEIRANNE LA CRAU 2015/2016 | LA LONDE 2016/2017             |
| ST TROPEZ FC 2017/2018         | SC TOULON 2018/2019            |

# REGLEMENT DE LA COUPE DU VAR

## SENIORS

### ARTICLE 1 :

Il est créé par le District du Var une épreuve de football nommée Coupe du Var. **Cette épreuve est ouverte à toutes les équipes Séniors 1 disputant les championnats de District et aux équipes Seniors 2 ou Seniors 3 pour les clubs dont les équipes 1 ou 2 disputent des compétitions Ligue.**

### ARTICLE 2 :

La coupe sera attribuée définitivement à l'équipe qui aura remporté la finale. Une dotation en matériel sera offerte aux vainqueurs et finalistes

### ARTICLE 3 :

Son organisation en incombe à une Commission nommée par le Comité de Direction.

Les clubs participant aux divers championnats seniors "football libre" du District du Var ou de la Ligue sont tenus d'engager leur équipe première.

### ARTICLE 4 :

Cette épreuve se dispute sous les règlements du District du Var, notamment en ce qui concerne le nombre de mutés et la qualification des joueurs avant le 31 Janvier.

Les équipes évoluent en Coupe du Var dans la même configuration qu'en championnat en ce qui concerne le nombre de mutés

- Tous les joueurs licenciés (qualifiés pour les championnats amateurs), peuvent y participer **en dehors des joueurs ayant pris part à la Coupe de la Ligue avec l'équipe Seniors 1 ou Seniors 2 de leur club.**

- Un joueur ayant joué un match de Coupe pour un club, ne pourra pas dans la même saison, jouer pour un autre club, même après mutation.

- Les joueurs remplacés en cours de partie figurant sur la feuille de match pourront à nouveau prendre part à la rencontre au titre de remplaçant comme cela se passe en championnat du Var. Toutefois, il est bien précisé que, à défaut de mention expresse portée sur la feuille de match par l'arbitre, tous les joueurs inscrits sur la feuille de match seront considérés comme ayant effectivement participé à la rencontre. Dans le dernier quart d'heure, (puis éventuellement au cours de la prolongation), tout remplacement (trois au maximum) devient définitif et noté par l'arbitre. Tout joueur sorti et remplacé ne peut donc plus entrer en jeu.

Les décisions prises par la Commission des Coupes du Var sont passibles d'appel en 2ème et dernière instance à la Commission d'Appel Réglementaire du District.

### ARTICLE 5:

La Coupe du Var se joue par match éliminatoire après tirage au sort effectué par la Commission en présence des clubs participants qui le souhaitent.

### ARTICLE 6 :

Les rencontres se joueront sur le terrain du club sorti premier au tirage au sort, sauf dans le cas où il existe deux catégories d'écart ou plus entre les deux adversaires. Dans cette éventualité le match se déroulera sur le terrain du club de catégorie inférieure.

D'autre part si le premier club sorti a reçu au tour précédent et que son adversaire s'est déplacé la rencontre sera inversée.

Le tirage se fait au tirage au sort intégral.

En cas de difficulté à respecter le calendrier des rencontres prévu par la Commission, si l'une ou l'autre des équipes est concernée par une rencontre de championnat en retard, de ligue ou de coupe de France, celle-ci donnera une date butoir à respecter avec obligation de jouer en semaine à une date fixée en accord avec les clubs concernés. *En dernier ressort c'est la Commission qui fixera la rencontre.* Si le terrain prévu par le tirage au sort ne peut pas accueillir une rencontre en nocturne celle-ci sera inversée.

Si l'autre club est dans la même situation *c'est la Commission qui désignera un terrain conforme.*

La Finale se déroulera sur un terrain désigné par le Comité de Direction sur proposition de la Commission. Le club retenu pour organiser la finale avec le District devra respecter le cahier des charges prévu par le Comité de Direction

### ARTICLE 7 :

La durée des matches est de 90 minutes. En cas de résultat nul à la fin du temps réglementaire, une prolongation de 30 minutes sera jouée, divisée en deux périodes de 15 minutes. A l'issue de la prolongation, si le score demeure nul, les équipes seront départagées par l'épreuve des coups de pied au but, tel que défini par les Règlements Généraux.

### ARTICLE 8 : RESERVE

### ARTICLE 9 : BALLON ET FEUILLE DE MATCH

1 - Les ballons seront fournis par l'équipe visitée (quatre) sous peine d'une amende de 8 Euros.

2 - Sur terrain neutre, les équipes en présence devront fournir chacune deux ballons neufs et réglementaires, sous peine d'une amende de 8 €. Le club organisateur devra pareillement présenter deux ballons neufs et réglementaires, sous peine de la même

amende. L'arbitre désignera celui avec lequel on devra commencer le jeu.  
3 - Les clubs participant à la finale fourniront quatre ballons chacun.

#### **ARTICLE 10: PARTICIPATION**

La Participation est obligatoire pour tous les clubs « Seniors ».  
Les matches devront se jouer sur le terrain d'honneur du club à 14 h 30 (heure d'hiver), 15 h (heure d'été).  
Toutefois, l'heure du coup d'envoi pourra être modifiée après entente entre les clubs en présence, et accord du District du Var.

#### **ARTICLE 11 :**

Les équipes qui se déplacent n'ont droit à aucune indemnité de déplacement.

#### **ARTICLE 12 : FRAIS D'ARBITRAGE**

Les frais des officiels seront partagés par les deux clubs à égalité. Aucun frais de déplacement n'est prévu.  
Les frais d'arbitrage et de délégués pour la finale sont pris en charge par le District.  
La Commission des Coupes du Var est chargée de l'organisation de cette journée.

#### **ARTICLE 13 : RESERVES - RECLAMATION - EVOCATION**

- Les réserves confirmées ou la réclamation ou l'évocation, formulées en conformité avec les règlements sportifs du DISTRICT DU VAR, devront être transmises dans les 48 Heures ouvrables suivant le match selon les dispositions de l'article 79.  
Dans les trois cas le dossier sera du ressort de la Commission des Statuts et Règlements. Ses décisions sont susceptibles d'appel en 2<sup>ème</sup> et dernière instance devant la Commission d'Appel Réglementaire du District.  
- Un club déclarant FORFAIT doit en aviser par mail officiel son adversaire et le DISTRICT DU VAR, SIX JOURS au moins avant la date du match.  
- les rencontres sont homologuées automatiquement dès le tirage au sort du tour suivant ou, à défaut, le jour où elles doivent se dérouler, si aucune instance les concernant n'est en cours et si aucune demande visant à ouvrir une procédure n'a été envoyée avant cette date.

#### **ARTICLE 14 :**

Les cas non prévus dans le présent règlement seront tranchés par le Comité de Direction du District du Var.

## **REGLEMENT DES COUPES DU VAR JEUNES**

#### **ARTICLE 1 :**

Il a été créé par le District du Var, une épreuve dénommée "Coupes du Var Jeunes". Ces Coupes intéressent les catégories de Jeunes : "U18", "U17", "U16" U15"et "U14".

#### **ARTICLE 2 :**

La coupe sera attribuée définitivement à l'équipe qui aura remporté la finale. Une dotation en matériel sera offerte aux vainqueurs et finalistes.

#### **ARTICLE 3 :**

Cette épreuve se dispute sous les règlements du District du Var. Tous les joueurs licenciés peuvent y participer. Un joueur ayant joué un match de la Coupe du Var pour un club, ne pourra dans la même saison, jouer pour un autre club, même après mutation.

#### **ARTICLE 4 :**

La Coupe du Var se dispute par matches éliminatoires.

#### **ARTICLE 5 : CALENDRIER**

Les rencontres se joueront sur le terrain du club sorti premier au tirage au sort, sauf dans le cas où il existe deux catégories d'écart ou plus entre les deux adversaires. Dans cette éventualité le match se déroulera sur le terrain du club de catégorie inférieure.  
D'autre part si le premier club sorti a reçu au tour précédent et que son adversaire s'est déplacé la rencontre sera inversée.  
Le tour de cadrage et les 1/16èmes de finale seront fixés par secteurs géographiques et concerneront uniquement les divisions les plus basses du District pour obtenir 16 équipes disputant les 1/8èmes de finale.

Tous les autres tours se feront au tirage intégral.

La Finale se déroulera sur un terrain désigné par le Comité de Direction sur proposition de la Commission, Le club retenu pour organiser la finale avec le District devra respecter le cahier des charges prévu par le Comité de Direction.

En cas de difficulté à respecter le calendrier des rencontres prévu par la Commission, si l'une ou l'autre des équipes est concernée par une rencontre de championnat en retard, de ligue ou de coupe Gambardella, celle-ci donnera une date butoir à respecter

avec obligation de jouer en semaine à une date fixée par les clubs en principe ou en dernier ressort par la Commission. Si le terrain prévu par le tirage au sort ne peut pas accueillir une rencontre en nocturne celle-ci sera inversée. Si l'autre club est dans la même situation c'est la Commission qui trouvera un terrain conforme.

Les clubs participant à la finale fourniront quatre ballons chacun.

#### **ARTICLE 6 : DUREE DE LA PARTIE**

En cas de match nul, à l'issue du temps réglementaire, il n'y a pas de prolongation. On procédera à l'épreuve des coups de pied au but à l'issue de la partie, tel que le prévoit le règlement spécifique de la F.F.F.

#### **ARTICLE 7 :**

La participation à la Coupe du Var est obligatoire, sur engagement gratuit en début de saison. Tous les clubs participant en championnats de Ligue ou du District du Var sont tenus d'engager leur équipe 1.

Les clubs dont l'équipe 1 participe à un championnat national "libre " engagent également leur équipe 1 mais si lors d'une journée fixée par la Commission celle-ci est indisponible pour quelque raison que ce soit (Championnat ou coupe Gambardella) ils devront faire jouer leur équipe 2 sans possibilité de report.

En outre si le jour la rencontre de Coupe du Var une équipe supérieure joue le même jour ou la veille ou le lendemain en championnat, c'est l'équipe 2 qui sera prise en compte pour l'application des dispositions de l'article 37 des R.S. du District.

#### **ARTICLE 8 :**

Les équipes qui se déplacent n'ont droit à aucune indemnité de déplacement. Les frais des officiels seront partagés par les deux clubs à égalité.

Pour les finales les frais d'arbitrage et de délégués seront pris en charge par le District.

#### **ARTICLE 9 :**

Pour tout ce qui concerne les qualifications, forfaits, réclamations et en général tous les cas non prévus par les articles ci-dessus, la Coupe du Var sera régie par les règlements sportifs du District et les règlements généraux de la F.F.F.

Les équipes évoluent en Coupe du Var dans la même configuration qu'en championnat en ce qui concerne le nombre de mutés. Les décisions prises par la Commission de la Coupe du Var sont passibles d'appel en 2ème et dernière instance devant la Commission d'Appel Réglementaire du District.

#### **ARTICLE 10 : RESERVE**

#### **ARTICLE 11 :**

Toute équipe abandonnant la partie sera déclarée forfait sur le terrain. En cas d'abandon du terrain par l'une des équipes finalistes, la dotation en matériel sera conservée par le District.

#### **ARTICLE 12: RESERVE**

#### **ARTICLE 13 :**

Les joueurs remplacés en cours de partie par un joueur figurant sur la feuille de match, pourront à nouveau prendre part à la rencontre au titre de remplaçant. Il est précisé que, à défaut de mention expresse portée sur la feuille de match par l'arbitre, tous les joueurs inscrits sur la feuille de match sont considérés comme ayant participé à la rencontre.

#### **ARTICLE 14 - RESERVES - RECLAMATION - EVOCATION**

-Les réserves confirmées ou la réclamation ou l'évocation, formulées en conformité avec les règlements sportifs du DISTRICT DU VAR, devront être transmises dans les 48 Heures ouvrables suivant le match selon les dispositions de l'article 79.

Dans les trois cas le dossier sera du ressort de la Commission des Statuts et Règlements. Ses décisions sont susceptibles d'appel en 2ème et dernière instance devant la Commission d'Appel Réglementaire du District.

-Un club déclarant FORFAIT doit en aviser par mail officiel son adversaire et le DISTRICT DU VAR SIX JOURS au moins avant la date du match.

Les feuilles de matches seront transmises au District conformément à l'art. 55 des R.S. du District.

- les rencontres sont homologuées automatiquement dès le tirage au sort du tour suivant ou, à défaut, le jour où elles doivent se dérouler, si aucune instance les concernant n'est en cours et si aucune demande visant à ouvrir une procédure n'a été envoyée avant cette date.

#### **ARTICLE 15 :**

Les cas non prévus dans le présent règlement seront tranchés par le Comité de Direction du District du Var.

## COMMISSION FUTSAL ET BEACH SOCCER

**PRESIDENT** : M. Patrick FAUTRAD

**MEMBRES** : MM. Christophe ESCUDERO - Grégory HANNOT – Christophe JOLY – Franck LE CAER - Jean Charles PRUVOST

### **ATTRIBUTIONS :**

Elle est chargée de l'organisation et l'administration des compétitions de Futsal et de Beach Soccer mises en place par le District du Var. (Championnats Futsal, Coupe du Var Futsal et compétitions de Beach Soccer)

Ses décisions sont passibles d'appel en deuxième et dernière instance auprès de la Commission d'Appel réglementaire du District dans les conditions prévues à l'article 79 des RS du District.

### **REGLEMENT "FUTSAL"**

Le Championnat et la Coupe du Var de Futsal sont soumis aux règlements de la FFF. Les Statuts et Règlements du District seront appliqués dans leur intégralité.

#### **I - CHAMPIONNAT DU VAR FUTSAL**

##### **Article 1 – Engagement des équipes et qualification des joueurs**

Le club doit être affilié à la Fédération Française de Football (F.F.F.).

Les engagements des équipes sont réalisés à l'aide de l'application "Foot Clubs".

Chaque club n'aura le droit d'engager que deux équipes au maximum, sauf dérogation accordée par la commission: soit dans deux niveaux différents, soit dans le niveau le plus bas mais dans des poules différentes. Les joueurs doivent être titulaires d'une licence « Joueur Futsal » délivrée par la ligue, pour la saison en cours, dans les conditions prévues aux articles 6 et 7 du statut du football diversifié de la FFF.

Les joueurs licenciés " Futsal ", " Libre " ou " loisir " peuvent participer à une compétition sous l'un des statuts, après avoir participé la veille à une rencontre sous un autre statut, tel que prévu à l'article 151.1.a des R.G.

Conformément à l'article 167-2 des RG de la FFF, ne peut participer à un match de compétition officielle d'une équipe inférieure, le joueur qui est entré en jeu lors de la dernière rencontre officielle, au sens de l'article 118 des RG, disputée par une équipe supérieure de son club lorsque celle-ci ne joue pas un match officiel le même jour ou le lendemain.

Un joueur ayant joué un match de championnat Futsal pour un club ne pourra pas, dans la même saison, jouer pour un autre club, même après un changement de club.

Toutefois le Comité Directeur de la Ligue, lors de sa réunion du 13/04/2015, a décidé qu'en vertu de l'article 4.2 du statut du Football Diversifié, les équipes de Football Entreprise et de Futsal de division supérieure de District seront considérées comme relevant du niveau **A** au sens de l'article 4.1.

Qu'à ce titre, et en vertu des dispositions de l'article 90 des règlements généraux de la F.F.F., et dans un souci d'équité des compétitions sportives, les frais de changements de club seront réclamés pour les mutations intervenant pour ces équipes.

**La participation des joueurs possédant le statut « muté / mutation » est limitée à quatre (dont deux avec le statut « mutation hors période ») pour les compétitions de niveau A (1<sup>ère</sup> Division District et au-dessus). Elle est sans limitation du nombre pour les compétitions de niveau B (2<sup>ème</sup> Division de District)**

**La participation des joueurs licenciés « double licence » est limitée à 4 joueurs pour les compétitions de niveau A (1<sup>ère</sup> division de District et au-dessus). Elle sans limitation pour les compétitions de niveau B (2<sup>ème</sup> division de District).**

##### **Article 2 – Système des épreuves**

Les rencontres prévues dans chaque division se dérouleront selon la formule « aller-retour » avec addition de points et classement prévus à l'article 65 des RS du District, à savoir :

- 4 point pour un match gagné
- 2 points pour un match nul
- 1 point pour un match perdu sur le terrain (y compris par pénalité, sauf cas de fraude)
- 0 point pour match perdu par forfait, pour faits disciplinaires ou par abandon de terrain ou fraude

##### **Article 3 – Déroulement des épreuves**

La durée des rencontres est de:

2 fois 25 minutes sans décompte des arrêts de jeu à l'exception des temps morts.

Le contrôle du temps de jeu est du ressort exclusif de l'Arbitre.

Rappel : à la 6<sup>ème</sup> faute cumulée, penalty à 10 mètres.

Les fautes sont cumulées par période.

Un temps mort d'une minute par période et par équipe est autorisé.

En cas d'ingérence du chronométreur ou de l'assesseur, l'Arbitre le relèvera de ses fonctions et prendra les dispositions requises pour le faire remplacer. En outre il fera un rapport à l'instance qui gère la compétition.

#### **Article 4 – Composition**

Le début du championnat est prévu en septembre ou au début du mois d'octobre de chaque saison. Il est organisé en deux divisions de 10 équipes, en fonction des clubs engagés (une première division D1 / une deuxième Division D2).

#### **Article 4 bis – Couleurs des équipes**

Les joueurs des équipes en présence doivent porter sur le dos de leur maillot un numéro très apparent correspondant à l'ordre de présentation des équipes figurant sur la feuille de match. Le capitaine de chaque équipe doit porter un brassard apparent d'une largeur n'excédant pas 4cm et d'une couleur opposée au maillot. Si les couleurs indiquées dans leur demande d'engagement prêtent à confusion, le club visiteur devra utiliser une autre couleur. Le club visiteur doit veiller à la couleur du club chez lequel il se rend (possibilité de voir sur Footclub et sur le site internet du District). Pour parer à toute éventualité – et notamment à la demande de l'arbitre – les clubs recevant doivent avoir à leur disposition avant chaque match, un jeu de maillots numérotés de 1 à 12, sans publicité, d'une couleur franchement opposée à la leur, qu'ils prêteront aux joueurs de l'équipe visiteuse. Si ce même cas se produit sur terrain neutre, le club le plus récemment affilié devra changer ses couleurs. Les gardiens de but doivent être aisément distingués des autres joueurs. Les clubs ne peuvent pas modifier la disposition des couleurs de leur équipement en cours de saison.

#### **Article 5 – Horaire et déroulement des rencontres**

Les convocations sont obligatoires.

Un planning annuel des rencontres à domicile, effectué sur l'imprimé téléchargeable sur le site du District sera établi par chaque club et sera transmis à la commission Futsal dans les 5 jours suivants la publication du calendrier officiel des matches.

Ce planning tient lieu de convocation pour toute la saison en cours.

Les compétitions de Futsal se dérouleront du lundi au samedi.

Toute modification de date, d'horaire, de lieu d'une rencontre doit être formulée par le club qui reçoit et transmise à la Commission cinq jours au moins avant la rencontre sur l'imprimé officiel de modification d'horaire.

Dans le cas où par suite d'une panne de lumière, l'heure du coup d'envoi serait retardée de plus de 30 minutes, le match sera remis.

En outre, si la panne oblige à interrompre la rencontre plus de 30 minutes, l'arbitre arrêtera définitivement la rencontre et la Commission gérant la compétition statuera.

#### **Article 6 – Classement dans les épreuves**

Le classement des équipes sera effectué de la façon suivante :

1°) D'après le nombre de points obtenus pour l'ensemble des matchs du groupe. Après déduction des points pénalisant les clubs en fonction du nombre de sanctions disciplinaires infligées à leurs joueurs, éducateurs, dirigeants conformément au barème applicable à cet effet ou après application éventuelle de la bonification prévues au paragraphe discipline dudit barème.

2°) En cas d'égalité entre deux ou plusieurs adversaires le classement sera déterminé par le nombre de points obtenus entre eux.

3°) En cas de nouvelle égalité de points dans le classement des matches joués entre les clubs ex-æquo, ils seront départagés par la différence de buts marqués et des buts encaissés par chacun d'eux au cours des matches qui les auront opposés, étant admis qu'un match perdu par forfait ou pénalité pour ces mêmes matches classera l'équipe en cause immédiatement après l'autre ou les autres équipes à égalité avec elle.

4°) En cas de nouvelle égalité il sera tenu compte du goal average général (buts marqués moins buts encaissés).

5°) En cas de nouvelle égalité sera retenu le club ayant marqué le plus de buts.

6°) En cas de nouvelle égalité sera retenu le club ayant encaissé le moins de buts.

7°) On retiendra ensuite le club ayant marqué le plus de buts à l'extérieur puis celui qui aura encaissé le moins de buts à l'extérieur.

8°) En dernier ressort le club le plus anciennement affilié.

## **Article 7 – Accession – Descente**

Les règles d'accession et de descente seront identiques à celles appliquées en championnat du Var séniors " foot libre ".

Une équipe rétrogradant du Championnat de division supérieure ne peut être remplacée par une équipe du même club en raison du classement de cette dernière dans le Championnat inférieur.

### **Accession :**

Le club classé 1<sup>er</sup> de première division est déclaré champion du Var et participe aux Play off, organisés par la Ligue, en vue d'accéder en Championnat Régional.

L'équipe accédant en Championnat Régional Futsal devra impérativement engager une équipe en Championnat de District l'année de son accession et y participer intégralement en application des dispositions de l'article 3 bis du règlement de Futsal de la Ligue.

### **Descente :**

Les deux dernières équipes de la première division seront automatiquement rétrogradées en deuxième division (sous réserve de la création d'une 2<sup>ème</sup> division). Le nombre de descentes de première division en deuxième division pourra varier en fonction des descentes de ligue.

## **Article 8 – Forfait**

Un match perdu par forfait sera homologué sur le score de 3 à 0.

Rappel : L'absence d'une équipe est constatée par l'Arbitre, 15 minutes après l'heure fixée pour le début de la rencontre.

## **Article 9 – Discipline - Pénalité – Sanction**

Il sera fait application des Règlements Généraux de la FFF et des Règlements Sportifs du District.

Rappel des articles 13 et 14 du Règlement Football Diversifié, concernant la façon de purger les sanctions.

### *Article 13 – Purge des sanctions*

Les modalités de purge des sanctions, telles que définies à l'article 226 des Règlements Généraux de la F.F.F. s'appliquent au Football Diversifié. Par conséquent, dans le cas d'un joueur titulaire d'une double licence, les suspensions fermes doivent être purgées, selon les mêmes modalités, dans les différentes équipes des deux clubs concernés, que ce soit en Football Libre ou en Football Diversifié.

Tout licencié suspendu ne peut disputer aucun match officiel, dans les conditions de l'article 150 des présents règlements. Ce principe s'applique tant au licencié qui pratique dans plusieurs disciplines, notamment dans le football diversifié, qu'au licencié disposant de plusieurs licences (dirigeant, cas de double licence tel que prévu à l'article 64 des présents règlements...).

Le licencié suspendu ne peut être aligné tant qu'il n'a pas purgé sa suspension au sens de l'article 226 des présents règlements. Cependant, pour les joueurs évoluant en Football Libre et en Futsal, en Football d'Entreprise ou en Football Loisir, les sanctions inférieures ou égales à deux matchs de suspension ferme sont exclusivement purgées dans la pratique où elles ont été prononcées (Football Libre, Futsal, Football d'Entreprise, Football Loisir).

(A titre d'exemples :

- un joueur sanctionné de 3 matchs fermes de suspension en Libre devra, s'il veut jouer dans une équipe de Futsal, purger sa suspension au regard du calendrier de cette dernière.

- alors qu'un joueur sanctionné de 2 matchs fermes de suspension en Football Libre pourra jouer dans une équipe Futsal sans avoir à purger sa suspension avec ladite équipe Futsal).

La récidive d'avertissements est comptabilisée de manière indépendante si un licencié pratique dans plusieurs disciplines.

La révocation d'un sursis se fait en raison de faits dont la nature se rapproche de ceux ayant justifié le prononcé des sanctions initiales même si les faits sont constatés dans deux disciplines différentes.

### *Article 14 – Commissions compétentes*

1 / Pour toute compétition de Football Diversifié sous forme de championnat, la Commission de Discipline de l'instance concernée est compétente.

2 / Toutefois, lors d'un tournoi Futsal, la Commission d'Organisation est compétente pour connaître, à l'exclusion de toute autre, des incidents disciplinaires directement liés à des faits de jeu. En ce qui concerne les autres faits disciplinaires, la Commission d'Organisation transmet les dossiers à la Commission de Discipline compétente pour suite à donner.

Toutefois en cas d'incident grave, la Commission d'Organisation est habilitée à prendre toutes mesures consécutives utiles dans le cadre du tournoi.

## DISCIPLINE

### APPLICATION DU REGLEMENT DISCIPLINAIRE ET DU BAREME DES SANCTIONS POUR JOUEURS, ENTRAINEURS ET EDUCATEURS. Dispositions particulières applicables au terme du Championnat concernant le barème Disciplinaire.

#### Total des suspensions = Points retirés

- Inférieur ou égal à 5 matches = 0
  - Compris entre 6 et 10 matches = 1
  - Compris entre 11 et 15 matches = 2
  - Compris entre 16 et 20 matches = 3
  - Compris entre 21 et 25 matches = 4
  - Compris entre 26 et 30 matches = 5
- etc....
- 1 mois de suspension = 3 matches
  - 2 mois de suspension = 6 matches
- etc....
- au-delà de 8 mois et jusqu'à 1 an de suspension = 26 matches
  - Ensuite pour chaque année supplémentaire = 26 matches

#### Classement par bonification de points.

Les équipes dont le total des suspensions sera inférieur ou égal à CINQ MATCHES, bénéficieront d'une bonification d'un point, qui sera ajouté à ceux obtenus au terme des compétitions, en considération de leur bon comportement sportif.

En outre, les équipes qui n'auront eu aucun joueur directement expulsé de la saison, ni aucun dirigeant et éducateur sanctionné, se verra attribuer une bonification de 2 (deux) points (les exclusions consécutives à deux avertissements dans le même match sont également prises en compte).

Le cumul de ces deux bonifications est possible.

Toutefois ne pourront bénéficier de cette bonification de point(s), les équipes qui auront été sanctionnées d'un retrait de point(s), qui auront été impliquées dans l'arrêt d'une rencontre dû à des faits disciplinaires ou qui auront fait l'objet de sanction dans le cadre de la C. Espace réparation.

#### Article 10 – Feuilles de match

Un match ne peut débuter, ni se poursuivre, si un minimum de 3 joueurs n'y participent pas (Art. 159 des R.G.).

Il ne peut être inscrit que 12 joueurs maximum (5 joueurs et 7 remplaçants) et 3 dirigeants régulièrement licenciés au sens de l'art. 82 des R.G.

***Se référer à l'article 55 B – La feuille de Match Informatisée.***

#### Article 11 – Réserve, réclamation, évocation

Tous les dossiers réglementaires de première instance, notamment les réserves, les réclamations et les évocations, seront examinés par la Commission des Statuts et Règlements.

#### Article 12 – Arbitrage

Les dispositions du Statut de l'Arbitrage de la F.F.F et le Règlement Intérieur de la CDA du District s'appliquent dans leur intégralité au Championnat Départemental de Futsal.

Le ou les arbitres seront désignés par la CDA.

Les frais seront à la charge, à part égale, de chacun des deux clubs en présence.

Le club recevant règle l'arbitre officiel du match. Le club visiteur rembourse la moitié des frais au club recevant.

En cas de forfait d'une équipe sur le terrain, les frais d'arbitrage seront payés par le District et mis au débit du compte du club forfait.

#### ARTICLE 12-1 : ARBITRES

1 - Désignations :

a) Gymnase non équipé d'un tableau de chronométrage : Chaque rencontre est dirigée par deux arbitres désignés par la C. des Arbitres du District chargés de l'application des lois du jeu (Futsal FIFA).

2 - Absences : En cas d'absence de l'un ou des arbitres officiellement désignés, la partie sera dirigée par l'arbitre présent et/ou par l'un ou les arbitres assesseurs ou à défaut par l'un ou les dirigeants assesseurs après accord.

Le ou les arbitres bénévoles désignés seront considérés comme arbitres officiels de la rencontre.

3 - Incapacités en cours de rencontre : Au cas où pour une cause quelconque, un arbitre ne pourrait opérer pendant toute la durée de la partie, il sera procédé à son remplacement dans les mêmes conditions qu'en cas d'absence avant le coup d'envoi.

4 - vérification des licences - ***Se référer à l'article 55 B – La feuille de Match Informatisée***

5 - Rapport d'arbitrage : Lors de chaque rencontre, l'arbitre doit établir un rapport circonstancié et le transmettre au District dans les 24 heures ouvrables suivant la rencontre.

### **Article 13 – Cas non prévus**

Les cas non prévus dans le présent règlement seront traités par le Comité Directeur du District du Var qui statuera en se référant aux règlements généraux de la FFF, au statut du football diversifié aux règlements sportifs du district ainsi qu'à tous les règlements de la ligue de la Méditerranée de football applicable en l'espèce.

## **II - COUPE DU VAR FUTSAL**

**Article 1** – Il est créé par le District du Var une épreuve dénommée : Coupe du Var Futsal. Son organisation en incombe à la commission Futsal. Cette compétition est ouverte aux équipes Ligue et District uniquement. Une équipe évoluant en championnat National engagera donc son équipe 2 évoluant en Ligue ou en District.

**Article 2** – Cette épreuve se dispute selon les règlements appliqués au Championnat du Var Futsal.

**Article 3** – Tous les joueurs licenciés (qualifiés pour le Championnat Futsal Ligue et District peuvent y participer).

Un joueur ayant joué un match de coupe du Var Futsal pour un club ne pourra pas, dans la même saison, jouer pour un autre club, même après un changement de club.

**Article 4** – La coupe du Var se dispute par match éliminatoire.

**Article 5** – Le calendrier et l'ordre des rencontres seront établis par la commission Futsal. Les adversaires de chaque tour seront tirés au sort en présence des délégués des clubs intéressés.

**Article 6** – Les frais d'arbitrage seront pris en charge par les deux clubs à parts égales.

**Article 7** – Les cas non prévus par le présent règlement seront tranchés par le Comité Directeur du District du Var.

## **III - FUTSAL JEUNES**

### **Championnat U16 Futsal :**

Ouvert aux joueurs U14, U15 et U16

Le club doit être affilié à la Fédération Française de Football (F.F.F.).

Les engagements des équipes sont réalisés à l'aide de l'application "Foot Clubs".

Les rencontres se dérouleront selon la formule « aller-retour » avec addition de points et classement prévus à l'article 65 des RS du District, à savoir :

- 4 point pour un match gagné
- 2 points pour un match nul
- 1 point pour un match perdu sur le terrain (y compris par pénalité, sauf cas de fraude)
- 0 point pour match perdu par forfait, pour faits disciplinaires ou par abandon de terrain ou fraude

Temps de jeu : 2 fois 20 minutes sans décompte des arrêts de jeu à l'exception des temps morts.

Le contrôle du temps de jeu est du ressort exclusif de l'Arbitre.

Rappel : à partir de la 6ème faute cumulée, penalty à 10 mètres.

Les fautes sont cumulées par période.

Un temps mort d'une minute par période et par équipe est autorisé.

Les matchs auront lieu du Lundi au Samedi.

Le championnat sera régi selon les lois du jeu Futsal FIFA en vigueur.

### **Plateaux Futsal Animation :**

Le District du Var et la commission Futsal organise des rencontres pour les catégories du Futsal Animation sous forme de plateaux :

- Catégorie U6/U7
- Catégorie U8/U9
- Catégorie U10/U11
- Catégorie U12/U13

Le calendrier est établi par la commission et transmis aux clubs.

Les engagements se font par mail au secrétariat du District.

Les licences sont obligatoires.

Les plateaux auront lieu le Dimanche.

Les procès-verbaux de la commission feront office de convocation.

Temps de jeu : 40 minutes maximum (Exemple : 3 matchs de 13 minutes ou 4 de 10 minutes) pour toutes les catégories.

Ballon :

Taille 3 préconisé pour les catégories U6/U7 et U8/U9

Taille 4 pour les catégories U10/U11 et U12/U13

## COMMISSION FOOTBALL LOISIRS

**PRESIDENT** : M. Julien LE DORAN

**DELEGUE DU C.D.** : M. William PONT

**MEMBRES** : MM. Francis BERNAL – Bernard JANIN

### Règlement "Football Loisir"

Le Championnat et la Coupe du Var de Football Loisir, sont soumis aux règles de la F.F.F. Les statuts et règlements seront appliqués dans leur intégralité.

#### **ARTICLE 1 :**

##### **ENGAGEMENT**

Les engagements des clubs en championnat et coupe devront être saisis à l'aide de l'application footclubs.

##### **CONDITIONS D'ENGAGEMENT**

Chaque club n'aura droit d'engager que deux équipes au maximum (sauf dérogation accordée par la Commission) dans le championnat, qui évolueront dans des poules différentes.

#### **ARTICLE 2 :**

##### **CHAMPIONNAT**

Le début du championnat est prévu au début du mois d'octobre de chaque année. Les compétitions de Football Loisir sont organisées par le District du Var.

Le championnat se compose de X Poules de 10 à 14 clubs, en fonction du nombre de clubs engagés.

La composition de ces Poules se fera par tirage au sort intégral lors de la réunion générale de début de saison.

Les deux premiers de chaque Poule se rencontrent en matches de Poule Finale, pour déterminer le champion du Var.

#### **ARTICLE 3 :**

##### **LES FICHES DE RENSEIGNEMENT DES CLUBS**

Les adresses et numéros de téléphone des correspondants devront parvenir au District au plus tard le 20 août de l'année en cours.

Si ces conditions ne sont pas remplies, la candidature risque de ne pas être retenue.

#### **ARTICLE 4 :**

##### **HORAIRE DE MATCH**

Les horaires des matches devront être respectés impérativement. Les rencontres devront se jouer à partir de 19 H 30 et au plus tard à 21heures. Seul l'arbitre présent, au cas où une équipe n'est pas complète prendra la décision de faire jouer le match ou non. L'équipe contrevenante sera alors sanctionnée suite au rapport de l'arbitre. Suivant la disponibilité des terrains, les rencontres n'ayant pu avoir lieu sans motif majeur ne seront pas prises en considération et les clubs fautifs seront pénalisés. Les arbitres officiant en football loisir sont autorisés, pour l'arbitrage à la touche à utiliser deux joueurs de chacune des équipes en présence et à procéder à deux changements d'assistant par rencontre, pour chaque équipe.

Le changement des fonctions de joueur et arbitre assistant sera noté sur la feuille de match.

En cas d'absence d'arbitre officiel on procédera à un tirage au sort pour désigner un arbitre bénévole.

La priorité est au club qui présente un arbitre auxiliaire.

#### **ARTICLE 5 :**

##### **INSTALLATIONS SPORTIVES - EQUIPEMENTS MUNICIPAUX**

En raison des ordres formels des Mairies aux gardiens des équipements Municipaux, au sujet de l'extinction des projecteurs, des lumières des terrains et des vestiaires à 22 H précises, il est rappelé à tous les clubs de bien vouloir respecter cette décision.

En outre la commission rappelle aux officiels que les rencontres de Football Loisir en période d'intempéries importantes ou prolongées et se fondant sur les principes inscrits dans le protocole conclu entre l'AMF et la FFF, du 17.12.86 et surtout les vendredis soirs si l'aire de jeu est à la limite du praticable, les arbitres prendront la décision d'interdire la rencontre et ils feront un "rapport" en conséquence.

**MOTIF** : Les samedis et dimanches, les employés chargés de l'entretien des installations sportives, sont de repos ces jours-là.

## **ARTICLE 6 :**

### **CONVOICATIONS**

Le club recevant est tenu d'expédier au District, de préférence au moyen de l'adresse e-mail officielle du club, les imprimés prévus à cet effet, indiquant la date, l'heure et le lieu du match pour affichage sur Internet et dans "FootClubs" 10 jours au moins avant la semaine où est programmé le match.

Passé ce délai le club fautif sera pénalisé d'une amende de 16 €.

Au cas où l'horaire et le lieu ne seraient pas parvenus au District que ce soit en championnat normal, en coupe du Var, match remis ou donné à rejouer, le jeudi précédant la semaine où est programmée la rencontre à 17 h, aucun horaire ne sera publié et aucun arbitre ne sera désigné. La rencontre n'aura pas lieu et son résultat sera du ressort de la Commission.

Les convocations paraissent sur le site Internet du District et dans "Footclubs" dès leur enregistrement par le Secrétariat. Si un club recevant, pour un cas de force majeure, relevant de l'appréciation de la Commission est amené à modifier l'horaire déjà paru sur Internet et dans "Footclubs", il devra en aviser le club adverse ainsi que le District, par courriel, au plus tard 4 jours avant la date où est programmée la rencontre avant 17 heures. Une amende financière de 16 € sera portée au débit du club demandeur.

Au cas où la rencontre ainsi modifiée ne s'est pas déroulée, le club recevant aura match perdu systématiquement, s'il ne peut apporter la preuve qu'il a respecté en totalité les prescriptions ci-dessus.

## **ARTICLE 7 :**

### **FEUILLE DE MATCH ET QUALIFICATION**

*Se référer à l'article 55 B – La feuille de Match Informatisée*

#### **Cas des joueurs titulaires d'une double licence**

Lors de la réunion des clubs "loisirs" de début de saison 2010/2011, il a été décidé à l'unanimité, d'apporter les restrictions suivantes dans l'application du nouvel article 64 des R.G. permettant à des joueurs "libres" de participer à des compétitions "loisirs", quel que soit leur club d'appartenance.

- Afin de respecter l'esprit "loisir" qui a toujours été de mise dans le Var, les clubs "loisirs" pourront recruter des joueurs "libres" de toute provenance, étant entendu qu'ils devront transmettre à la Commission Foot Loisirs les noms du (ou des) joueur(s) qu'ils auront fait signer au fur et à mesure de leur arrivée, avec mention du club d'appartenance.
- Dans chaque équipe un seul joueur "libre" pourra être inscrit sur la feuille de match.
- La Commission vérifiera toutes les feuilles de match pour s'assurer qu'un seul joueur "libre" déclaré y est inscrit.
- S'il y a plus d'un joueur "libre" et si ceux-ci ont tous été signalés auparavant par le club incriminé, la sanction sera uniquement le match perdu par pénalité.
- S'il y a un seul joueur "libre" inscrit sans que son nom figure sur la liste qui aura été communiquée à la Commission, quel que soit le moment où celle-ci prendra connaissance de cette tricherie, l'équipe concernée sera pénalisée d'un retrait de 2 points au classement. En cas de récidive dans la même saison, elle sera pénalisée de 5 points de retrait au classement à chaque fois.

Les sanctions disciplinaires seront portées à la connaissance des clubs par "Footclubs".

Elles apparaîtront dans le club "libre" ou le club "loisir".

Pour les joueurs évoluant en Football Libre et en Futsal, en Football d'Entreprise ou en Football Loisir, les sanctions inférieures ou égales à deux matchs de suspension ferme sont exclusivement purgées dans la pratique où elles ont été prononcées (Football Libre, Futsal, Football d'Entreprise, Football Loisir).

## **ARTICLE 8 :**

### **REPORT DE MATCH**

#### **>>> CONDITIONS :**

1. Motif valable du report.
2. Accord par courrier des deux clubs à la commission.
3. Accord de la commission FOOTBALL LOISIR.

**NOTA :** Si deux clubs reportent un match sans l'accord de la commission, ils auront tous deux "MATCH PERDU PAR PENALITE".

## **ARTICLE 9 :**

Pour participer aux épreuves FOOTBALL LOISIR, les joueurs doivent être âgés de plus de 18 ans au 1<sup>er</sup> JANVIER de l'année en cours.

## **ARTICLE 10 :**

### **MATCH ARRETE POUR CAUSE D'INCIDENT**

Tout match arrêté pour cause d'incident donné à rejouer se déroulera en présence de trois arbitres officiels et d'un délégué désignés par le DISTRICT du VAR. Les frais seront à la charge des deux clubs. Cette rencontre devra se rejouer sur terrain NEUTRE.

Le club qui reçoit est responsable des joueurs, des locaux, de la sécurité des joueurs, du public et des officiels.

## **ARTICLE 11 :**

### **LICENCES**

Les licences sont informatisées et à demander par les clubs à la Ligue Régionale. La demande de licence doit être établie à l'aide de l'application Footclubs.

## **ARTICLE 12 :**

L'exemption du cachet "Mutation" sur les licences des joueurs Foot Loisir a été supprimée.

Un cachet "Mutation" sera donc dorénavant apposé sur les licences "Football Loisir" en cas de changement de club (sauf autres cas d'exemption prévu à l'art. 117 des R.G.). Ceci n'aura néanmoins pas d'incidence sur les épreuves de Football Loisir, puisque le nombre de joueurs mutés pouvant être alignés sur la feuille de match n'y est pas limité.

## **ARTICLE 13 :**

### **COUPE DU VAR**

La Commission organise une "coupe du Var" par élimination directe. Tous les clubs engagés en championnat y participent. Un tour de cadrage est prévu pour obtenir 32 ou 16 équipes

En cas d'égalité à la fin du temps réglementaire il sera procédé directement à la séance de tirs au but.

A partir des ½ de Finales de la Coupe du Var, "3 arbitres officiels" seront désignés pour assurer les rencontres.

La Finale des Champions sera dirigée par trois arbitres officiels et un délégué.

## **ARTICLE 14 :**

### **BAREME DES POINTS POUR CLASSEMENT CHAMPIONNAT**

|  |          |
|--|----------|
| • MATCH GAGNE  | 4 Points |
| • MATCH NUL  | 2 Points |
| • MATCH PERDU  | 1 Point  |
| • MATCH PERDU PAR PENALITE                               | 1 Point  |
| • MATCH PERDU MESURE DISCIPLINAIRE OU FRAUDE SUR LICENCE | 0 Point  |
| • MATCH PERDU PAR FORFAIT OU ABANDON DE TERRAIN          | 0 Point  |

Le classement sera établi suivant les dispositions de l'article 65 des Règlements Sportifs du District.

Dans les compétitions de District FOOTBALL LOISIR, le remplacement des joueurs se fera comme suit :

Le joueur remplacé au cours de la partie par un joueur figurant sur la feuille de match pourra de nouveau prendre part à la rencontre au titre de remplaçant.

Les clubs ayant deux équipes engagées en Foot Loisir ne pourront comporter au cours des cinq dernières rencontres du Championnat et lors des matches de Poules Finales plus de 3 joueurs ayant effectivement joué au cours de la saison, tout ou partie de plus de 10 rencontres avec l'équipe d'une poule supérieure. (Réf. Art. 37 des R.S. du District).

Les clubs "Loisirs" peuvent faire participer un joueur "libre" dans le championnat et la Coupe du Var "loisir" (interdiction de participer le même jour ou deux jours consécutifs au même championnat) quel que soit son club d'appartenance dans le respect de l'article 64 des R.G.

Exemple : Vendredi / Samedi – Samedi / Dimanche et Dimanche / Lundi

## **ARTICLE 15 :**

### **DISCIPLINE**

**APPLICATION DU REGLEMENT DISCIPLINAIRE ET DU BAREME DES SANCTIONS POUR COMPORTEMENT ANTI-SPORTIF. CES SANCTIONS ET AMENDES SONT DES REFERENCES ET AUCUNE DEROGATION NE PEUT ETRE ACCORDEE.**

**Dispositions particulières applicables au terme du Championnat concernant le barème Disciplinaire.**

#### **• Total des suspensions = Points retirés**

- Inférieur ou égal à 5 matches = 0
- Compris entre 6 et 10 matches =1

- Compris entre 11 et 15 matches = 2
  - Compris entre 16 et 20 matches = 3
  - Compris entre 21 et 25 matches = 4
  - Compris entre 26 et 30 matches = 5
- etc....

- 1 mois de suspension = 3 matches
  - 2 mois de suspension = 6 matches
- etc....

- au-delà de 8 mois et jusqu'à 1 an de suspension = 26 matches
- Ensuite pour chaque année supplémentaire = 26 matches

#### **Classement par bonification de points.**

Les équipes dont le total des suspensions sera inférieur ou égal à CINQ MATCHES, bénéficieront d'une bonification d'un point, qui sera ajouté à ceux obtenus au terme des compétitions, en considération de leur bon comportement sportif.

En outre, les équipes qui n'auront eu aucun joueur directement expulsé de la saison, ni aucun dirigeant et éducateur sanctionné, se verra attribuer une bonification de 2 (deux) points (les exclusions consécutives à deux avertissements dans le même match sont également prises en compte).

Le cumul de ces deux bonifications est possible.

Toutefois ne pourront bénéficier de cette bonification de point(s), les équipes qui auront été sanctionnées d'un retrait de point(s), qui auront été impliquées dans l'arrêt d'une rencontre dû à des faits disciplinaires ou qui auront fait l'objet de sanction dans le cadre de la C. Espace réparation.

#### **ARTICLE 16 :**

##### **OBLIGATION DES JOUEURS**

Le joueur qui n'aura pas de protège tibia ne pourra pas participer à la rencontre.

#### **ARTICLE 17 :**

##### **LE CHALLENGE DU FAIR PLAY**

Le challenge du FAIR PLAY sera remis au club le moins pénalisé, pour le conserver définitivement, il faudra le gagner trois fois.

#### **REGLEMENT CHALLENGE DU FAIR PLAY FOOTBALL LOISIR**

#### **ARTICLE 1 :**

Le Challenge du Fair-play est organisé par la commission du Football Loisir, sous l'égide du District du Var.

#### **ARTICLE 2 :**

Le Challenge du Fair-play est ouvert aux clubs de Football Loisir représentant toutes les poules du championnat.

#### **ARTICLE 3 :**

Le Challenge du Fair-play se dispute uniquement sur les matches de championnat officiels, à l'exclusion des matches de Poules Finales.

Les sanctions sont prises en compte dès lors que les clubs ont joué l'ensemble des rencontres prévues au calendrier avec un minimum de 20 matches en cours de saison.

#### **ARTICLE 4 :**

Le classement du Challenge du Fair-play est réalisé à partir des sanctions officielles des clubs et joueurs communiquées par le District et des commissions des Statuts et Règlements et de Discipline.

#### **ARTICLE 5 :**

Le Challenge du Fair-play récompense le club ayant le moins de sanctions au cours de la saison.

#### **ARTICLE 6 :**

Dans le cas où plusieurs clubs ont la même moyenne, le club ayant le plus grand nombre de licenciés sera récompensé.

#### **ARTICLE 7 :**

##### **LES RECOMPENSES**

Le vainqueur du Challenge recevra la Coupe nominative du Fair-play et une coupe du District.

#### **ARTICLE 8 : RESERVE**

#### **ARTICLE 9 :**

En cas de contestation d'un point du règlement, la commission compétente prendra la décision définitive.

La Commission se réserve le droit d'exclure du dit Challenge tous les clubs ayant commis des fautes graves.

## COMMISSION DES CALENDRIERS

**PRESIDENT** : M. Laurent OZENDA

**DELEGUE DU C.D.** : M. Jean Paul RUIZ

**MEMBRES** : MM. Jean Pierre ROSITO – Jean Claude SIMION - Jacky VAN DRIESSCHE

### ATTRIBUTIONS :

La commission est chargée :

- Du contrôle des convocations des clubs.
- Des rectificatifs en cas de changements d'horaires.
- De la validité des convocations reçues par rapport, aux règlements sportifs du District et aux desiderata des clubs.

## COMMISSION DES TERRAINS ET INSTALLATIONS SPORTIVES

**PRESIDENT**: M. Gérard IVORA

**MEMBRES** : MM. André ABLARD - Gérard BORGONI - Antoine MANCINO – Jean Paul RUIZ - André VITIELLO

Ce règlement complète le règlement des Terrains et Installations Sportives de la F.F.F. et les Règlements des Championnats "Seniors" et "Jeunes" de la Ligue de la Méditerranée de Football.

### ATTRIBUTIONS

#### ARTICLE 1

- 1 - Assurer la diffusion de la réglementation,
- 2 - Veiller à l'application de cette réglementation sur les terrains des clubs classés dans des divisions de District,
- 3 - Participer à l'application de cette même réglementation sur les terrains des clubs classés dans des divisions supérieures.
- 4 - Conseiller les clubs et les municipalités qui entreprennent des travaux de construction ou d'amélioration sur leurs stades.
- 5 - Vérifier les plans établis par les architectes pour la construction des dossiers de demande de subvention.
- 6 - Encourager les clubs à faire classer leurs installations.
- 7 - Participer aux opérations de classification des terrains,
- 8 - Constituer et tenir à jour un fichier des terrains du District,
- 9 - Signaler aux mairies et aux clubs les imperfections constatées sur leurs terrains par les arbitres ou délégués,
- 10 - Contrôle des terrains en cas d'intempéries, protocole d'accord entre la F.F.F et l'association des Maires de France.

#### ARTICLE 2

Les clubs sont tenus d'informer par courrier la commission des modifications pouvant survenir dans l'état des terrains ou de leur aménagement, sous peine de sanctions. Ils doivent contacter la C.D.T.I.S. de préférence avant l'établissement des plans pour éviter toute mauvaise surprise. Les membres de la C.D.T.I. S. sont à la disposition des clubs pour leur fournir tout renseignement en cas de travaux sur leurs installations, et se feront un plaisir de les conseiller.

#### ARTICLE 3

En fonction de leurs dimensions et de leurs installations, les terrains auront une classification qui pourra permettre aux équipes de ne jouer que dans une certaine catégorie de championnat.

Une zone de sécurité devra être observée tout autour du terrain, 2 m50 de la ligne de touche à la main courante (ou grillage D1 – D2) et 6 m derrière les buts (si spectateurs) en cas d'impossibilité obstruer la partie des 5 m 50 derrière les buts.

Les terrains de football et Installations sportives minimales utilisés pour le déroulement des compétitions officielles sont ainsi classés en 7 niveaux :

- **NIVEAU 2** : Minimum L2 et Championnat N1.
- **NIVEAU 3** : Minimum Championnat N1, N2 et N3
- **NIVEAU 4** : Minimum N2, Championnat féminin D1, R1
- **NIVEAU 5** : Championnat féminin D2, Championnat National jeunes, Foot Entreprises, R2 et D1
- **NIVEAU 6** : D2 (grillage\*) - D3 - U15 D1, U16 D1, U17 D1, U18 D1, Critérium U18/U19/U20.
- **NIVEAU Foot à 11** : D4 – U14, U15, U16, U17, U18, Critérium U18/U19/U20 (autre que D1) et Football Loisir

\* (protection entre les vestiaires et le terrain en plus du grillage du stade)

### Dimensions des aires de jeu en fonction des classifications

| Aires de jeu pouvant être | Différents <i>niveaux</i> de classification | Dimensions des aires de jeu |              |
|---------------------------|---|-----------------------------|--------------|
|                           |   | minimales                   | maximales    |
| 1 - Classifiées en        | Niveau 1- 2-3                               | 105 m x 68 m                | 105 m x 68 m |
| 2 - Classifiées en        | Niveau 4                                    | 100 m x 65 m                | 105 m x 68 m |
| 3 - Classifiées en        | Niveau 5                                    | 100 m x 60 m                | 105 m x 68 m |
| 4 - Classifiées en        | Niveau 6                                    | 95 m x 55 m                 | 105 m x 68 m |
| * 5 - Classifiées en      | Niveau Foot A 11                            | 90 m x 45 m                 | 120 m x 90 m |
| 6 - Classifiées en        | Niveau Foot réduit A8                       | 55 m x 40 m                 | 68 m x 55 m  |
| 7 - Classifiées en        | Niveau Foot réduit A5                       | 30 m x 20 m                 | 40 m x 35 m  |
| 8 – Classifiées en        | Niveau Foot réduit A4                       | 25 m x 15 m                 | 30 m x 20 m  |
| 9 – <i>classifiées en</i> | Niveau Foot A3                              | 25 m x 15 m                 | 25 m x 15 m  |

\* terrain n'étant pas conforme au Niveau 6

### Tableau des installations minimales (terrains) en fonction des divisions

| DIVISIONS DE DISTRICT   | <i>Niveau Foot A11</i>  | NIVEAU 6 | NIVEAU 5 |
|---|---|----------|----------|
|   | U14, U15, U16, U17, U18, Critérium U18/U19/U20 (autres que D1) – Loisirs - D4 | <b>X</b> |          |
| D3 - U14, U15, U16, U17, U18, Critérium U18/U19/U20 - D2 (grillage) |   | <b>X</b> |          |
| D1 (grillage)   |   |          | <b>X</b> |

L'aire de jeu des terrains construits sur de nouvelles installations doivent mesurer pour les niveaux 1 à 5 : 105 x 68 m et pour le niveau 6 : 100 x 60 m minimum

Dispositions particulières concernant l'éclairage (CD du 25.06.13 – PV n°46)

L'Assemblée Générale de la Fédération Française de Football du 22 juin 2013 à Brest, a adopté de nouvelles dispositions concernant les installations sportives et notamment pour l'éclairage de ces installations.

Il y est précisé : "Il est rappelé aux clubs, aux propriétaires privés et aux collectivités locales que seules les installations d'éclairage conformes au présent Règlement peuvent être utilisées en compétitions officielles.

Ainsi les installations d'éclairage des terrains de football utilisées pour l'organisation, fixée dans des Règlements qui leur sont propres, des compétitions officielles sont classées en six niveaux : E1 à E5

Nouveau : Niveau EFoot A11 (exclusivement pour les installations existantes).

Sachant que dans le District du Var, de nombreuses rencontres se déroulent le samedi (en jeunes notamment) avec utilisation totale ou partielle de l'éclairage existant non classifié par la Commission compétente, et afin de permettre que puissent se dérouler, comme auparavant, toutes les rencontres utilisant des installations électriques pas toujours conformes mais qui satisfont les utilisateurs, le Comité de Direction demande à la Commission Départementale des Terrains et Installations Sportives de considérer comme classifiées automatiquement toutes les installations qui n'auraient pas encore de classification officielle en :

- Niveau EFoot à11 en attendant que leur situation soit réglementairement régularisée au plus tard le 30 juin 2015.

#### ARTICLE 4

Tout club qui reçoit doit fournir un vestiaire décent aux clubs visiteurs et arbitres.

**Les vestiaires joueurs** : Ils doivent avoir une surface si possible de 20 m<sup>2</sup> (*recommandé 25 m<sup>2</sup>*) hors sanitaires. Ils seront meublés de bancs et/ou de sièges, 40 porte-manteaux, 1 lavabo, 1 miroir, une salle de douche (eau chaude et froide) avec 6 pommes, 1 chauffage, aération avec protection.

Les vestiaires arbitres : Ils doivent avoir une surface de 8 m<sup>2</sup> (niveau 5 et 6) hors sanitaires.

Une table, 4 chaises, 8 porte-manteaux, 1 lavabo, 1 miroir, 1 douche (eau chaude et froide), le chauffage, aération avec protections doivent compléter ces installations.

Les W.C. joueurs et arbitres doivent être séparés, des W.C. spectateurs.

Mettre sur la porte des vestiaires la désignation des locaux, ainsi qu'une affiche dégageant toutes responsabilités en cas de vol.

Les équipes ne disposant pas d'au moins 3 vestiaires ne pourront pas faire l'objet de lever de rideau (sinon laisser aux deux équipes adverses les deux vestiaires existants).

En cas de 3 vestiaires l'équipe qui reçoit doit prendre un vestiaire pour ces équipes et laisser aux visiteurs les 2 vestiaires restants.

#### ARTICLE 5

**Les buts** doivent être métalliques, de section ronde, elliptique ou ovoïde ; ils sont obligatoirement peints en blanc (y compris ceux en aluminium anodisé). Les deux buts doivent être identiques et composés du même matériau. Ils doivent être composés d'une barre transversale et de deux poteaux verticaux de même section et fixés au sol, avec ou sans fourreau, chacun des trois éléments étant d'un seul bloc. La hauteur sous la barre transversale doit être constante sur toute la largeur du but.

Les angles de raccordement du poteau à la barre transversale doivent être à coupe d'onglet. Les dépassements à chaque extrémité de la barre transversale par rapport à l'aplomb des poteaux sont interdits. Tous les renforts, arcs-boutants ; cages soudées ou fixées à la barre transversale et aux poteaux verticaux sont rigoureusement interdits.

Sur les terrains de football à effectif réduit, les buts sont souvent monobloc et déplaçables. La F.F.F. insiste sur le fait que les buts doivent obligatoirement être fixés au sol, ceci afin d'éviter des accidents qui peuvent s'avérer très graves.

Aucun logo ou inscription, publicitaire ou nom ne doit figurer sur les filets de but qui doivent être uniformes et les perches de soutien à l'exception des mentions légales en matière de sécurité.

Leurs dimensions sont de 7 m 32 x 2 m 44 (partie intérieure).

#### ARTICLE 6

Pour tous les stades, les documents suivants sont exigés : arrêté d'autorisation d'ouverture au public délivré par le Maire et le procès-verbal de la commission de sécurité compétente fixant la capacité du stade et précisant le nombre de places -assisées et debout- dans chaque catégorie.

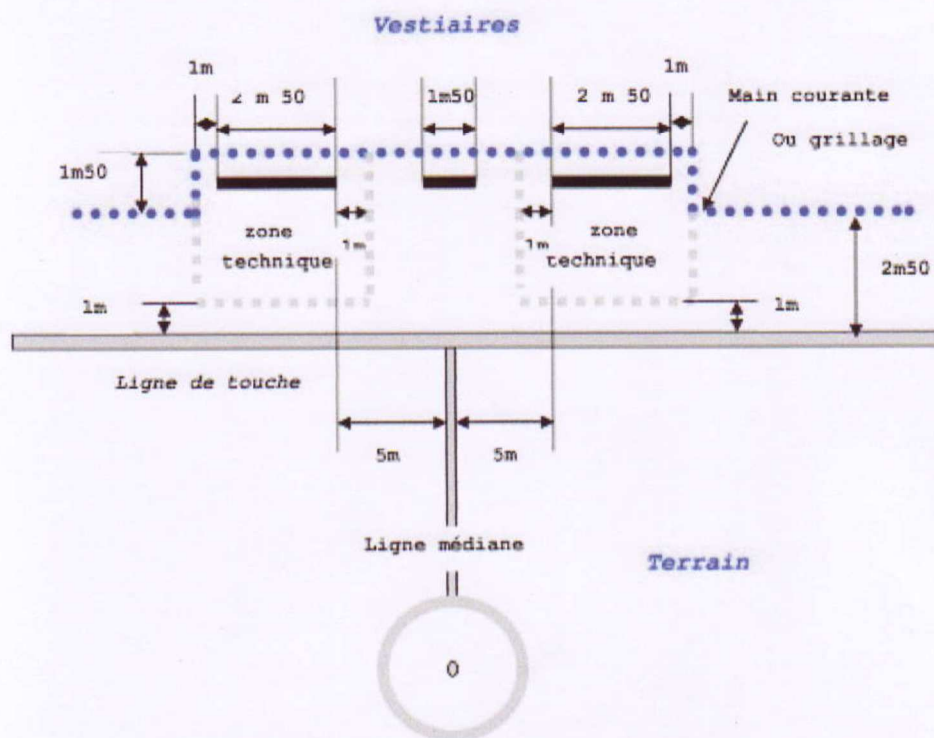
#### ARTICLE 7

Tous les terrains doivent être équipés de bancs abrités pour les remplaçants et le délégué. Ils doivent être impérativement fixés au sol. Leur emplacement doit se trouver en dehors de la zone de sécurité si possible côté vestiaires et à 5 m de part et d'autre de la ligne médiale, le banc des délégués se trouvant au milieu.

Leur dimension est de 2, 50 m, recommandé 3,50 m pour les joueurs (2 bancs) 5 personnes et 1 m 50 pour le délégué 3 personnes, pour les catégories de District. Leur hauteur ne doit pas dépasser 2 m 20.

Une zone technique sera tracée en pointillés devant les bancs des joueurs à 1 m de l'extrémité des bancs et à un mètre de la ligne de touche.

**BANCS DES REMPLACANTS, DU DELEGUE,  
ZONE TECHNIQUE CATEGORIE 5 6 Foot à 11**



**ARTICLE 8**

D1 – D2 Poule .A. et .B. D3.

Dimensions des terrains 105 x 68 - 2 m 50 de sécurité de tout obstacle - 6 mètres derrière les buts.

Pour les terrains déjà classifiés 5 et 6 avec des mesures 100 x 60 m et 95 x 55 m et 2 m 50 de sécurité - 6 mètres derrière les buts pourront être maintenus jusqu'à la prochaine visite décennale.

Un terrain comportant des buts articulés pour le foot jeune, quand ils sont en position repliée, ils doivent impérativement se trouver à 2 m 50 de la ligne de touche.

**ARTICLE 9**

Les terrains rocailleux ou trop sablonneux et mouvants sont interdits.

Les terrains des équipes de D1 et D2 doivent être grillagés, avec une protection des vestiaires au terrain pour séparer joueurs et arbitres, des spectateurs. Pour les autres catégories une main courante est obligatoire (hauteur 1 m à 1 m 10).

La buvette ne doit se trouver en aucun cas au milieu des vestiaires joueurs.

Les lignes du tracé sont partie intégrante des surfaces qu'elles délimitent.

Les installations doivent être clôturées.

**MARQUAGE DE L'AIRE DE JEU : LIGNE ET DRAPEAUX**

1 - Qualités ; les lignes du tracé doivent être :

- a) visibles
- b) d'une largeur égale à l'épaisseur des montants des buts, donc d'une largeur pouvant aller de 10 cm à 12 cm.
- c) elles font partie des surfaces qu'elles délimitent

2 - Matériaux autorisés : pour les lignes.

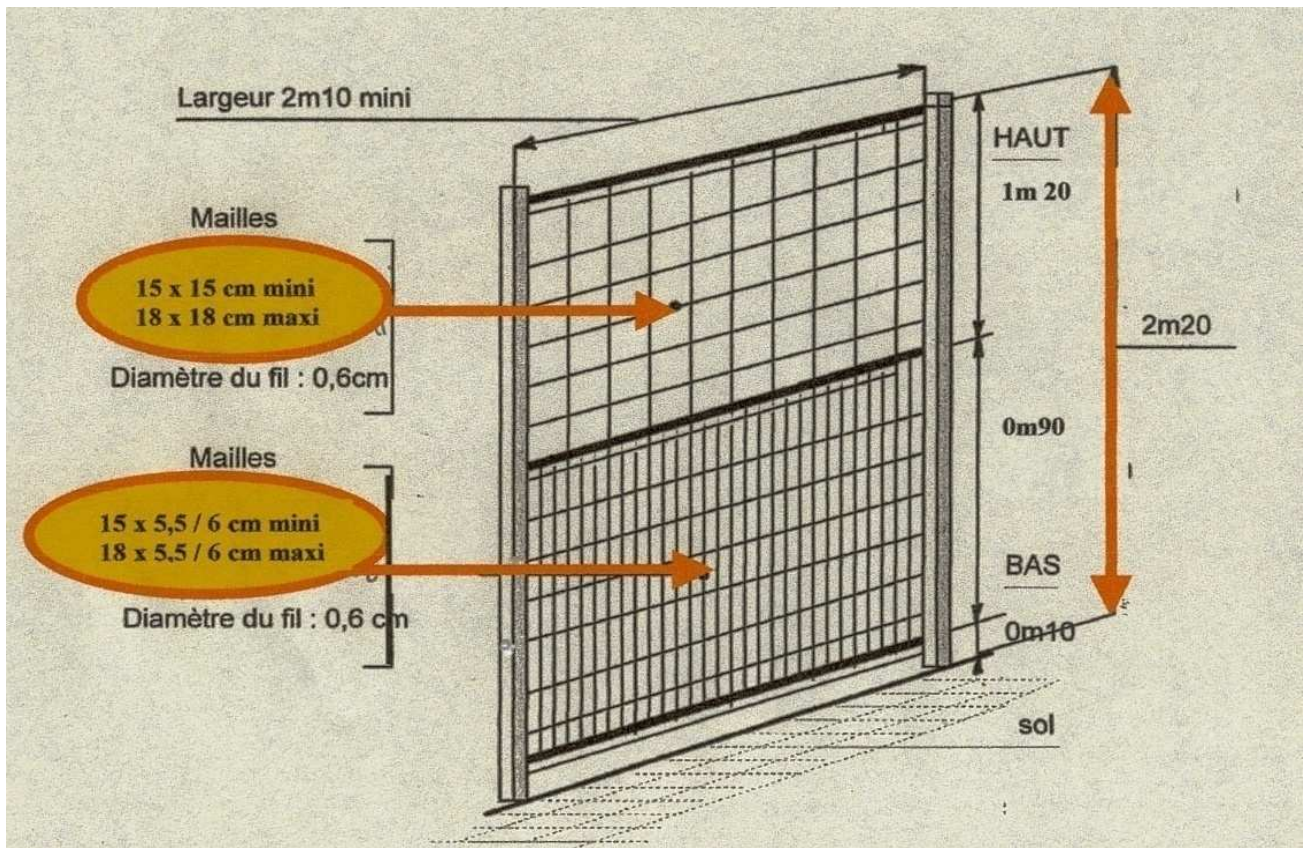
- a) par temps sec ou pluvieux : la chaux blanche, le plâtre, la poudre de craie, la peinture.
- b) Par temps de neige : l'ocre, la centre criblée, le charbon criblé.

3 - Remarque : sont interdits- la sciure de bois, les rigoles non parfaitement comblées, le désherbant, si ses effets dépassent la largeur réglementaire des lignes.

Tracé de l'aire de jeu : unité le mètre.

**ARTICLE 10 : Grillage catégories D1 – D2**

Pour ces catégories le grillage remplace la main courante.

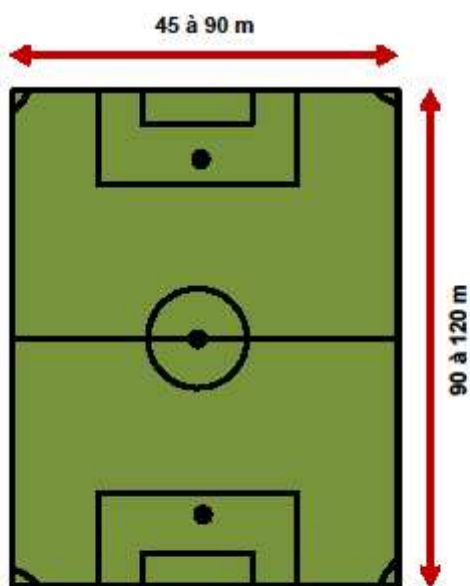


**POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT LES PLANS ET AUTRES DETAILS, SE METTRE EN RAPPORT AVEC LA COMMISSION DES TERRAINS ET INSTALLATIONS SPORTIVES.**



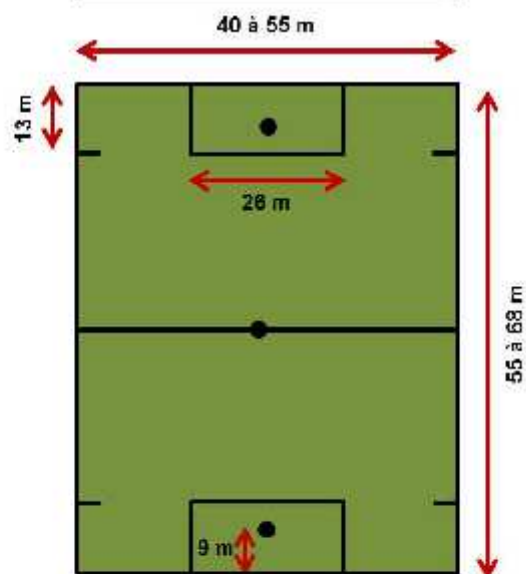
TRACÉS DES NIVEAUX FOOT A11, FOOT A8, FOOT A5, FOOT A4 et FOOT A3

Tracés du Niveau Foot A11



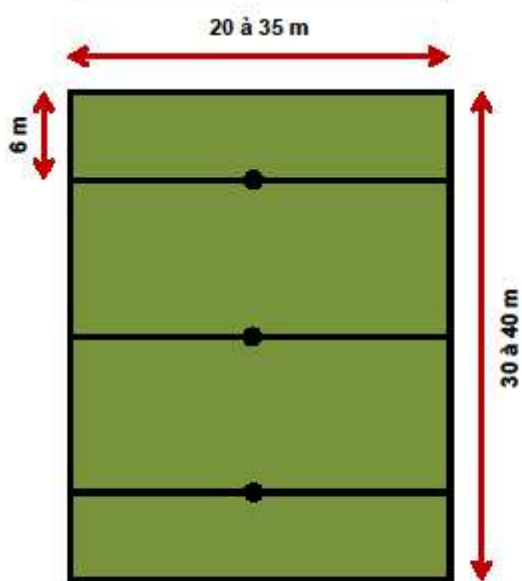
Dimensions des buts : 7.32 m x 2.44 m

Tracés du Niveau Foot A8



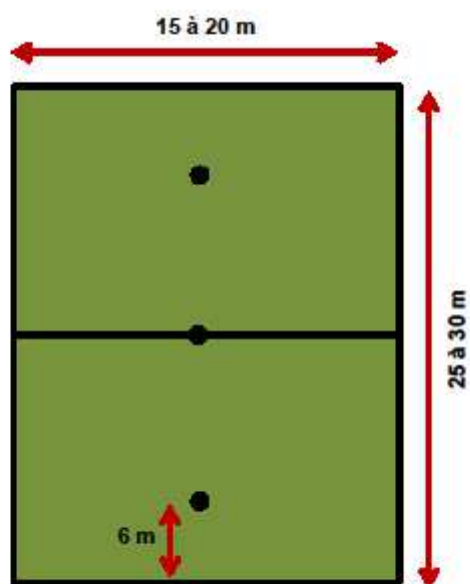
Dimensions des buts : 6 m x 2 m

Tracés du Niveau Foot A5



Dimensions des buts : 4 m x 1.50 m

Tracés du Niveau Foot A4 et A3

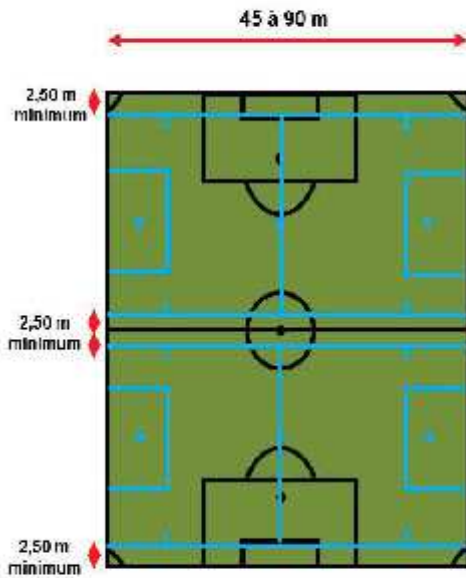


Page | 51

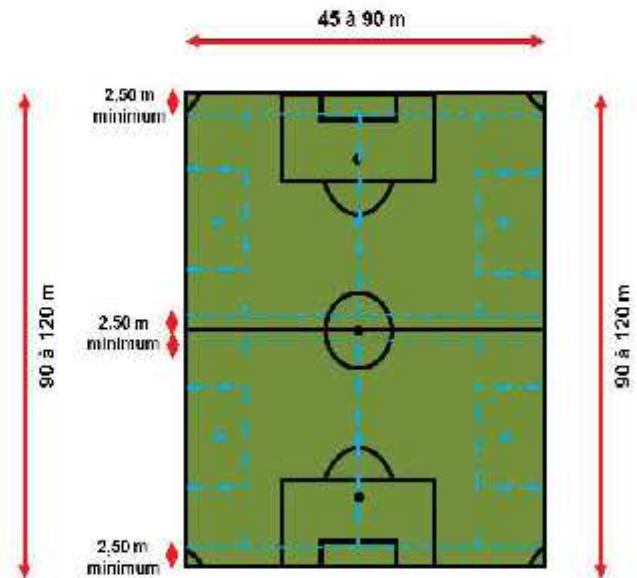
ANNEXE 1.2

TRACÉS DES NIVEAUX FOOT A8 SUR UN TERRAIN DE FOOT A11

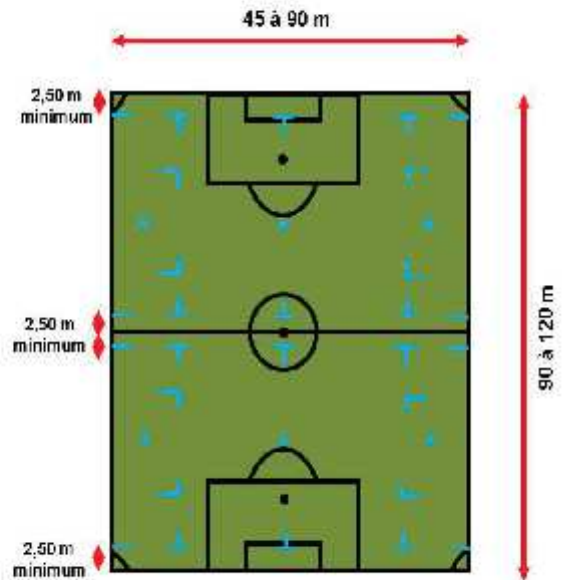
Tracés du Niveau Foot A8  
Lignes continues



Tracés du Niveau Foot A8  
Lignes discontinues



Tracés du Niveau Foot A8  
Repères minimum



## TERRAINS SYNTHETIQUES

Avant d'effectuer des travaux de réfection ou de construction nouvelle d'un terrain synthétique, le propriétaire ou le maître d'œuvre délégué doit demander un accord préalable de la F.F.F.

Cette demande est obligatoire avant mise en chantier pour permettre à cette dernière de s'assurer du respect du Règlement des Terrains et Infrastructures Sportives.

Les dossiers n'ayant pas fait l'objet de la procédure règlementaire risquent de ne plus être traités et seront retournés aux demandeurs avec toutes les conséquences qui en découlent (non-participation aux compétitions officielles, Championnat, Coupe de France).

La demande d'accord préalable est constituée :

- d'une lettre d'intention de réalisation d'un terrain synthétique,
- d'un plan du terrain projeté à l'échelle maximum 1/500<sup>ème</sup>, précisant :
  - ☞ les dimensions du terrain,
  - ☞ le tracé des lignes qui feront l'objet d'un marquage permanent,
  - ☞ la situation de la main courante ou de la protection de l'aire de jeu,
  - ☞ les pentes de la surface,
  - ☞ la position des systèmes éventuels d'arrosage soumis aux conditions générales de classements,
  - ☞ d'une coupe transversale de la totalité de l'aire de jeu et des abords (fond de forme, drainage, couche de souplesse éventuelle, revêtement),
  - ☞ d'une indication du délai de réalisation projeté et de la date prévisionnelle de mise en service.

Elle est à adresser au :

*M. le Président de la F.F.F. (C.F.T.I.S.)  
87, Bd. De Grenelle  
75015 – PARIS*

Sous couvert de :

*M. le Président de la Ligue de la Méditerranée (C.R.T.I.S.)  
Euro pôle de l'Arbois,  
390, rue Denis Papin – CS 40461  
13590 AIX EN PROVENCE DEDEX 3*

## MATCHES D'OUVERTURE - VESTIAIRES

L'attention des clubs est attirée sur les obligations qu'ils sont tenus de respecter concernant les vestiaires joueurs pour permettre le déroulement des rencontres de lever de rideau (outre celles qui concernent les vestiaires arbitres). Un écart de 2 h 30 minimum, est obligatoire entre les coups d'envoi des deux rencontres.

Stade disposant de QUATRE vestiaires :

Lever de rideau autorisé.

Stade disposant de TROIS vestiaires :

- 1 vestiaire pour l'équipe visiteuse du lever de rideau
- 1 vestiaire pour l'équipe visiteuse du match principal
- 1 vestiaire pour les DEUX équipes du club recevant

Stade disposant de DEUX vestiaires :

- 1 vestiaire pour l'équipe visiteuse du lever de rideau
- 1 vestiaire pour l'équipe visiteuse du match principal
- Les DEUX équipes du club recevant devront attendre que le vestiaire du lever de rideau soit disponible et commencer à se changer dehors.

Au cas où une équipe visiteuse serait contrainte de se changer en plein air et ne pourrait disposer des vestiaires que les règlements lui octroient, l'équipe recevante (voire les 2) aurait match perdu par pénalité, si des réserves étaient déposées avant la rencontre sur cet état de fait.

# MESURES À PRENDRE EN CAS D'INTEMPERIES

## Rappel art. 39 - Terrains impraticables

Dans le but d'entretenir de bonnes relations entre les Mairies, les clubs, et le District, et pour la protection des pelouses ainsi que la sécurité des joueurs, pour éviter d'envoyer sur des routes dangereuses, des équipes, surtout de jeunes, pour se rendre sur le lieu prévu d'une rencontre qui aura toutes les chances de ne pas se dérouler pour cause d'impraticabilité de terrain, occasionnant de plus des frais de déplacement inutiles et du temps perdu, le District du Vara décidé d'adopter une nouvelle manière de gérer les calendriers en cas de fortes intempéries

Pour la réussite de ce système innovant, la collaboration de tous dans un respect d'éthique sportive sans faille, est nécessaire. Il responsabilise au maximum les clubs qui se doivent d'en respecter l'esprit.

### **1 - Lorsque les intempéries font l'objet d'un Arrêté Municipal connu avant le vendredi 14 h :**

(Seuls seront pris en compte les Arrêtés Municipaux Réglementaires et non un imprimé préparé à l'avance avec un espace libre pour rajouter la date).

Un Arrêté peut toujours être annulé par un nouvel Arrêté pris par une personnalité compétente.

Le club recevant devra adresser un fax ou un e.mail au District ainsi qu'au club adverse, en y joignant la copie de l'Arrêté du Maire qui devra être affiché, également, à l'entrée du stade : **le vendredi avant 14 heures, en ce qui concerne les matches du samedi et du dimanche.**

Une permanence sera tenue, par la Commission des Terrains (avec la collaboration du secrétariat). Exceptionnellement celle-ci, en cas de conditions météorologiques désastreuses, pourra prendre la décision d'annuler la journée complète. Les clubs et les officiels seront avisés par voie de presse le samedi matin et internet.

**N.B. :** En cas d'interdiction très localisée pouvant paraître suspecte, le contrôle des terrains frappés d'un Arrêté Municipal sera effectué par un membre de la Commission des Terrains ou un membre du Comité Directeur désigné par le responsable de cette commission. Il fera son rapport en présence d'un représentant de la Mairie et du club recevant, convoqués par téléphone s'ils peuvent être joints et il donnera aussitôt connaissance de ses conclusions aux responsables de la C.D.T.I.S. pour décision.

2 - Afin de se mettre en conformité avec la décision prise par le Comité de Direction de la Ligue le 06 octobre 2015 (P.V N°8), le Comité Directeur du District a décidé le 13 octobre 2015 (PV n°12):

Que dès lors qu'une alerte orange sera déclenchée par Météo France, pour le département du Var et pour les jours des matches considérés, toutes les rencontres organisées ce jour-là seront annulées et remises à une date qui sera décidée par les Commissions compétentes.

Cette décision, destinée à éviter tout déplacement le jour de ces matches, remplace les anciennes dispositions de l'article 39 des R.S du District.

Rappel des numéros de téléphone : MM Gérard IVORA, n° 06.65.06.86.79 - Pierre GUIBERT, n° 06.18.43.65.76 – William PONT, n° 06.16.35.08.79.

### **4 - AUTRES CAS DE FIGURE**

Les cas ci-dessus ne prennent en compte que les cas Vigilance de Météo France qui sont connus de tous (consultable sur le site "Météo France", (<http://france.meteofrance.com/vigilance/accueil>) mais ne peuvent concerner les situations créées, au coup par coup, par des intempéries intervenant localement et faisant l'objet (ou non) d'arrêtés municipaux pris le samedi ou le dimanche.

A envisager dans ces cas particuliers qui ne concernent donc que quelques rencontres dans le département :

**A - Arrêté municipal d'interdiction pris le samedi** (pour le samedi et/ou le dimanche) ou le dimanche juste avant le match : Le Comité de Direction a agréé trois de ses membres pour prendre la décision de reporter une rencontre. Il faudra que le responsable du club qui prend contact lui assure, téléphoniquement, **qu'il envoie aussitôt au District un mail avec copie de l'arrêté municipal.** Ces trois personnes seront habilitées à remettre la rencontre et à prévenir l'équipe adverse (et les officiels) de ne pas se déplacer, s'il est encore temps.

Ces personnes désignées par le Comité de Direction et joignables téléphoniquement par n'importe quel club du District sont :

- M. Pierre GUIBERT (Président) : 06 18 43 65 76
- M. William PONT (Vice-Président Délégué) : 06 16 35 08 79
- M. Gérard IVORA (Commission des terrains) : 06.65.06.86.79

La personne qui aura reporté une rencontre dans ce cas de figure, prendra contact avec le District dès le lundi matin pour prévenir le Secrétariat des rencontres qu'elle a reportées et s'assurer que les mails prévus sont arrivés **(et ont bien été expédiés au moment prévu !)**. Si tel n'est pas le cas le club recevant aura match perdu par forfait, le club visiteur étant couvert par le fait qu'on lui a précisé de ne pas se déplacer.

Dans tous les cas où une rencontre est renvoyée **par le District**, il n'y a pas de feuille de match à remplir. La liste de ces rencontres doit être communiquée, dès le lundi au Secrétariat pour transmissions aux Commissions concernées.

**B - Sans arrêté municipal connu** seul l'arbitre pourra décréter le report de la rencontre selon les dispositions déjà en vigueur et régulièrement appliquées.

> Pour les clubs disposant d'un terrain de repli (classifié au moins dans la même catégorie et à proximité immédiate) et afin de protéger leurs installations en cas d'intempéries, si aucun arrêté municipal d'interdiction n'a été pris et affiché à l'entrée, le responsable de l'équipe locale dispose du pouvoir de déplacer, au dernier moment, tout match sur ces terrains (s'ils ne sont pas utilisés), tout en respectant l'heure de battement pour l'attribution des vestiaires. Les joueurs doivent, bien entendu, prévoir les chaussures correspondantes à chaque catégorie de revêtement.

Toutes dispositions devront être prises, par le club visité, pour permettre aux arbitres officiels, délégués et joueurs adverses d'accéder au terrain et aux vestiaires dès leur arrivée, soit une heure au moins avant le coup d'envoi prévu.

Ne pas oublier également l'application possible de l'article 236 des R.G. :

Tout club dont le terrain est indisponible le jour du match, peut-être pénalisé de la perte du match, tel est le cas notamment, pour la fermeture d'un terrain par son propriétaire si l'arbitre déclare le dit terrain praticable ou s'il est mis dans l'impossibilité de pouvoir accéder au terrain.

En tout état de cause, l'arrêté d'interdiction ne peut porter que sur un week-end et doit préciser le ou les terrains compris dans l'enceinte du stade qui font l'objet de l'interdiction.

# COMMISSION DES STATUTS ET REGLEMENTS

**PRESIDENT** : M. Yves SAEZ

**DELEGUE DU CD** : Mme Cathy DARDON

**MEMBRES** : MM. Jean Claude GERVASONI – Jean Louis NOZZI - Benyagoub SABI (secrétaire) - Emile TASSISTRO

## ATTRIBUTIONS

### ARTICLE 1 :

La Commission est chargée de :

- L'application des règlements généraux de la F.F.F. et des règlements du District du Var.
- L'application des pénalités en cas d'infraction aux règlements.
- L'homologation des règlements de toutes les épreuves organisées par les clubs du District du Var.
- L'élaboration des modifications proposées aux règlements sportifs du District.
- Répondre aux questions des clubs concernant la réglementation

### ARTICLE 2

Les décisions de la commission des Statuts et Règlements sont susceptibles d'appel devant la Commission d'Appel Réglementaire jugeant en 2<sup>ème</sup> instance, en conformité des prescriptions de l'article 80 des règlements sportifs du District.

# COMMISSION DE GESTION ET DE SUIVI DE LA FEUILLE DE MATCH INFORMATISEE

**PRESIDENT ET DELEGUE DU CD**: M. Patrick FAUTRAD

**MEMBRES** : Mme Béatrice MONNIER – MM. Mourath NDAW - Jean Louis NOZZI - Yves SAEZ

## ATTRIBUTIONS :

### ARTICLE 1 :

La commission est chargée de :

- \* L'application des règlements généraux de la FFF et des règlements du District du Var en ce qui concerne la FMI.
- \* La formation des correspondants "Foot clubs" (1 par club).
- \* La formation des responsables d'équipe (1 par équipe).
- \* La formation des officiels (arbitres et délégués).
- \* La définition des paramètres FMI dans Foot 2000 en collaboration avec le Secrétariat.
- \* L'établissement des plannings de formation et des convocations.
- \* Le suivi de l'affectation des tablettes aux clubs.
- \* L'établissement des fiches de "remontée d'anomalie de la FMI" à la ligue.
- \* L'établissement d'un dossier pour la CSR dans le cas de sanction concernant le résultat d'une rencontre.
- \* La mise à jour de la documentation.
- \* L'enquête pour déterminer la responsabilité du ou des clubs dans le cas de non utilisation de la FMI.
- \* Fournir l'aide aux dirigeants pour l'utilisation de la FMI.
- \* L'établissement d'un état statistique de l'utilisation de la FMI.

### ARTICLE 2 :

Les décisions de la Commission de Gestion et de suivi de la feuille de match informatisée sont susceptibles d'appel devant la Commission d'Appel réglementaire jugeant en 2<sup>ème</sup> instance, en conformité des prescriptions de l'article 80 des règlements sportifs du District.

# COMMISSION DE DISCIPLINE

## COMPOSITION DE LA COMMISSION :

**PRESIDENT** : M. Guy BOLARD

**Vice-Président** : M. Jean PAOLINI

**Instructeur titulaire** : M. Jean Luc PHILIPPS

**Membres** : Mmes Françoise CHERVET - Valérie TOMASSONE – MM. Gérard IVORA – Francis MINISCALCO – Serge PAPA (représentant la C.D.A) - Benyagoub SABI - Pierre VALENTIN – Gilles WEGMANN.

## Désignation et composition

La Commission de Discipline se compose de cinq membres au moins et douze au plus, dont un membre de la Commission des Arbitres avec voix délibérative, choisis en raison de leurs compétences d'ordre juridique ou déontologique. Il est composé en majorité de membres n'appartenant pas au Comité Directeur de l'instance concernée (Fédération, Ligue, District). Le Président de ces instances ne peut être membre d'aucun organe disciplinaire de son instance. Nul ne peut être membre de plusieurs organes disciplinaires d'une même instance ou susceptibles de se prononcer sur les mêmes affaires. Aucun membre ne peut être lié à l'instance par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de son adhésion.

Les membres et leur Président sont nommés pour quatre ans renouvelables, par le Comité Directeur du District. La Commission élit ensuite, un ou deux vice-présidents, un secrétaire, un secrétaire adjoint, un instructeur (également nommé par le Comité Directeur) plus un instructeur adjoint.

Lorsque l'empêchement définitif d'un membre est constaté, un nouveau membre est désigné dans les mêmes conditions que son prédécesseur, pour la durée du mandat à courir. La Commission délibère valablement lorsque trois membres au moins sont présents. Elle se réunit au siège du District du Var, le jeudi de chaque semaine et en cas d'urgence sur convocation de son président ou de la personne qu'il désigne à cet effet.

Les décisions sont prises à la majorité des membres. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

En cas d'absence du Président, un membre désigné par les présents préside les débats.

Les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne désignée, sur proposition de son Président, par la Commission et qui peut ne pas appartenir à cette Commission.

Les débats devant les organes disciplinaires sont publics, sauf décision contraire du Président de la Commission, notamment pour des raisons d'ordre public ou pour le respect de la vie privée.

## Règlement Disciplinaire et Barème Disciplinaire

### Règlement Disciplinaire

Le présent règlement est établi en application des articles L. 131-8 et R. 131-3 et suivants du Code du Sport et conformément à l'article 11 des Statuts de la Fédération Française de Football (F.F.F.).

Le présent règlement ne s'applique pas à l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard des agents sportifs et en matière de lutte contre le dopage, régi par des dispositions particulières.

#### Article 1 - Les assujettis au pouvoir disciplinaire

Il est institué des organes de première instance et d'appel investis du pouvoir disciplinaire à l'égard des personnes physique ou morale ayant à la date de commission des faits, une des qualités suivantes :

- Licencié de la F.F.F. ;
- Club composé d'une association affiliée à la F.F.F. et, le cas échéant, d'une société constituée conformément aux dispositions du Code du Sport ;
- Membre, préposé, salarié ou bénévole de ces clubs agissant en qualité de dirigeant ou de licencié de fait.

#### Article 2 – L'exercice du pouvoir disciplinaire

##### **2.1 Les agissements répréhensibles**

Les assujettis pourront faire l'objet de poursuites disciplinaires et éventuellement être sanctionnés, dans le cas où ils ont été les auteurs d'une des fautes disciplinaires suivantes, au moins :

a) Cas d'indiscipline.

**b)** Faits relevant de la sécurité d'une rencontre survenus avant, pendant et après cette dernière ou susceptibles d'en impacter le bon déroulement.

Le club recevant est tenu d'assurer, en qualité d'organisateur de la rencontre, la sécurité et le bon déroulement de cette dernière.

Néanmoins, le club visiteur ou jouant sur terrain neutre est responsable des désordres causés par ses assujettis ou ses supporters.

L'accès au stade de toute personne en possession d'objets susceptibles de servir de projectiles doit être interdit, comme est formellement proscrite l'utilisation de pointeurs laser et d'articles pyrotechniques tels que pétards, fusées, ou feux de Bengale, dont l'allumage, la projection ou l'éclatement peuvent être générateurs d'accidents graves.

Il appartient aux organisateurs responsables de donner toute publicité à l'intention du public pour que cette dernière prescription soit portée à sa connaissance.

Les ventes à emporter, à l'intérieur du stade, de boissons ou autres produits sont autorisées seulement sous emballage carton ou plastique.

Les ventes en bouteilles ou boîtes métalliques sont interdites.

En cas de manquement(s) à l'obligation de résultat en ce qui concerne la sécurité et le bon déroulement des rencontres qui pèse, dans les conditions précitées, sur tous les clubs de football, l'organe disciplinaire, après avoir pris en compte les mesures de toute nature effectivement mises en œuvre par le club poursuivi pour prévenir les désordres et pour les faire cesser ainsi que toutes démarches entreprises par ce dernier par la suite, apprécie la gravité des fautes commises par le club et détermine les sanctions proportionnées à ces manquements qu'il convient de lui infliger.

Il revient ainsi à l'organe disciplinaire de déterminer la responsabilité du club au regard des obligations qui pesaient sur celui-ci le jour de la rencontre et qui dépendent du fait qu'il était organisateur du match, visiteur ou qu'il jouait sur terrain neutre, et d'apprécier la gravité des actes commis dans la mesure où elle est la conséquence des carences du club.

**c)** Violation des Statuts et Règlements des instances du football français, qui ne relève pas du champ de compétence dévolu réglementairement à un autre organe.

**d)** Tout comportement contraire à la morale, à l'éthique ou portant atteinte à l'honneur, à l'image ou à la considération de la F.F.F., de ses Ligues ou Districts, de la Ligue de Football Professionnel, d'un de leurs dirigeants, d'un assujetti ou d'un tiers, ou, plus généralement, du football français.

Les comportements répréhensibles énoncés dans la Charte Ethique du Football donnent lieu au prononcé d'une sanction disciplinaire.

Tout assujetti, portant une accusation, est pénalisé s'il n'apporte, à l'appui, une présomption grave ou un commencement de preuve.

## **2.2 L'étendue du pouvoir disciplinaire**

Le pouvoir disciplinaire s'exerce à l'égard des assujettis, que les faits qui leur sont reprochés aient été commis à l'occasion des rencontres que les instances organisent ou autorisent, dans l'enceinte sportive ou non, pendant ou en dehors de ces rencontres, mais en relation avec elles ou le football.

Le fait de commettre des agissements répréhensibles par le biais de réseaux sociaux ou de tout autre support de communication, donne lieu à l'engagement de poursuites disciplinaires.

Les assujettis, qui se rendent complices d'agissements répréhensibles en permettant, facilitant ou encourageant leur commission, peuvent également faire l'objet de poursuites disciplinaires et, le cas échéant, d'une sanction disciplinaire au même titre que leurs auteurs.

## **Article 3 - Les organes disciplinaires**

### **3.1 Les dispositions générales**

#### ***3.1.1 La répartition des compétences***

Les organes disciplinaires de première instance et d'appel sont compétents, selon la répartition prévue ci-après, pour apprécier les agissements répréhensibles commis par les assujettis et, le cas échéant, prononcer une (ou des) sanction(s) disciplinaire(s) à leur égard.

D'autres commissions peuvent être réglementairement habilitées à mettre en œuvre un pouvoir disciplinaire lors du constat d'une infraction à la réglementation dont elles ont la charge d'assurer le respect.

**a) Compétitions et domaines relevant de la compétence de la F.F.F. :**

– Première instance : Commission Fédérale de Discipline  
ou  
Toute autre commission ayant une compétence disciplinaire

– Appel et dernier ressort : Commission Supérieure d'Appel de la F.F.F.

**b) Compétitions et domaines relevant de la compétence de la Ligue de Football Professionnel:**

– Première instance : Commission de Discipline de la Ligue de Football Professionnel  
ou  
Toute autre commission ayant une compétence disciplinaire

– Appel et dernier ressort : Commission Supérieure d'Appel de la F.F.F.

**c) Compétitions et domaines relevant de la compétence des Ligues régionales :**

– Première instance : Commission de Discipline de Ligue  
ou  
Toute autre commission ayant une compétence disciplinaire

– Appel et dernier ressort :

< Commission Supérieure d'Appel de la F.F.F. :

o pour une sanction prononcée à l'encontre d'une personne physique, dont le quantum est égal ou supérieur à un an ferme.

o pour les sanctions fermes de suspension de terrain, de huis clos, de fermeture de l'espace visiteur à l'extérieur, de retrait de point(s), de rétrogradation, de mise hors compétition, d'interdiction d'engagement, de radiation, prononcées à l'encontre d'un club.

o Commission d'Appel de la Ligue : dans les cas, autres que ceux énoncés ci-dessus.

Dès lors qu'un appel porte sur plusieurs sanctions dont au moins l'une d'elles relève de la compétence de la Commission Supérieure d'Appel, cette dernière est saisie de l'intégralité du dossier.

**d) Compétitions et domaines relevant de la compétence des Districts :**

– Première instance : Commission de Discipline de District  
ou  
Toute autre commission ayant une compétence disciplinaire

– Appel et dernier ressort :

< Commission d'Appel de la Ligue :

o pour une sanction prononcée à l'encontre d'une personne physique, dont le quantum est égal ou supérieur à un an ferme.

o pour les sanctions fermes de suspension de terrain, de huis clos, de fermeture de l'espace visiteur à l'extérieur, de retrait de point(s), de rétrogradation, de mise hors compétition, d'interdiction d'engagement ou de radiation, prononcées à l'encontre d'un club.

o Commission d'Appel de District : dans les cas, autres que ceux énoncés ci-dessus.

Dès lors qu'un appel porte sur plusieurs sanctions dont au moins l'une d'elles relève de la compétence de la Commission d'Appel de la Ligue, cette dernière est saisie de l'intégralité du dossier.

### **3.1.2 La composition**

Les membres des organes disciplinaires, y compris leur président, sont désignés par le Comité de Direction de l'instance concernée à la majorité des voix de ses membres présents.

Chacun de ces organes se compose de trois membres au moins, choisis, notamment, en raison de leur compétence d'ordre juridique ou en matière d'éthique et de déontologie sportives.

Le Président de la F.F.F., de la Ligue du Football Amateur, d'une Ligue régionale, d'un District, de la Ligue de Football Professionnel ainsi que les membres des instances dirigeantes de la F.F.F. (Comité Exécutif et Haute Autorité) et de la Ligue de Football Professionnel (Conseil d'Administration), ne peuvent être membres d'aucun organe disciplinaire durant leur mandat.

Les organes disciplinaires des Ligues et Districts sont composés en majorité de membres n'appartenant pas aux instances dirigeantes de ces derniers.

Les membres des organes disciplinaires ne peuvent être liés à l'instance dont ils dépendent par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de la licence.

La durée du mandat des membres des organes disciplinaires est identique à celle du mandat du Comité de Direction de l'instance concernée. Il expire au plus tard à la fin de la saison sportive au cours de laquelle les instances dirigeantes sont renouvelées.

Il peut être mis fin aux fonctions d'un membre d'un organe disciplinaire en cours de mandat dans les cas suivants :

- empêchement définitif constaté par le Comité de Direction de l'instance concernée ;
- démission ;
- exclusion.

La décision d'exclusion d'un membre doit être prise par le Comité de Direction de l'instance concernée après que l'intéressé a été mis en mesure de faire valoir ses observations écrites ou orales. Elle lui est notifiée individuellement par courrier recommandé avec avis de réception et est insusceptible d'appel.

En cas de cessation de fonction, un nouveau membre peut être désigné dans les mêmes conditions que son prédécesseur pour la durée du mandat restant à courir

### **3.1.3 Le fonctionnement**

Les organes disciplinaires se réunissent soit selon un calendrier préétabli, soit sur convocation de leur président ou de la personne qu'il désigne à cet effet.

Les organes disciplinaires délibèrent valablement lorsque trois membres au moins sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de partage égal des voix, celle du président de séance est prépondérante.

En cas d'absence du président, un membre désigné par les membres présents préside les débats.

Le président de séance de l'organe disciplinaire désigne soit un membre de celui-ci, soit une autre personne pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

### **3.1.4 Les devoirs des membres et du secrétaire de séance**

Les membres des organes disciplinaires et le secrétaire de séance sont astreints à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions.

Les membres des organes disciplinaires se prononcent en toute indépendance et ne peuvent recevoir d'instruction.

Ils doivent faire connaître au président de l'organe dont ils sont membres, s'ils ont un intérêt direct ou indirect à l'affaire. Le cas échéant, ils ne peuvent siéger lors de l'étude de celle-ci.

A l'occasion d'une même affaire, nul ne peut siéger dans l'organe disciplinaire d'appel s'il a siégé dans l'organe disciplinaire de première instance.

Toute méconnaissance de ces règles constitue un motif d'exclusion du membre de l'organe disciplinaire ou du secrétaire de séance par le Comité de Direction de l'instance concernée, suivant la procédure énoncée à l'article 3.1.2 du présent règlement.

### **3.2 La transmission des actes de procédure**

#### **3.2.1 Les modes de transmission**

Par principe, et sauf dispositions contraires prévues au présent règlement, les actes de procédure sont transmis par courrier électronique avec accusé de réception :

- pour un club, à l'adresse électronique officielle mentionnée sur le logiciel Foot2000 ;

- pour une personne physique, à l'adresse électronique déclarée aux instances sportives dans le cadre de la demande de licence ou, à défaut, à celle du club dont elle dépend selon les modalités énoncées ci-dessus.

Dans cette dernière hypothèse, le club a l'obligation d'en informer la personne physique concernée.

Lesdits actes de procédure peuvent également être envoyés à l'adresse électronique utilisée par l'assujetti dans le cadre de ses échanges écrits avec les organes disciplinaires.

Les organes disciplinaires peuvent toutefois décider de recourir au courrier recommandé avec avis de réception, qui doit alors être adressé :

- pour un club, à l'adresse postale officielle mentionnée sur le logiciel Foot2000 ;

- pour une personne physique, à l'adresse postale déclarée aux instances sportives dans le cadre de la demande de licence ou, à défaut, à celle du club dont elle dépend selon les modalités énoncées ci-dessus.

Dans cette dernière hypothèse, le club a l'obligation d'en informer la personne physique concernée.

Dans le cas où les deux modes de transmission sont utilisés, seul l'accomplissement de la première de ces deux formalités est pris en compte, sans que l'accomplissement de la seconde n'emporte de conséquences, notamment quant à la computation des délais.

#### **3.2.2 Les destinataires des actes de procédure**

Les actes de procédure sont adressés aux personnes concernées par la procédure disciplinaire, selon les modalités ci-dessus énoncées, et revêtent un caractère confidentiel.

Toute méconnaissance de cette règle de confidentialité par un assujetti peut entraîner le prononcé d'une sanction disciplinaire à son encontre.

Lorsque la procédure disciplinaire est engagée à l'encontre d'un mineur, son représentant légal est destinataire des actes de procédure.

Lorsqu'il s'agit d'un club, ceux-ci doivent être adressés à l'attention de son Président ou, en cas d'empêchement temporaire ou définitif de ce dernier, à toute personne habilitée à le représenter devant les instances.

Le club dont dépend la personne physique poursuivie est informé de ces actes de procédure dans le cas où ils ont été transmis directement à cette dernière.

### **3.3 Les dispositions liées à l'organe disciplinaire de première instance**

#### **3.3.1 Les modalités de saisine**

L'organe disciplinaire de première instance peut être saisi par :

\* tous rapports et observations des officiels d'une rencontre portés ou non sur la feuille de match.

\* tout organe de l'instance sportive dont il dépend qui a connaissance de faits répréhensibles relevant du domaine disciplinaire dont la compétence n'est pas dévolue à un autre organe ;

\* le Président de l'instance concernée ou toute autre personne dûment mandatée ;

\* le Conseil National de l'Éthique en application de l'article II.2 de l'annexe 8 des Règlements Généraux de la F.F.F.

L'organe disciplinaire de première instance peut aussi se saisir lui-même de faits répréhensibles dont il a connaissance par quelque moyen que ce soit, y compris ceux survenus lors d'une rencontre, mais qui auraient échappé à l'arbitre.

### **3.3.2 L'instruction**

#### **3.3.2.1 Les affaires concernées**

L'instruction est obligatoire dès lors qu'il est reproché à :

\* un joueur d'avoir :

- porté atteinte ou tenté de porter atteinte à l'intégrité physique d'un officiel ;
- craché sur un officiel ;
- porté atteinte, en dehors d'une action de jeu, à l'intégrité physique d'un individu, lui causant une blessure avec ITT.
- été impliqué dans des actes frauduleux ;

\* un entraîneur, éducateur, arbitre, dirigeant, membre du personnel médical, d'avoir :

- porté atteinte ou tenté de porter atteinte à l'intégrité physique d'un officiel ;
- porté atteinte à l'intégrité physique d'un individu ;
- craché sur un officiel ;
- craché sur un individu en dehors de la rencontre.
- été impliqué dans des actes frauduleux ;

\* un club :

- de ne pas avoir assuré la sécurité des acteurs de la rencontre ;
- de ne pas avoir permis à la rencontre de se dérouler jusqu'à son terme en raison de faits disciplinairement répréhensibles
- d'avoir été impliqué dans des actes frauduleux ;

Toute autre affaire disciplinaire peut faire l'objet d'une instruction sur décision de l'organe disciplinaire de première instance.

#### **3.3.2.2 L'instructeur**

Les personnes en charge d'instruire les dossiers disciplinaires, ci-après nommées «l'instructeur», sont désignées par le Comité de Direction de l'instance concernée à la majorité des voix de ses membres présents.

L'instructeur peut être une personne physique telle que mentionnée à l'article 1 du présent règlement ou un salarié de l'instance dont dépend l'organe disciplinaire de première instance.

La durée de son mandat est identique à celle du mandat du Comité de Direction de l'instance concernée. Il expire au plus tard à la fin de la saison sportive au cours de laquelle les organes dirigeants sont renouvelés.

En sa qualité et pour les besoins de l'instruction des affaires dont il a la charge, l'instructeur a délégation du Président de l'instance concernée pour toutes les correspondances relatives à l'accomplissement de sa mission.

Il ne peut être membre des organes disciplinaires saisis de l'affaire qu'il a instruite, ni avoir un intérêt direct ou indirect à l'affaire.

Il est astreint à une obligation de confidentialité pour tous les faits, actes et informations dont il a connaissance en raison de ses fonctions.

Toute méconnaissance de ces obligations constitue une faute de nature à entraîner sa destitution par le Comité de Direction qui l'a désigné.

Lorsque l'affaire fait l'objet d'une instruction, l'instructeur établit au vu des éléments existants et de tout renseignement recueilli par tout moyen, un rapport qu'il verse au dossier dans un délai maximum de six semaines à compter de sa saisine.

Il exerce sa mission en toute impartialité et objectivité et peut :

- entendre toute personne dont l'audition paraît utile ;
- demander à toute personne des informations nécessaires à la procédure.

Il n'a pas compétence pour clore de lui-même une affaire.

### **3.3.3 Les mesures conservatoires**

Les organes habilités à exercer un pouvoir disciplinaire peuvent, à tout moment de la procédure disciplinaire de première instance et par une décision motivée, prononcer toute mesure conservatoire à l'égard d'un assujetti dès lors que les circonstances de l'espèce, notamment la gravité des faits et le bon déroulement des compétitions, le justifient et à la condition que des poursuites disciplinaires soient engagées à son encontre.

Les mesures conservatoires qui peuvent être prononcées sont:

- pour le club : la suspension provisoire de terrain et/ou le huis clos total ou partiel ou la mise hors compétition, pour une ou plusieurs rencontre(s) sportive(s) et à l'égard d'une ou de plusieurs équipe(s) ;
- pour l'assujetti personne physique : la suspension provisoire, la prorogation de la suspension automatique d'un joueur exclu par l'arbitre ou l'interdiction provisoire de participer directement ou indirectement à l'organisation et au déroulement des rencontres organisées ou autorisées par les instances sportives compétentes.

Lorsqu'elles sont prononcées à l'encontre d'un licencié, les mesures conservatoires s'appliquent à toutes les licences dont il est titulaire, quelle(s) que soit (ou soient) la ou les pratique(s) dans laquelle ou lesquelles il évolue et sa ou ses qualité(s) (joueur, dirigeant, entraîneur, arbitre).

L'exécution des mesures conservatoires commence à compter du jour où elles sont publiées sur Footclubs et cesse :

- à la date de notification de la décision prise par l'organe disciplinaire de première instance,
- ou, avant qu'elle n'intervienne, à la date de retrait de ladite mesure conservatoire par cet organe,
- ou à l'expiration du délai de dix semaines à compter de l'engagement des poursuites disciplinaires si l'organe disciplinaire de première instance ne s'est pas prononcé.

La prorogation de la suspension automatique d'un joueur exclu par l'arbitre est notifiée sur Footclubs.

Dans les autres cas, les mesures conservatoires sont notifiées par courrier électronique avec accusé de réception ou par courrier recommandé avec avis de réception selon les modalités prévues à l'article 3.2 du présent règlement.

Elles sont insusceptibles d'appel.

### **3.3.4 La procédure de première instance**

#### **3.3.4.1 Les affaires non soumises à convocation**

Pour les affaires non soumises à instruction ou celles pour lesquelles aucune audition n'est décidée, tout assujetti ayant été exclu par l'arbitre et/ou faisant l'objet d'un rapport d'un officiel peut faire valoir sa défense dans les quarante-huit heures ouvrables suivant la rencontre, auprès de l'organe disciplinaire compétent en vertu de l'article 3.1.1 du présent règlement, en adressant ses observations écrites et/ou en sollicitant une audition devant cette instance.

#### **3.3.4.2 Les affaires soumises à convocation**

##### **3.3.4.2.1 Les modalités de convocation**

Pour les affaires soumises à instruction ou celles pour lesquelles une audition est décidée, l'assujetti poursuivi est avisé, selon les modalités de l'article 3.2 du présent règlement, de sa convocation devant l'organe disciplinaire de première instance, au minimum sept jours avant la date de la séance au cours de laquelle son cas sera examiné.

La convocation mentionne, outre les griefs retenus à l'encontre de l'assujetti, la possibilité :

- de présenter des observations écrites préalablement à l'audience ;
- d'être assisté d'un interprète de son choix à ses frais ou d'un interprète choisi par l'instance concernée aux frais de celle-ci, dans le cas où il ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française ;
- d'être assisté ou représenté par un conseil, un avocat ou un membre du club dont il dépend si l'assujetti est une personne physique ;
- de consulter l'intégralité du dossier avant la séance, dans les locaux des instances, aux dates et horaires fixés en accord avec les services de ces dernières ;
- de demander, quarante-huit heures au moins avant la réunion, à ce que soient entendues les personnes de son choix, dont les noms doivent être communiqués à l'organe disciplinaire de première instance.

Le président de l'organe disciplinaire de première instance peut refuser, par décision motivée, les demandes d'audition manifestement abusives.

L'organe disciplinaire de première instance peut entendre toute personne dont l'audition lui paraît utile. Si une telle audition est décidée, il doit en informer l'assujetti poursuivi avant la séance.

Le délai de sept jours mentionné au premier alinéa peut être réduit, en cas d'urgence, de circonstances tenant au bon déroulement des compétitions sportives ou de circonstances exceptionnelles, par décision du président de l'organe disciplinaire de première instance, à son initiative ou à la demande de l'instructeur ou de l'assujetti poursuivi.

En ce cas, la faculté de demander l'audition de personnes s'exerce sans condition de délai pourvu qu'il soit raisonnable.

#### **3.3.4.2 Le report de l'audience**

En cas d'urgence, de circonstances tenant au bon déroulement des compétitions sportives ou de circonstances exceptionnelles, et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé.

Dans les autres cas et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé par l'assujetti, qu'une seule fois, quarante-huit heures au plus tard avant la date de la séance, pour un motif sérieux.

Le président de l'organe disciplinaire de première instance accorde ou non le report. En cas de refus, sa décision doit être motivée.

Il peut également décider de sa propre initiative de prononcer un report.

#### **3.3.4.3 Le déroulement de l'audience en première instance**

Les débats devant l'organe disciplinaire de première instance sont publics.

Toutefois, le président de séance peut, d'office ou à la demande de l'assujetti poursuivi et/ou des personnes qui l'assistent ou le représentent, interdire au public l'accès de la salle pendant tout ou partie de l'audience dans l'intérêt de l'ordre public ou de la sérénité des débats ou lorsque le respect de la vie privée ou du secret professionnel le justifie.

Lorsque l'affaire est dispensée d'instruction, le président de séance ou la personne qu'il désigne expose oralement les faits et le déroulement de la procédure.

Dans les autres cas, l'instructeur présente oralement son rapport. En cas d'empêchement, son rapport peut être lu par le président de séance ou la personne qu'il désigne.

L'assujetti poursuivi, ainsi que la ou les personnes qui l'assistent ou le représentent, sont invités à prendre la parole en dernier.

Le président de l'organe disciplinaire de première instance, après avoir recueilli l'accord de l'assujetti poursuivi, peut décider, en raison de l'éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales, que tout ou partie des débats seront conduits sous forme de conférence audiovisuelle, pourvu qu'il soit recouru à des moyens garantissant la participation effective de chaque personne aux débats et le caractère contradictoire de la procédure.

Ces auditions sont réalisées dans les locaux des instances, dans des conditions permettant le respect des droits de la défense et de la procédure prévue au présent règlement.

Pour tenir compte de l'éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales des personnes dont l'audition est demandée par l'assujetti poursuivi, celle-ci peut être réalisée par conférence téléphonique sous réserve de l'accord de ce dernier et du président de l'organe disciplinaire de première instance.

#### **3.3.5 La décision de première instance**

L'organe disciplinaire délibère à huis clos, hors la présence de l'assujetti poursuivi, des personnes qui l'assistent ou le représentent, des personnes auditionnées et de l'instructeur.

Lorsque les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne qui n'est pas membre de l'organe disciplinaire, celle-ci peut assister au délibéré sans y participer.

La décision de l'organe disciplinaire est motivée en fait et en droit.

Les procès-verbaux des réunions sont signés par le président et le secrétaire de séance.

L'organe disciplinaire de première instance doit se prononcer dans un délai de dix semaines à compter de l'engagement des poursuites disciplinaires.

Lorsque la séance a été reportée en application de l'article 3.3.4.2.2, le délai de dix semaines est prolongé d'une durée égale à celle du report.

En cas de circonstances exceptionnelles, le délai de dix semaines peut être prorogé d'un mois par une décision motivée du président de l'organe disciplinaire de première instance qui est notifiée à l'assujéti poursuivi, sept jours au moins avant l'expiration du délai initial, selon les modalités prévues à l'article 3.2. du présent règlement.

Faute d'avoir statué dans ces délais, l'organe disciplinaire de première instance est dessaisi et l'ensemble du dossier est transmis à l'organe disciplinaire d'appel compétent qui statue en dernier ressort.

### **3.3.6 La notification en première instance**

La notification des sanctions intervient :

- pour les sanctions fermes ou avec sursis, prononcées à titre principal, dont le quantum est inférieur ou égal à 6 matchs de suspension ou à 200 euros d'amende, par publication sur Footclubs et sur l'espace personnel du licencié « Mon Compte FFF », accessible depuis le site internet officiel de la F.F.F. et celui de ses Ligues et Districts ;
- pour les autres : par courrier électronique avec accusé de réception ou courrier recommandé avec avis de réception, selon les modalités prévues à l'article 3.2 du présent règlement.

Dans tous les cas, cette notification doit mentionner les voies et délais de recours en précisant le (ou les) nom(s) de l'organe (ou des organes) d'appel compétent(s), la durée du délai d'appel et le point de départ de ce dernier.

### **3.3.7 Les frais**

Le remboursement des frais exposés à l'occasion de la procédure disciplinaire, notamment ceux entraînés par la convocation de personnes, officielles ou non, que l'organe disciplinaire de première instance juge utile d'auditionner, est imputé au club, que sa propre responsabilité disciplinaire ou celle d'un assujéti qui en dépend, ait été intégralement ou partiellement retenue.

Le club doit, en tout état de cause, s'acquitter de frais dont le montant est fixé par le Comité de Direction de l'instance concernée, dès lors qu'un assujéti qui en dépend fait l'objet d'une exclusion ou d'un avertissement lors d'une rencontre officielle.

## **3.4 Les dispositions liées à l'organe disciplinaire d'appel**

### **3.4.1 L'appel**

#### **3.4.1.1 Les dispositions générales**

L'organe disciplinaire d'appel peut être saisi par :

- \* le licencié ou le club directement intéressés par la décision contestée ou leur représentant légal, ou leur avocat ;
- \* le Comité de Direction de l'instance dont dépend l'organe disciplinaire de première instance ayant rendu la décision frappée d'appel, ou toute personne qu'il a dûment mandatée à cet effet.

\* le Comité de Direction de l'instance dont dépend l'organe disciplinaire d'appel, s'il diffère de celui ci-avant désigné, ou toute personne qu'il a dûment mandatée à cet effet

L'exercice du droit d'appel ne peut être subordonné au versement d'une somme d'argent ou limité par une décision d'un organe.

L'appel n'est pas suspensif sauf décision motivée de l'organe disciplinaire de première instance prise en même temps qu'il est statué au fond.

Lorsque l'appel porte notamment sur la contestation du caractère non suspensif de l'appel, l'organe disciplinaire d'appel peut statuer sur cette dernière par une décision motivée avant l'examen au fond de l'affaire.

#### **3.4.1.2 L'appel interjeté par l'assujéti intéressé**

Lorsqu'il s'agit d'une personne physique, l'appel doit être formé en son nom propre ou en son nom et pour son compte, par courrier recommandé avec avis de réception ou par courrier électronique avec accusé de réception.

Lorsque l'appel émane du club intéressé ou dont dépend la personne physique sanctionnée, il doit être formé selon l'une des deux formalités suivantes :

- par courrier recommandé avec avis de réception sur papier à en-tête ;
- par courrier électronique avec accusé de réception envoyé d'une adresse électronique officielle.

Dans ces deux cas, l'appel doit être interjeté dans un délai de sept jours :

– pour les sanctions fermes ou avec sursis, prononcées à titre principal, dont le quantum est inférieur ou égal à 6 matchs de suspension ou à 200 euros d’amende, à compter du lendemain de la publication sur Footclubs et sur l’espace personnel du licencié (« Mon Compte FFF ») ;

– pour les autres sanctions, à compter du lendemain de leur notification, c’est-à-dire, selon le mode choisi, à compter du lendemain de la date d’envoi du courrier électronique avec accusé de réception, ou à compter du lendemain de la première présentation du courrier recommandé avec avis de réception.

Lorsque l’appel est interjeté par courrier recommandé avec avis de réception et que le dernier jour tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai d’appel est prorogé jusqu’au premier jour ouvrable suivant.

Le délai d’appel est prolongé de cinq jours dans le cas où le domicile ou le siège social de l’intéressé est situé hors de la métropole, sauf si l’organe disciplinaire compétent est situé lui aussi hors métropole, ou au profit de cet assujetti en cas d’appel des instances sportives.

L’appel doit, à peine d’irrecevabilité, préciser la (ou les) sanction(s) contestée(s) et indiquer la décision de première instance visée, en adressant une copie de celle-ci ou en mentionnant le nom de la commission ainsi que la date de la réunion à laquelle elle a été prise.

### **3.4.1.3 L’appel interjeté par les instances**

Lorsque l’appel émane des instances, il est soumis aux mêmes conditions de forme que celles imposées aux assujettis intéressés.

Les instances doivent interjeter leur appel principal dans le délai de sept jours à compter :

- du lendemain de la notification de la décision, lorsque celle-ci a été prise par l’organe disciplinaire de première instance qui lui est rattaché.
- de la réception de l’appel interjeté par l’assujetti lorsque la décision de première instance a été prise par un organe disciplinaire qui ne lui est pas rattaché, suivant la répartition des compétences prévue à l’article 3.1.1. du présent règlement.

Les instances disposent d’un délai supplémentaire de cinq jours suivant l’expiration du délai principal prévu ci-dessus pour former un appel incident.

Dans tous les cas, l’organe disciplinaire d’appel informe les personnes concernées de l’appel interjeté par les instances.

### **3.4.2 La convocation en appel**

#### **3.4.2.1 Les modalités de convocation**

L’assujetti est avisé de sa convocation devant l’organe disciplinaire d’appel, au minimum sept jours avant la date de la séance au cours de laquelle son cas sera examiné.

La convocation, qui est envoyée selon les modalités de l’article 3.2 du présent règlement, mentionne, outre les griefs retenus à l’encontre de l’assujetti, la possibilité :

- de présenter des observations écrites préalablement à l’audience ;
- d’être assisté d’un interprète de son choix à ses frais ou d’un interprète choisi par l’instance concernée aux frais de celle-ci, dans le cas où il ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française ;
- d’être assisté ou représenté par un conseil, un avocat ou un membre du club dont il dépend si l’assujetti est une personne physique;
- de consulter l’intégralité du dossier avant la séance, dans les locaux des instances, aux dates et horaires fixés en accord avec les services de ces dernières ;
- de demander, quarante-huit heures au moins avant la réunion, à ce que soient entendues les personnes de son choix, dont les noms doivent être communiqués à l’organe disciplinaire d’appel.

Le président de l’organe disciplinaire d’appel peut refuser, par décision motivée, les demandes d’audition manifestement abusives.

L’organe disciplinaire d’appel peut entendre toute personne dont l’audition lui paraît utile. Si une telle audition est décidée, il doit en informer l’assujetti poursuivi avant la séance.

Le délai de sept jours mentionné au premier alinéa peut être réduit, en cas d’urgence, de circonstances tenant au bon déroulement des compétitions sportives ou de circonstances exceptionnelles par décision du président de l’organe disciplinaire d’appel, à son initiative ou à la demande de l’assujetti concerné.

En ce cas, la faculté de demander l'audition de personnes s'exerce sans condition de délai pourvu qu'il soit raisonnable.

### **3.4.2.2 Le report de l'audience**

En cas d'urgence, de circonstances tenant au bon déroulement des compétitions sportives ou de circonstances exceptionnelles, et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé.

Dans les autres cas et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé par l'assujetti, qu'une seule fois, quarante-huit heures au plus tard avant la date de la séance, pour un motif sérieux.

Le président de l'organe disciplinaire d'appel accorde ou non le report. En cas de refus, sa décision doit être motivée. Il peut également décider de sa propre initiative de prononcer un report.

### **3.4.3 Le déroulement de l'audience en appel**

Les débats devant l'organe disciplinaire d'appel sont publics.

Toutefois, le président de séance peut, d'office ou à la demande de l'assujetti poursuivi et/ou des personnes qui l'assistent ou le représentent, interdire au public l'accès de la salle pendant tout ou partie de l'audience dans l'intérêt de l'ordre public ou de la sérénité des débats ou lorsque le respect de la vie privée ou du secret professionnel le justifie.

L'organe disciplinaire d'appel statue en dernier ressort. Il se prononce au vu du dossier de première instance et des productions d'appel, dans le respect du principe du contradictoire.

Le président de séance ou la personne qu'il désigne, expose oralement les faits et rappelle les conditions du déroulement de la procédure.

L'assujetti poursuivi et, le cas échéant, la ou les personnes qui l'assistent ou le représentent ont invités à prendre la parole en dernier.

Le président de l'organe disciplinaire d'appel, après avoir recueilli l'accord de l'assujetti poursuivi, peut décider, en raison de l'éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales, que tout ou partie des débats seront conduits sous forme de conférence audiovisuelle, pourvu qu'il soit recouru à des moyens garantissant la participation effective de chaque personne aux débats et le caractère contradictoire de la procédure.

Ces auditions sont réalisées dans les locaux des instances, dans des conditions permettant le respect des droits de la défense et de la procédure prévue au présent règlement.

Pour tenir compte de l'éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales des personnes dont l'audition est demandée par l'assujetti poursuivi, celle-ci peut être réalisée par conférence téléphonique sous réserve de l'accord de ce dernier et du président de l'organe disciplinaire d'appel.

### **3.4.4 La décision d'appel**

L'organe disciplinaire d'appel délibère à huis clos, hors la présence de l'assujetti poursuivi, des personnes qui l'assistent ou le représentent, et des personnes auditionnées.

Lorsque les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne qui n'est pas membre de l'organe disciplinaire, celle-ci peut assister au délibéré sans y participer.

Lorsque l'organe disciplinaire d'appel n'a été saisi que par l'intéressé, la sanction prononcée par l'organe disciplinaire de première instance ne peut être aggravée.

La décision de l'organe disciplinaire d'appel est motivée en fait et en droit.

Les procès-verbaux des réunions sont signés par le président et le secrétaire de séance.

L'organe disciplinaire d'appel doit se prononcer dans un délai de quatre mois à compter de l'engagement initial des poursuites.

Lorsque la séance a été reportée en application de l'article 3.4.2.2, le délai de quatre mois est prolongé d'une durée égale à celle du report.

En cas de circonstances exceptionnelles, le délai de quatre mois peut être prorogé d'un mois par une décision motivée du président de l'organe disciplinaire d'appel et notifiée, sept jours au moins avant l'expiration du délai initial, à l'assujetti, selon les modalités prévues à l'article 3.2. du présent règlement.

A défaut de décision dans ces délais, l'appelant peut saisir le Comité national olympique et sportif français aux fins de la conciliation prévue à l'article L. 141-4 du Code du Sport.

### **3.4.5 La notification en appel**

L'extrait du procès-verbal constituant la décision est notifié à l'intéressé par courrier électronique avec accusé de réception ou par courrier recommandé avec avis de réception, selon les modalités de l'article 3.2 du présent règlement.

Cette notification doit mentionner les voies et délais de recours contentieux, y compris la saisine préalable et obligatoire du Comité national olympique et sportif français aux fins de conciliation, régie par les articles L.141-4 et R. 141-5 et suivants du Code du Sport.

### **3.4.6 Les frais**

Le remboursement des frais exposés à l'occasion de la procédure disciplinaire, notamment ceux entraînés par la convocation de personnes, officielles ou non, que l'organe disciplinaire d'appel juge utile d'auditionner, est imputé au club, que sa propre responsabilité disciplinaire ou celle d'un assujetti qui en dépend, ait été intégralement ou partiellement retenu

## **Article 4 – Les sanctions disciplinaires**

### **4.1 Les dispositions générales**

Les sanctions disciplinaires sont énoncées aux articles 4.1.1 et 4.1.2, sans hiérarchie ni critère lié à la gravité.

Les organes disciplinaires apprécient, en fonction des circonstances de l'espèce, l'opportunité de prononcer une ou plusieurs de ces sanction(s) disciplinaire(s) et en déterminent la nature ainsi que le quantum.

A titre complémentaire, ils peuvent décider de porter à la connaissance du public, par une publication sur le site internet de l'instance concernée, la décision dans son intégralité ou uniquement les motifs et le dispositif de celle-ci.

Cette mesure ne peut intervenir qu'après notification aux assujettis en ayant fait l'objet et après épuisement des voies de recours internes.

La publication des décisions s'effectue de manière anonyme, sauf si l'organe disciplinaire, par une décision motivée, décide d'ordonner la publication nominative ou si la personne qui a fait l'objet d'une décision de relaxe demande à ce que celle-ci soit nominative.

Dans tous les cas ci-dessus énoncés, les organes disciplinaires doivent fixer la prise d'effet et les modalités d'exécution des sanctions, et, le cas échéant, de leur publication.

#### **4.1.1 A l'égard d'un club**

Peuvent être prononcées à l'égard d'un club, les sanctions disciplinaires suivantes :

- le rappel à l'ordre ;
- l'amende ;
- la perte d'un ou de plusieurs matchs par pénalité ;
- le retrait de point(s) au classement d'une équipe dans le cadre de la compétition en cours ou à venir ;
- le huis clos total ou partiel ;
- la fermeture de l'espace visiteur à l'extérieur ;

- la suspension de terrain ;
- la mise hors compétition ;
- la rétrogradation en division(s) inférieure(s) ;
- l'interdiction d'engager une ou des équipe(s) dans une compétition ;
- la radiation ;
- la réparation du préjudice matériel causé ;
- l'interdiction pour une durée limitée d'être affiliée à la F.F.F. ;

Les conséquences sportives engendrées par le prononcé de la perte par pénalité d'une rencontre, d'une mise hors compétition ou d'une radiation sont prévues par les règlements sportifs correspondant au niveau de compétition au sein duquel l'équipe visée évolue.

Les commissions sportives compétentes sont en charge des modalités d'application des sanctions de suspension de terrain, de match à huis clos et de fermeture de l'espace visiteur à l'extérieur.

#### **4.1.2 A l'égard d'une personne physique**

Peuvent être prononcées à l'égard d'un assujetti personne physique, les sanctions disciplinaires suivantes :

- le rappel à l'ordre ;
- l'inscription du carton jaune au fichier disciplinaire ;
- l'amende : elle ne peut excéder un montant de 45000 euros ;
- la suspension : elle entraîne l'impossibilité pour la personne physique de jouir des droits que lui confèrent sa ou ses licences, à savoir notamment de participer au fonctionnement des instances sportives du football et à leurs activités.  
La personne physique suspendue ne peut donc pas :
  - o être inscrite sur la feuille de match ;
  - o prendre part à un match officiel, à quelque titre que ce soit ;
  - o prendre place sur le banc de touche ;
  - o pénétrer sur l'aire de jeu avant, pendant et après le déroulement de la rencontre officielle ;
  - o être présent dans le vestiaire des officiels ;
  - o effectuer tout acte au nom et pour le compte du club ou le représenter, devant les instances ;
  - o siéger au sein de ces dernières.

Il en est de même pour les matchs amicaux dans le cas où l'assujetti fait l'objet d'une suspension à temps au moins égale à six mois fermes.

Pour les clubs professionnels de Ligue 1 et Ligue 2, toutes les interdictions susmentionnées impliquent également obligatoirement celle d'être présent avant, pendant et après le match sur le banc de touche, dans les vestiaires des joueurs et des arbitres, le tunnel ou la zone technique ainsi que l'ensemble des couloirs donnant accès à ces zones si l'organe disciplinaire retient la qualification d'agissement fautif grave.

Les modalités de purge d'une suspension sont définies à l'article 226 des Règlements généraux de la F.F.F.

- l'interdiction de participer directement ou indirectement à l'organisation et au déroulement des rencontres organisées ou autorisées par les instances compétentes ;
- la radiation ;
- l'interdiction pour une durée limitée d'être licencié à la F.F.F. ;
- la réparation du préjudice matériel causé ;
- l'inéligibilité à temps aux instances dirigeantes : elle entraîne automatiquement la révocation du ou des mandats en cours.

Ces sanctions peuvent être, avec l'accord de l'intéressé remplacées ou complétées par l'accomplissement d'activités d'intérêt général, pendant une durée qui ne peut excéder une saison sportive.

Les activités d'intérêt général correspondent à des activités d'organisation des compétitions, d'encadrement, d'arbitrage, d'initiation ou de prévention et de promotion des valeurs du sport au bénéfice de la F.F.F., des Ligues et Districts, de la Ligue de Football Professionnel ou d'un club, autre que celui dont l'intéressé dépend, ou d'une association caritative.

#### **4.2 L'exclusion d'un licencié par l'arbitre**

Tout **LICENCIÉ (joueur/ entraîneur/ éducateur/ dirigeant)** exclu à l'occasion d'un match de compétition officielle par décision de l'arbitre est automatiquement suspendu pour le match de compétition officielle suivant.

Les organes disciplinaires ne sont pas liés par le motif d'exclusion que l'arbitre a retenu.

L'exclusion d'un licencié à l'occasion d'une rencontre officielle n'est pas remise en cause si cette dernière a été définitivement interrompue, donnée à rejouer ou donnée perdue par pénalité.

#### **4.3 Le sursis**

Seuls l'amende, la suspension, le retrait de point(s) au classement, la suspension de terrain, la mise hors compétition, le huis clos total ou partiel et la fermeture de l'espace visiteur à l'extérieur peuvent être assortis en tout ou partie du sursis.

L'organe disciplinaire peut décider de prononcer la révocation de tout ou partie d'un sursis dès lors que les faits constituant une nouvelle infraction ont été commis avant l'expiration du délai de prescription, que leur nature se rapproche de celle ayant justifié le prononcé de la sanction initiale et que cette dernière est définitive.

Ce délai est :

- de trois ans à compter du jour où elles sont définitives, pour les sanctions assorties totalement ou partiellement du sursis, dont le quantum est supérieur ou égal à trois mois ou qui ont été prononcées consécutivement à l'engagement de la responsabilité du club pour manquement à la sécurité et au bon déroulement de la rencontre ;

- d'un an à compter du jour où elles sont définitives, pour les sanctions assorties totalement ou partiellement du sursis dont le quantum est inférieur à trois mois ;

Le caractère définitif d'une sanction résulte de l'épuisement des voies de recours interne et contentieux.

La révocation de la sanction sursitaire complète la sanction à prononcer pour la nouvelle faute disciplinaire.

#### **4.4 La récidive**

La sanction est aggravée lorsqu'un assujetti commet, dans le délai ci-dessous énoncé, une infraction dont la nature se rapproche de celle ayant conduit au prononcé d'une précédente sanction.

Ce délai est :

- de cinq ans à compter du jour de la précédente infraction, pour les sanctions fermes dont le quantum est supérieur ou égal à trois mois ;

- d'un an à compter du jour de la précédente infraction, pour les sanctions fermes dont le quantum est inférieur à trois mois

- de trois ans à compter du jour de la précédente infraction, pour les sanctions relatives au manquement à la sécurité et au bon déroulement des rencontres.

#### **4.5 Les modalités d'exécution**

Les sanctions disciplinaires doivent être exécutées dès leur publication sur Footclubs, selon les informations qui y sont indiquées.

A défaut de dispositions particulières, les sanctions prononcées par l'organe disciplinaire de première instance prennent effet à partir du lundi zéro heure qui suit leur prononcé.

Cette date d'effet n'est toutefois pas applicable dans les cas suivants, la sanction devant être purgée dans la continuité :

- le licencié automatiquement suspendu pour le match de compétition officielle suivant celui à l'occasion duquel il a été exclu par l'arbitre (article 4.2 du présent règlement) ;

- l'assujetti ayant fait l'objet d'une mesure conservatoire (article 3.3.3 du présent règlement).

Il en est de même pour les sanctions aggravées pouvant être prononcées par l'organe disciplinaire d'appel.

Lorsqu'un assujetti fait l'objet de sanctions disciplinaires distinctes dont les dates d'effet se chevauchent ou sont identiques, celles-ci doivent être purgées les unes à la suite des autres dans la continuité.

## Barème Disciplinaire

### Préambule

#### 1. Les généralités

Le présent barème énonce, à titre indicatif, les sanctions disciplinaires encourues par toute personne physique assujettie au pouvoir disciplinaire de la Fédération (tel que défini à l'article 2 du Règlement disciplinaire), reconnue coupable de l'une ou de plusieurs infractions qu'il définit.

Ce barème peut être aggravé par décision du Comité de Direction de l'instance concernée.

Les sanctions édictées par le présent barème seront prononcées, dans le respect des procédures énoncées par le Règlement disciplinaire adopté en application des dispositions de l'article L. 131-8 et R. 131-3 et suivants du Code du Sport.

Ce barème expose des infractions et leur sanction de référence, mais n'est toutefois pas exhaustif.

Lorsqu'une infraction visée au présent barème a été commise entre le coup d'envoi et le coup de sifflet final de l'arbitre (mi-temps comprise), elle doit être retenue comme ayant eu lieu au cours de la rencontre.

Des agissements visant une personne y sont réprimés, mais il va de soi que ceux visant son ou ses biens le sont également.

Le genre masculin y est utilisé, mais il va de soi que les deux sexes sont concernés.

#### 2. Les officiels

La notion d' « officiel » lors d'une rencontre est définie à l'article 128 des Règlements Généraux.

Conformément aux dispositions de l'article L. 223-2 du Code du Sport portant diverses dispositions relatives aux arbitres, il est rappelé que : « Les arbitres et juges sont considérés comme chargés d'une mission de service public au sens des articles 221-4, 222-3, 222-8, 222-

10, 222-12, 222-13 et 433-3 du Code Pénal et les atteintes dont ils peuvent être les victimes dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur mission sont réprimées par des peines aggravées par ces articles ».

Par ailleurs, lorsqu'un officiel se rend coupable de l'une des infractions visées à partir de l'article 4 du présent barème, il s'expose aux sanctions prévues pour un entraîneur, éducateur, dirigeant et personnel médical, lesquelles sont aggravées eu égard à sa fonction.

#### 3. Les supports de communication

Les sanctions de référence prévues aux articles 4 à 9 du présent barème s'appliquent lorsque les infractions qu'elles répriment sont commises par le biais de tout support de communication, y compris les réseaux sociaux.

Si l'infraction revêt un caractère public, lequel peut être retenu si les faits dont il est question ont été accessibles à un large public (voire non limité), inconnu (non identifié) et/ou imprévisible (sans lien étroit entre les personnes le constituant), cela constitue une circonstance aggravante.

#### 4. Les sanctions

Les suspensions prévues audit barème sont fermes et peuvent être, selon le cas d'espèce, prononcées en nombre de matchs ou à temps par les organes disciplinaires.

Lorsqu'elles s'appliquent à un joueur exclu, les sanctions de référence prévues au présent barème comprennent le match automatique.

Selon les circonstances que l'organe disciplinaire apprécie souverainement, ces sanctions sont susceptibles d'être :

- diminuées ou augmentées,
- assorties en tout ou partie du sursis (en dehors de celles visées à l'article 1 du présent barème),
- accompagnées d'une amende dont il fixe le montant.

**Barème de référence  
District du Var**

**JOUEURS**

Conformément aux dispositions de la Loi 5 du Jeu édictée par l'International Board, l'arbitre du match a la faculté d'avertir ou d'exclure (présentation du carton jaune ou rouge), à l'issue de la rencontre (après le coup de sifflet final), tout joueur situé dans le périmètre de l'aire de jeu (dégagements compris limités par la main courante) qui adopterait un comportement répréhensible au titre du présent barème.

Article 1 - Avertissement

Les fautes passibles d'un avertissement sont celles définies par les Lois du Jeu en vigueur telles que prévues par l'International Board.

1.1 Un avertissement infligé lors d'une rencontre entraîne une inscription au fichier disciplinaire du joueur par l'organe disciplinaire de première instance, y compris lorsque la rencontre a été interrompue avant son terme, pour quelque raison que ce soit.

1.2 L'exclusion d'un joueur pour cumul de deux avertissements au cours de la rencontre est, a minima, sanctionnée d'un match de suspension.

1.3 Le joueur ayant reçu 3 avertissements à l'occasion de 3 matchs différents dans une période inférieure ou égale à 3 mois (le calcul du délai de prescription étant effectué par la prise en compte des dates des matchs) est sanctionné d'un match de suspension après décision de l'organe disciplinaire de première instance.

Ce principe s'applique au sein d'une même pratique, quel que soit le niveau de compétition.

1.4 Lorsqu'un joueur, déjà sous le coup de deux avertissements non révoqués, reçus lors de rencontres précédentes dans le délai susvisé, fait l'objet d'une sanction ferme consécutive à son exclusion ou à un rapport d'un officiel, il s'expose à un match de suspension ferme supplémentaire en sus de celle-ci.

Ces deux avertissements sont dès lors révoqués.

1.5 A la fin de chaque saison, les avertissements confirmés sont révoqués.

Article 2 - Anéantissement d'une occasion de but

Joueur ayant annihilé de manière irrégulière une occasion de but sans porter atteinte à l'intégrité physique de l'adversaire.

- 2 matchs de suspension - 16 € + 17 €

Article 3 - Faute grossière

Violation des lois du jeu commise par un joueur en raison de son imprudence et/ou de son excès d'engagement pouvant entraîner la mise en danger de l'intégrité physique de l'adversaire.

- 3 matchs de suspension - 16 € + 34 €

Si cette faute occasionne une blessure, à tout le moins observée par un arbitre, le joueur fautif est passible de l'une des sanctions figurant à l'article 13 du présent barème.

Article 4 - Comportement excessif / déplacé

Propos, geste et/ou attitude dépassant la mesure et/ou hors contexte.

**Au cours de la rencontre :**

- 1 match de suspension – 16 € + 17 €

**Hors rencontre :**

- 2 matchs de suspension – 16 € + 17 €

Article 5 - Comportement blessant

Propos, geste et/ou attitude susceptible d'offenser une personne

**A l'encontre d'un officiel**

**Au cours de la rencontre :**

- 2 matchs de suspension – 16 € + 17 €

**Hors rencontre :**

- 3 matchs de suspension – 16 € + 17 €

**A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur - dirigeant - public**

**Au cours de la rencontre :**

- 1 match de suspension – 16 € + 17 €

**Hors rencontre :**

- 2 matchs de suspension – 16 € + 17 €

Article 6 - Comportement grossier / injurieux

Est grossier, tout propos, geste et/ou attitude contraire à la bienséance visant une personne et/ou sa fonction.

Est injurieux, tout propos, geste et/ou attitude qui atteint d'une manière grave une personne et/ou sa fonction.

**A l'encontre d'un officiel**

**Au cours de la rencontre :**

- 4 matchs de suspension – 16 € + 17 €

**Hors rencontre :**

- 5 matchs de suspension – 16 € + 17 €

**A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur - dirigeant - public**

**Au cours de la rencontre :**

- 3 matchs de suspension – 16 € + 17 €

**Hors rencontre :**

- 4 matchs de suspension – 16 € + 17 €

Article 7 - Comportement obscène

Propos, geste et/ou attitude qui heurte la décence, la pudeur ou le bon goût, notamment par des représentations d'ordre sexuel.

**A l'encontre d'un officiel**

**Au cours de la rencontre :**

- 4 matchs de suspension – 16 € + 34€

**Hors rencontre :**

- 5 matchs de suspension – 16 € + 34 €

**A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur - dirigeant - public**

**Au cours de la rencontre :**

- 3 matchs de suspension – 16 € + 17 €

**Hors rencontre :**

- 4 matchs de suspension – 16 € + 17 €

Article 8 - Comportement intimidant / menaçant

Est intimidant, tout propos, geste et/ou attitude susceptible d'inspirer de la peur ou de la crainte.

Est menaçant, tout propos, geste et/ou attitude exprimant l'idée de porter préjudice à l'intégrité physique d'une personne. Toute menace de mort constitue une circonstance aggravante dont il devra être tenu compte dans la détermination du quantum de la sanction.

**A l'encontre d'un officiel**

**Au cours de la rencontre :**

- 7 matchs de suspension - 16 € + 50 €

**Hors rencontre :**

- 10 matchs de suspension – 16 € + 50 €

**A l'encontre d'un joueur - entraîneur - éducateur - dirigeant - public**

**Au cours de la rencontre :**

- 4 matchs de suspension – 16 € + 17 €

**Hors rencontre :**

- 6 matchs de suspension – 16 € + 17 €

Article 9 - Comportement raciste / discriminatoire

Propos, geste et/ou attitude visant une personne en raison notamment de son idéologie, sa race, son appartenance ethnique, sa confession, sa nationalité, son apparence, son orientation sexuelle, son sexe ou son handicap.

**Quelle que soit la victime**

- 10 matchs de suspension - 16 € + 100 €

Article 10 - Bousculade volontaire

Fait d'entrer en contact physique avec une personne en effectuant une poussée susceptible de la faire reculer ou tomber.

#### **A l'encontre d'un officiel**

##### **Au cours de la rencontre**

- 8 mois de suspension - 16 € + 85 € - RETRAIT DE 1 POINT

##### **Hors rencontre :**

- 15 mois de suspension – 16 € + 85 € - RETRAIT DE 1 POINT

#### **A l'encontre d'un joueur– entraîneur – éducateur – dirigeant - public**

- 5 matchs de suspension – 16 € + 34 €

##### **- Hors rencontre :**

- 7 matchs de suspension - 16 € + 34 €

#### Article 11 - Tentative de brutalité / tentative de coup

Action par laquelle une personne essaie, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité physique d'une personne sans y parvenir.

#### **A l'encontre d'un officiel**

##### **Au cours de la rencontre**

- 9 mois de suspension - 16 € + 85 € - RETRAIT DE 1 POINT

##### **Hors rencontre :**

- 18 mois de suspension – 16 € + 85 € - RETRAIT DE 2 POINTS

#### **A l'encontre d'un joueur– entraîneur – éducateur – dirigeant - public**

- 6 matchs de suspension – 16 € + 34 €

##### **Hors rencontre :**

- 8 matchs de suspension - 16 € + 34 €

#### Article 12 - Crachat

Expectoration volontaire susceptible d'atteindre une personne ou en direction de celle-ci. Le fait d'atteindre cette dernière constitue une circonstance aggravante, dont il devra être tenu compte dans la détermination du quantum de la sanction, et encore davantage lorsque le crachat l'atteint au visage.

#### **A l'encontre d'un officiel**

##### **Au cours de la rencontre**

- 9 mois de suspension - 16 € + 100 € - RETRAIT DE 1 POINT

##### **Hors rencontre :**

- 18 mois de suspension – 16 € + 100 € - RETRAIT DE 2 POINTS

#### **A l'encontre d'un joueur– entraîneur – éducateur – dirigeant - public**

##### **Au cours de la rencontre :**

- 6 matchs de suspension – 16 € + 85 €

#### **Hors rencontre :**

- 8 matchs de suspension – 16 € + 85 €

#### Article 13 - Acte de brutalité / coup

Action par laquelle une personne porte atteinte, par quelque moyen que ce soit, à l'intégrité physique d'une autre.

Au sens du présent barème, cette infraction est considérée comme étant commise dans l'action de jeu si le joueur qui en est l'auteur est en capacité de jouer le ballon au moment de celle-ci. Si le jeu est arrêté par l'arbitre avant la commission de l'infraction, celle-ci ne peut être considérée comme ayant eu lieu dans l'action de jeu, même si le ballon est à distance de jeu.

Lorsqu'une Incapacité Totale de Travail (plus communément appelée I.T.T.) est prescrite à la victime de (ou des) acte(s) de brutalité / coup(s), l'auteur de ce (ou ces) dernier(s) s'expose aux sanctions prévues ci-après aux articles 13.3 ou 13.4. L'I.T.T. est établie par tout médecin et correspond à la période durant laquelle une personne n'est pas en totale capacité de se livrer aux actes de la vie courante.

Constituent notamment des circonstances aggravantes dont il devra être tenu compte dans la détermination du quantum de la sanction:

- tout document médical établi par toute personne habilitée par lequel il est prescrit à la victime un arrêt de sport, un arrêt de travail...
- le fait d'accomplir cette action en réunion et/ou au moyen d'une arme (par nature ou par destination).

#### 13.1 N'occasionnant pas une blessure ou occasionnant une blessure uniquement observée par un arbitre.

##### **A l'encontre d'un officiel**

###### **Au cours de la rencontre :**

- 2 ans de suspension - 16 € + 150 € - **RETRAIT DE 2 POINTS**

###### **Hors rencontre :**

- 3 ans de suspension – 16 € + 150 € - **RETRAIT DE 3 POINTS**

##### **A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur - dirigeant - public**

###### **Au cours de la rencontre :**

a) A l'occasion d'une action de jeu

- 4 matchs de suspension - 16 € + 85 €

b) En dehors de toute action de jeu

- 7 matchs de suspension - 16 € + 85 €

###### **Hors rencontre :**

- 10 matchs de suspension - 16 € + 85 €

#### 13.2 Occasionnant une blessure dûment constatée par certificat médical

##### **A l'encontre d'un officiel**

###### **Au cours de la rencontre :**

- 3 ans de suspension – 16 € + 150 € - **RETRAIT DE 3 POINTS**

**Hors rencontre :**

- 5 ans de suspension – 16 € + 150 € - RETRAIT DE 5 POINTS

**A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur - dirigeant - public**

**Au cours de la rencontre :**

a) A l'occasion d'une action de jeu

- 5 matchs de suspension - 16 € + 85 €

b) En dehors de toute action de jeu

- 8 matchs de suspension - 16 € + 85 €

**Hors rencontre :**

- 12 matchs de suspension - 16 € + 85 €

13.3 Occasionnant une blessure dûment constatée par certificat médical, entraînant une I.T.T. inférieure ou égale à 8 jours

**A l'encontre d'un officiel**

**Au cours de la rencontre :**

- 7 ans de suspension – 16 € + 150 € - RETRAIT DE 7 POINTS

**Hors rencontre :**

- 9 ans de suspension – 16 € + 150 € - RETRAIT DE 9 POINTS

**A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur - dirigeant - public**

**Au cours de la rencontre :**

a) A l'occasion d'une action de jeu

- 9 matchs de suspension - 16 € + 50 €

b) En dehors de toute action de jeu

- 1 an de suspension - 16 € + 50 € - RETRAIT DE 1 POINT

**Hors rencontre :**

- 2 ans de suspension - 16 € + 150 € - RETRAIT DE 2 POINTS

13.4 Occasionnant une blessure dûment constatée par un certificat médical, entraînant une I.T.T. supérieure à 8 jours

**A l'encontre d'un officiel**

**Au cours de la rencontre :**

- 9 ans de suspension – 16 € + 200 € - RETRAIT DE 9 POINTS

**Hors rencontre :**

- 13 ans de suspension – 16 € + 200 € - RETRAIT DE 13 POINTS

#### **A l'encontre d'un joueur – entraîneur - éducateur - dirigeant - public**

##### **Au cours de la rencontre :**

a) A l'occasion d'une action de jeu

- 15 matchs de suspension - 16 € + 85 € - **RETRAIT DE 1 POINT**

b) En dehors de toute action de jeu

- 3 ans de suspension - 16 € + 200 € - **RETRAIT DE 3 POINTS**

##### **Hors rencontre :**

- 5 ans de suspension – 16 € + 200 € - **RETRAIT DE 5 POINTS**

#### **ENTRAÎNEUR – ÉDUCATEUR - DIRIGEANT - PERSONNEL MÉDICAL**

##### Article 4 - Comportement excessif / déplacé

Propos, geste et/ou attitude dépassant la mesure et/ou hors contexte.

##### **Au cours de la rencontre :**

- 2 matchs de suspension – 16 € + 17 €

##### **Hors rencontre :**

- 3 matchs de suspension – 16 € + 17 €

##### Article 5 - Comportement blessant

Propos, geste et/ou attitude susceptible d'offenser une personne

#### **A l'encontre d'un officiel**

##### **Au cours de la rencontre :**

- 3 matchs de suspension – 16 € + 17 €

##### **Hors rencontre :**

- 4 matchs de suspension – 16 € + 17 €

#### **A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur - dirigeant - public**

##### **Au cours de la rencontre :**

- 2 matchs de suspension – 16 € + 17 €

##### **Hors rencontre :**

- 3 matchs de suspension – 16 € + 17 €

##### Article 6 - Comportement grossier / injurieux

Est grossier, tout propos, geste et/ou attitude contraire à la bienséance visant une personne et/ou sa fonction.

Est injurieux, tout propos, geste et/ou attitude qui atteint d'une manière grave une personne et/ou sa fonction.

#### **A l'encontre d'un officiel**

##### **Au cours de la rencontre :**

- 8 matchs de suspension – 16 € + 17 €

##### **Hors rencontre :**

- 12 matchs de suspension – 16 € + 34 €

#### **A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur - dirigeant - public**

##### **Au cours de la rencontre :**

- 4 matchs de suspension – 16 € + 17 €

##### **Hors rencontre :**

- 8 matchs de suspension – 16 € + 34 €

#### Article 7 - Comportement obscène

Propos, geste et/ou attitude qui heurte la décence, la pudeur ou le bon goût, notamment par des représentations d'ordre sexuel.

#### **A l'encontre d'un officiel**

##### **Au cours de la rencontre :**

- 3 mois de suspension – 16 € + 50 €

##### **Hors rencontre :**

- 4 mois de suspension – 16 € + 50 €

#### **A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur - dirigeant - public**

##### **Au cours de la rencontre :**

- 10 matchs de suspension – 16 € + 34 €

##### **Hors rencontre :**

- 3 mois de suspension – 16 € + 34 €

#### Article 8 - Comportement intimidant / menaçant

Est intimidant, tout propos, geste et/ou attitude susceptible d'inspirer de la peur ou de la crainte.

Est menaçant, tout propos, geste et/ou attitude exprimant l'idée de porter préjudice à l'intégrité physique d'une personne. Toute menace de mort constitue une circonstance aggravante dont il devra être tenu compte dans la détermination du quantum de la sanction.

#### **A l'encontre d'un officiel**

##### **Au cours de la rencontre :**

- 5 mois de suspension - 16 € + 85 - RETRAIT DE 1 POINT

##### **Hors rencontre :**

- 6 mois de suspension – 16 € + 85 € - RETRAIT DE 1 POINT

## **A l'encontre d'un joueur - entraîneur - éducateur - dirigeant - public**

### **Au cours de la rencontre :**

- 14 matchs de suspension – 16 € + 85 €

### **Hors rencontre :**

- 5 mois de suspension – 16 € + 85 € - **RETRAIT DE 1 POINT**

### Article 9 - Comportement raciste / discriminatoire

Propos, geste et/ou attitude visant une personne en raison notamment de son idéologie, sa race, son appartenance ethnique, sa confession, sa nationalité, son apparence, son orientation sexuelle, son sexe ou son handicap.

### **Quelle que soit la victime**

- 5 mois de suspension – 16 € + 100 € - **RETRAIT DE 1 POINT**

### Article 10 - Bousculade volontaire

Fait d'entrer en contact physique avec une personne en effectuant une poussée susceptible de la faire reculer ou tomber.

## **A l'encontre d'un officiel**

### **Au cours de la rencontre**

- 10 mois de suspension - 16 € + 100 € - **RETRAIT DE 1 POINT**

### **Hors rencontre :**

- 18 mois de suspension - 16 € + 100 € - **RETRAIT DE 2 POINTS**

## **A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur – dirigeant - public**

- 12 matchs de suspension - 16 € + 85 €

### **Hors rencontre :**

- 4 mois de suspension - 16 € + 85 €

### Article 11 - Tentative de brutalité / tentative de coup

Action par laquelle une personne essaie, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité physique d'une personne sans y parvenir.

## **A l'encontre d'un officiel**

### **Au cours de la rencontre**

- 1 an de suspension - 16 € + 100 € - **RETRAIT DE 1 POINT**

### **Hors rencontre :**

- 2 ans de suspension – 16 € + 100 € - **RETRAIT DE 2 POINTS**

## **A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur – dirigeant - public**

- 4 mois de suspension – 16 € + 85 €

**Hors rencontre :**

- 6 mois de suspension - 16 € + 85 €

Article 12 - Crachat

Expectoration volontaire susceptible d'atteindre une personne ou en direction de celle-ci. Le fait d'atteindre cette dernière constitue une circonstance aggravante, dont il devra être tenu compte dans la détermination du quantum de la sanction, et encore davantage lorsque le crachat l'atteint au visage.

**A l'encontre d'un officiel****Au cours de la rencontre**

- 1 an de suspension - 16 € + 100 € - **RETRAIT DE 1 POINT**

**Hors rencontre :**

- 2 ans de suspension – 16 € + 100 € - **RETRAIT DE 2 POINTS**

**A l'encontre d'un joueur – entraîneur – éducateur – dirigeant - public****Au cours de la rencontre :**

- 4 mois de suspension – 16 € + 85 €

**Hors rencontre :**

- 6 mois de suspension – 16 € + 85 € - **RETRAIT DE 1 POINT**

Article 13 - Acte de brutalité / coup

Action par laquelle une personne porte atteinte, par quelque moyen que ce soit, à l'intégrité physique d'une autre.

Au sens du présent barème, cette infraction est considérée comme étant commise dans l'action de jeu si le joueur qui en est l'auteur est en capacité de jouer le ballon au moment de celle-ci. Si le jeu est arrêté par l'arbitre avant la commission de l'infraction, celle-ci ne peut être considérée comme ayant eu lieu dans l'action de jeu, même si le ballon est à distance de jeu.

Lorsqu'une Incapacité Totale de Travail (plus communément appelée I.T.T.) est prescrite à la victime de (ou des) acte(s) de brutalité / coup(s), l'auteur de ce (ou ces) dernier(s) s'expose aux sanctions prévues ci-après aux articles 13.3 ou 13.4. L'I.T.T. est établie par tout médecin et correspond à la période durant laquelle une personne n'est pas en totale capacité de se livrer aux actes de la vie courante.

Constituent notamment des circonstances aggravantes dont il devra être tenu compte dans la détermination du quantum de la sanction :

- tout document médical établi par toute personne habilitée par lequel il est prescrit à la victime un arrêt de sport, un arrêt de travail...
- le fait d'accomplir cette action en réunion et/ou au moyen d'une arme (par nature ou par destination).

13.1 N'occasionnant pas une blessure ou occasionnant une blessure uniquement observée par un arbitre.**A l'encontre d'un officiel****Au cours de la rencontre :**

- 3 ans de suspension - 16 € + 150 € - **RETRAIT DE 3 POINTS**

**Hors rencontre :**

- 4 ans de suspension – 16 € + 150 € - **RETRAIT DE 4 POINTS**